



Organisation  
internationale  
du Travail

► Rapport phare de l'OIT



► **Emploi  
et questions  
sociales dans le monde**

# **Tendances 2025**



► **Emploi et questions  
sociales dans le monde**

**Tendances 2025**

© Organisation internationale du Travail 2025  
Première édition 2025



Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Cet ouvrage est soumis à une licence Creative Commons Attribution 4.0 International. Voir [creativecommons.org/licenses/by/4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0). L'utilisateur est autorisé à réutiliser et à partager (copier et redistribuer) l'ouvrage original ou à l'adapter (le remanier, le transformer ou s'en servir pour créer un nouveau produit) conformément aux termes de ladite licence. L'utilisateur doit clairement indiquer que l'OIT est la source de l'ouvrage et faire état de toute modification apportée au contenu original. L'utilisation de l'emblème, du nom et du logo de l'OIT n'est pas autorisée dans le cadre de traductions, d'adaptations ou d'autres œuvres dérivées.

**Citation** – L'utilisateur doit faire état de toute modification apportée à cet ouvrage. L'ouvrage doit être cité comme suit: OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2025*, Genève: Bureau international du Travail, 2025. © OIT.

**Traductions** – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une traduction d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette traduction n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

**Adaptations** – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une adaptation d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette adaptation n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une adaptation officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette adaptation, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

**Œuvres de tiers** – La licence Creative Commons ne s'applique pas aux œuvres incluses dans cette publication qui ne relèvent pas du droit d'auteur de l'OIT. Lorsqu'une œuvre est attribuée à un tiers, l'utilisateur de l'œuvre est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires auprès du détenteur des droits et sera tenu pour seul responsable en cas de violation alléguée.

Tout différend auquel la présente licence pourra donner lieu et qui ne pourra pas être résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue en tant que règlement définitif du différend.

Toute question concernant les droits et licences doit être envoyée à [rights@ilo.org](mailto:rights@ilo.org). Des informations concernant les publications et les produits numériques de l'OIT peuvent être consultées à l'adresse: [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns).

ISBN 9789220411599 (imprimé), 9789220411605 (pdf Web)  
ISSN 2709-7102 (imprimé), 2709-7110 (en ligne)  
DOI: <https://doi.org/10.54394/MJPO7758>

reprise économique / marché du travail / travail décent / transition juste / emploi des jeunes  
03.04.3

*Données de catalogage avant publication de l'OIT*

Également disponible en anglais: *World Employment and Social Outlook: Trends 2025*, ISBN 9789220411575 (imprimé), 9789220411582 (pdf Web), ISSN 2709-7080 (imprimé); 2709-7099 (en ligne), Genève, 2025; et en espagnol: *Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2025*, ISBN 9789220411612 (imprimé), 9789220411629 (pdf Web), ISSN 2709-7129 (imprimé), 2709-7137 (en ligne), Genève, 2025.

Les désignations utilisées dans les publications et bases de données de l'OIT, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tout pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites. Voir [www.ilo.org/deni-de-responsabilite](http://www.ilo.org/deni-de-responsabilite).

Les opinions et vues exprimées dans la présente publication sont propres à son ou ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions, les vues ou la politique de l'OIT.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

#### Photographie de la couverture

Munya & Paida Shadaya, directeurs d'Invictus Steel Africa. Ils sont bénéficiaires de la formation de l'OIT Start and Improve Your Business (SIYB). Mutare, Zimbabwe, 8 octobre 2024. Photographie: Shaun Chitsiga/ILO

Produit par l'Unité de gestion de la production et de l'édition des publications, BIT

Code: DESIGN/WEI/PMSERV

# Préface

Le taux de chômage dans le monde a atteint le niveau historiquement bas de 5 pour cent, ce qui pourrait laisser penser que le marché du travail est florissant. Mais nous vivons une époque de contradictions et de défis, où se mêlent de véritables progrès et de rigides obstacles économiques. Derrière les chiffres encourageants de 2024 se cache une réalité inébranlable: des millions de personnes, en particulier dans les pays les moins développés, restent cantonnées dans l'informalité, la pauvreté au travail et la marginalisation économique. Cette réalité, exposée dans le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2025*, impose de se pencher sérieusement sur la situation de l'emploi et du travail décent dans le monde.

L'élimination des disparités entre les sexes et des déficits de compétences sur le marché du travail ainsi que l'atténuation des inégalités salariales sont essentielles non seulement pour la croissance économique, mais aussi pour faire progresser la justice sociale. Le travail décent et l'emploi productif sont tout aussi déterminants pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030.

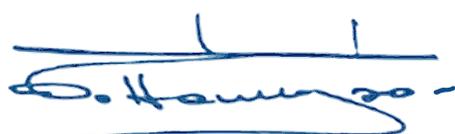
Des déséquilibres fondamentaux persistent sur le marché du travail. La croissance économique a ralenti pour atteindre 3,2 pour cent, limitant ainsi les perspectives de véritable amélioration en matière de création d'emplois et de conditions de travail, en particulier dans les pays à faible revenu. Les progrès technologiques n'ont pas eu l'effet escompté sur la croissance de la productivité et les niveaux de vie. Malgré les efforts déployés dans le cadre des politiques industrielles, la transformation structurelle (l'évolution vers des économies plus diversifiées et plus productives) s'est enlisée et les avantages qui en découlent se concentrent dans certaines régions.

Les obstacles à un marché du travail mondial prospère sont nombreux. Le chômage des jeunes pose toujours un sérieux problème, étant donné qu'ils peinent à trouver un emploi et à accéder à une éducation de qualité, en particulier dans les pays à faible revenu. Les inégalités spatiales au sein d'un même pays limitent la capacité des travailleurs, et surtout des travailleuses, à trouver un emploi mieux rémunéré. La concentration du marché du travail étouffe le potentiel des petites et moyennes entreprises, rognant les gains de productivité et la croissance des salaires. Par ailleurs, la fragmentation des marchés du travail, aggravée par l'atonie des échanges et le potentiel inexploité de la migration de main-d'œuvre, pèse lourdement sur les perspectives de croissance dynamique de l'emploi.

Pour relever ces défis, le monde doit adopter de nouvelles approches de la justice sociale qui génère du travail décent. Les politiques doivent être coordonnées aux niveaux national et multilatéral, en se concentrant sur le cadrage des ressources financières et technologiques ainsi que sur l'allègement de la dette pour ceux qui en ont le plus besoin. Trop souvent, les ressources allouées aux régions les plus pauvres du monde ne produisent pas de résultats tangibles, en raison d'un manque de vision stratégique et de coordination qui permettrait de cibler les mesures sur la formalisation et l'emploi productif.

Pour aller de l'avant, des mesures audacieuses s'imposent. La Coalition mondiale pour la justice sociale vise à catalyser un tel changement, en tirant parti de l'expertise collective des organes internationaux et des parties prenantes. La coalition rassemble les connaissances et les compétences afin de promouvoir des stratégies coordonnées aux niveaux national, régional et mondial. Cela permettra d'adopter une approche centrée sur l'humain et de faire en sorte que la justice sociale soit reconnue comme la clé de voûte d'une reprise mondiale durable.

Le message est clair, pour 2025 et au-delà: la communauté mondiale ne peut pas se permettre de se reposer sur ses lauriers. Parvenir à la justice sociale par le biais du travail décent n'est pas seulement un objectif mais le fondement d'un monde plus juste et plus prospère.



Gilbert F. Hounbo  
Directeur général du BIT



# Table des matières

<b>Préface</b>	<b>III</b>
Remerciements	IX
<b>Résumé analytique: de la reprise à la résilience durable de l'emploi?</b>	<b>XI</b>
<b>1. De la reprise à la résilience durable?</b>	<b>1</b>
La croissance atone met les marchés du travail à l'épreuve	1
Les chiffres rassurants de l'emploi cachent des vulnérabilités structurelles	3
Perspectives: l'incertitude entrave les changements structurels	14
Références	16
<b>2. Tendances sociales et de l'emploi par région</b>	<b>19</b>
<b>Afrique</b>	<b>19</b>
Tendances du marché du travail en Afrique du Nord	21
Tendances du marché du travail en Afrique subsaharienne	21
Formaliser et consolider les envois de fonds des migrants comme une forme de mobilisation de capitaux privés	21
<b>Amériques</b>	<b>23</b>
Tendances du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes	23
Tendances du marché du travail en Amérique du Nord	24
Les risques liés au climat et l'industrie du tourisme dans les Caraïbes	25
<b>États arabes</b>	<b>27</b>
Tendances du marché du travail dans les États arabes	27
L'adoption de l'intelligence artificielle et des technologies numériques risque d'aggraver les disparités de genre	29
<b>Asie et Pacifique</b>	<b>31</b>
Tendances du marché du travail en Asie et dans le Pacifique	31
Les progrès relatifs à plusieurs déficits de travail décent sont au point mort	33
Les transitions et leurs effets sur la création et la perturbation de l'emploi	34
<b>Europe et Asie centrale</b>	<b>34</b>
Tendances du marché du travail en Europe et en Asie centrale	35
La faible croissance de la productivité dans l'Union européenne devrait peser sur celle des salaires réels	35
Références	38

<b>3. Emploi productif et inégalités spatiales</b>	<b>45</b>
La productivité a ralenti sur fond d'accroissement des inégalités spatiales	45
La nature de la transformation structurelle et de la productivité	48
Inégalités spatiales et changements structurels	52
Retombées positives	57
Références	58
Annexe. Sources de données et méthodologie	60

## Encadrés

1.1. Gains de croissance du revenu par habitant grâce à l'augmentation du taux d'activité des femmes	8
1.2. Évolution de la croissance de la productivité du travail	10
1.3. Pouvoir du marché du travail et évolution des salaires réels	11
1.4. La transition des véhicules à moteur à combustion interne vers les véhicules électriques	12
3.1. Mesurer la productivité pour éclairer les politiques et le dialogue social	50
3.2. Le rôle des services modernes et de l'industrie manufacturière dans les inégalités spatiales: Mexique <i>versus</i> Viet Nam	56

## Figures

1.1. Évolution des taux d'activité entre 2014 et 2024, par sexe et par âge, dans le monde et par groupe de revenus (points de pourcentage)	4
1.2. Évolution des taux d'activité entre 2014 et 2019 et entre 2019 et 2024, par sexe et par groupe d'âge, pays à revenu élevé (points de pourcentage)	4
1.3. Taux de chômage mondial par âge et par sexe, 1991-2026 (pourcentages)	5
1.4. Taux de chômage des jeunes, dans le monde et par groupe de revenus, 1991-2026 (pourcentages)	5
1.5. Jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (NEET), par sexe, dans le monde, 2004-2026 (pourcentages)	6
1.6. Écart entre les taux de chômage des hommes et des femmes, dans le monde et par groupe de revenus, 2020-2026 (points de pourcentage)	6
1.7. Taux d'incidence du déficit d'emplois, par sexe, dans le monde (pourcentages)	7
1.8. Croissance de l'emploi par groupe de revenus, 2019-2026 (pourcentages)	9
1.9. Évolution des salaires réels et de la productivité du travail, monde (indice, 2020 = 100)	9
1.10. Croissance du PIB par travailleur, dans le monde et par groupe de revenus, 2010-2026 (pourcentages)	10
1.11. Pouvoir de marché et résultats sur le marché du travail	11
1.12. Emploi mondial par grand secteur (pourcentages de l'emploi total)	12
1.13. Croissance annuelle de l'emploi formel et informel, dans le monde, 2010-2015 et 2024 (pourcentages)	13
1.14. Part de l'emploi informel, dans le monde et par groupe de revenus, 2004 et 2024 (pourcentages)	13
1.15. Part de la pauvreté au travail et de l'emploi par classe économique, dans le monde, 1991-2024 (pourcentages)	13

<b>1.16.</b>	Indice d'incertitude de la politique économique, dans le monde	15
<b>2.1.</b>	Envois de fonds, APD et IDE, Afrique subsaharienne, 2000-2023	22
<b>2.2.</b>	Emploi direct et indirect dans l'industrie du tourisme, part de l'emploi total, pays et territoires non continentaux des Caraïbes, 2019 (pourcentages)	26
<b>2.3.</b>	Proportion d'emplois potentiellement exposés aux effets de l'automatisation de l'IA générative, par sexe et sous-région (pourcentages)	30
<b>2.4.</b>	Évolution de certains indicateurs du marché du travail, Asie et Pacifique, 2004-2024	33
<b>2.5.</b>	Quelques indicateurs relatifs à la productivité du travail, UE27, 2010-2023	37
<b>3.1.</b>	La frontière de la productivité mondiale, 1991-2024	46
<b>3.2.</b>	Mesures de politique industrielle dans le monde	47
<b>3.3.</b>	Croissance de la productivité: contributions de la croissance intrasectorielle et de la transformation structurelle (points de pourcentage)	49
<b>3.4.</b>	Productivité du travail dans les secteurs de l'industrie et des services	49
<b>3.5.</b>	Performances des secteurs en matière de productivité et de croissance de l'emploi au Ghana, 2013-2022 (pourcentages)	50
<b>3.6.</b>	Évolution des inégalités spatiales et de la part des activités manufacturières dans l'emploi	52
<b>3.7.</b>	Évolution des inégalités spatiales et de la part des services modernes (haut de gamme) dans l'emploi	53
<b>3.8.</b>	Concentration de l'emploi sectoriel dans les régions infranationales (pourcentages)	54
<b>3.9.</b>	Évolution des inégalités spatiales et changements structurels	55
<b>3.10.</b>	Contribution de différents types de services à la croissance globale du secteur des services dans des pays présentant différents niveaux d'inégalités spatiales (pourcentages)	55
<b>3.11.</b>	Mexique: la répartition assez homogène de la luminosité nocturne (carte de gauche) est spatialement corrélée à la répartition relativement homogène des activités de services modernes (carte de droite)	56
<b>3.12.</b>	Viet Nam: la forte concentration spatiale de la luminosité nocturne (carte de gauche) est liée à la localisation des activités manufacturières (carte de droite)	56

## Tableaux

<b>1.1.</b>	Variation du PIB par habitant résultant de l'augmentation du taux d'activité des femmes (pourcentages)	8
<b>2.1.</b>	Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, la population active, l'emploi informel et la pauvreté au travail, aux niveaux régional et sous-régional, Afrique, 2021-2026	20
<b>2.2.</b>	Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, la population active, l'emploi informel et la pauvreté au travail, aux niveaux régional et sous-régional, Amériques, 2021-2026	24
<b>2.3.</b>	Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, la population active, l'emploi informel et la pauvreté au travail, aux niveaux régional et sous-régional, États arabes, 2021-2026	28
<b>2.4.</b>	Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, la population active, l'emploi informel et la pauvreté au travail, aux niveaux régional et sous-régional, Asie et Pacifique, 2021-2026	32
<b>2.5.</b>	Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, le chômage des jeunes et la population active, aux niveaux régional et sous-régional, Europe et Asie centrale, 2021-2026	36



# Remerciements

Le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2025* a été préparé par l'Unité des politiques macroéconomiques et de l'emploi du Département de la recherche du BIT. Il a été rédigé par Kanhu Charan Pradhan, Matthieu Charpe, Jorge Davalos, Sabina Dewan, Luca Fedi, Richard Horne, Stefan Kühn, Shamindra Nath, Miguel Sanchez-Martinez et Diana Torres, sous la coordination et la conduite d'Ekkehard Ernst. Il a été réalisé sous la direction générale de Richard Samans, directeur (retraité) du Département de la recherche du BIT. Les auteurs remercient les bureaux régionaux de l'OIT pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, les États arabes, l'Europe et l'Asie centrale pour leurs contributions et leurs suggestions.

Les estimations modélisées du BIT présentées dans ce rapport ont été réalisées par l'Unité de la production et de l'analyse des données, dirigée par Steven Kapsos, du Département de statistique du BIT, et par l'Unité des politiques macroéconomiques et de l'emploi du Département de la recherche du BIT. Les auteurs remercient tout particulièrement Evangelia Bourmpoula, Paloma Carrillo, Marta Golin, Roger Gomis, Stefan Kühn, Avichal Mahajan et Miguel Sanchez-Martinez pour leur travail de modélisation. Les estimations des indicateurs internationaux du marché du travail reposent sur une base de données préparée par l'Unité de la production et de l'analyse des données. Les auteurs remercient David Bescond, Vipasana Karkee, Donika Limani, Quentin Mathys et Yves Perardel pour leur travail.

Sher Verick, conseiller de la Directrice générale adjointe du BIT, Celeste Drake, a offert d'excellents commentaires et suggestions. Le Département de la recherche du BIT souhaite également remercier, pour leurs observations et propositions, ses collègues du BIT Andrew Allieu, Mario Berrios, Paloma Carillo, Marlen de la Chaux, Eleanor D'Achon, Sara Elder, Christoph Ernst, Marta Golin, Roger Gomis, Phu Huynh, Steven Kapsos, Asfaw Kidanu, Sangheon Lee, Maikel Lieuw-Kie-Song, Dragan Radic, Dorothea Schmidt-Klau, Mito Tsukamoto et Stephan Ulrich.

Les auteurs tiennent enfin à exprimer leur gratitude à Judy Rafferty et à leurs collègues de l'Unité de gestion de la production et de l'édition des publications pour leur aide, à leurs collègues du Département de la communication et de l'information du public pour leur collaboration et leur soutien continus dans la diffusion du rapport, ainsi qu'à Laurence Rizet pour la présente traduction française.





# Résumé analytique

## De la reprise à la résilience durable de l'emploi?

**La croissance de l'emploi reste stable, mais la résilience du marché du travail est mise à l'épreuve.**

**En 2024, l'emploi mondial a progressé au rythme de l'augmentation de la population active, ce qui a permis de maintenir le taux de chômage à 5 pour cent, soit un niveau similaire à celui de 2023.** La croissance de l'emploi est toutefois restée trop faible pour avoir une véritable incidence sur les déficits persistants de travail décent dans le monde. Ce sont surtout les jeunes qui demeurent confrontés à des taux de chômage beaucoup plus élevés, aux alentours de 12,6 pour cent, sans voir de signes d'amélioration. En outre, l'informalité et la pauvreté au travail ayant retrouvé leurs niveaux antérieurs à la pandémie, la reprise de l'emploi a perdu une grande partie de sa capacité à générer davantage de progrès et à combler le retard pour atteindre les cibles des objectifs de développement durable (ODD). La résilience des marchés du travail est mise à l'épreuve en raison des perspectives économiques et sociales très incertaines, marquées par des tensions géopolitiques, les coûts croissants du changement climatique et les risques en suspens liés à la dette souveraine. Les pays à faible revenu, où les progrès en matière de création de travail décent sont les plus lents, s'avèrent particulièrement vulnérables.

### La reprise économique s'essouffle...

**L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré, mais elle devrait s'essouffler progressivement, empêchant une reprise plus forte et plus durable du marché du travail.** La croissance économique s'est élevée à 3,2 pour cent en 2024, contre 3,3 pour cent en 2023 et 3,6 pour cent en 2022. Une expansion similaire est attendue en 2025, suivie d'une décélération progressive à moyen terme. Le ralentissement rapide de l'inflation et la forte croissance dans quelques grands centres économiques ont aidé l'économie mondiale à se stabiliser. Cependant, le contexte est devenu défavorable à mesure que les tensions géopolitiques se sont accrues et que les politiques monétaires et budgétaires sont revenues aux positions qui étaient les leurs avant la pandémie. Les évolutions démographiques dans les pays avancés et dans certaines grandes économies émergentes continuent à produire leurs effets, alors que les pénuries de main-d'œuvre se sont quelque peu atténuées sans complètement disparaître. La rétention de main-d'œuvre reste particulièrement élevée dans les pays européens, ce qui empêche un retour plus rapide aux tendances antérieures à la pandémie. Les taux d'investissement ont de nouveau chuté et les hausses des prix de l'énergie ont pesé sur la production industrielle. Sauf en Amérique du Nord, la croissance de la productivité ne montre aucun signe d'accélération malgré des avancées technologiques majeures, notamment dans les technologies de l'information et la recherche médicale.

## ... ce qui a permis de réduire l'inflation...

**Sous l'effet du fléchissement de la croissance, les taux d'inflation ont diminué en 2024, se rapprochant des taux cibles fixés par la majorité des banques centrales.**

Les taux directeurs ont recommencé à baisser, après avoir atteint des niveaux jamais observés depuis les années 1980. Après avoir mal anticipé les goulets d'étranglement au niveau de l'offre dus à la pandémie, les banques centrales ont réussi à faire reculer l'inflation sans provoquer de forte

récession sur les marchés du travail. Néanmoins, les niveaux de prix restent élevés et l'inflation n'a pas encore baissé jusqu'aux taux cibles dans la plupart des pays développés. Cependant, un nouveau resserrement, en particulier de la part des autorités budgétaires, risquerait d'entraîner de graves perturbations sociales, comme certains pays à forte inflation en ont récemment fait l'expérience en tentant de la juguler.

## ... mais empêche les salaires réels de se redresser.

**Bien que les taux d'inflation aient baissé, la croissance des salaires n'a pas totalement rattrapé la perte de revenus liée à la pandémie, en partie en raison de la faible croissance de l'emploi.** Le chômage mondial est resté stable, mais la croissance des salaires réels ne s'est intensifiée que dans quelques économies avancées où la demande de main-d'œuvre est particulièrement forte. Dans la plupart des pays, les salaires réels n'ont pas permis de récupérer les pertes subies pendant les années de pandémie et l'épisode inflationniste qui a suivi.

**La faiblesse de la croissance des salaires réels s'explique en partie par le transfert du pouvoir sur le marché du travail vers les employeurs au cours de la dernière décennie.** Dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, la concentration croissante du marché est corrélée à un transfert du pouvoir sur le marché du travail des travailleurs vers les employeurs, avec des effets particulièrement néfastes pour les groupes vulnérables et les jeunes. Plus précisément, la concentration du marché du travail semble avoir contribué à accélérer l'automatisation sans pour autant améliorer la productivité du travail.

## Le taux d'activité continue de baisser, au détriment des jeunes.

**Le taux d'activité a légèrement reculé, ce qui a pesé sur la croissance de l'emploi.** Il existe de grandes différences entre les pays à faible revenu, où les taux d'activité ont baissé de manière générale, et les pays à revenu élevé, où ils ont augmenté, en particulier chez les travailleurs âgés et les femmes. L'augmentation de la participation des personnes âgées au marché du travail dans les économies avancées a contrebalancé le vieillissement de la population en âge de travailler, ce qui a permis au taux d'activité global d'augmenter de près de 1 point de pourcentage au cours des dix dernières années dans ce groupe de pays, alors que le taux d'activité a baissé dans l'ensemble du monde.

**Les écarts entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes restent importants, puisque beaucoup moins de femmes que d'hommes participent au marché**

**du travail, ce qui signifie que les pays se privent d'un fort potentiel d'amélioration du niveau de vie.** Lorsque les écarts se sont réduits, ce n'est souvent pas en raison d'une meilleure participation des femmes, mais d'une baisse continue des taux d'activité des hommes, en particulier des jeunes. Malheureusement, ce recul du taux d'activité des jeunes hommes n'est pas entièrement dû à l'augmentation des niveaux d'éducation. En effet, le taux de jeunes hommes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET») a augmenté ces dernières années par rapport aux moyennes passées. Dans les pays à faible revenu en particulier, le taux de NEET des jeunes hommes a augmenté de près de 4 points de pourcentage par rapport à la moyenne historique, les laissant moins bien préparés au marché du travail et plus vulnérables aux chocs futurs.

## Le déficit mondial d'emplois s'est réduit...

**Avec des taux de chômage stables, le déficit mondial d'emplois s'est élevé à 402,4 millions en 2024 selon l'estimation sommaire du BIT pour le nombre total d'emplois manquants.** Le déficit d'emplois concerne quelque 186 millions de chômeurs, 137 millions de personnes qui font partie de la main-d'œuvre potentielle, principalement des travailleurs découragés, et environ

79 millions de personnes qui aimeraient travailler mais ont des obligations, telles que la garde d'enfants, qui les empêchent d'exercer une activité professionnelle. Dans un contexte de déclin progressif du taux d'activité, le déficit d'emplois a poursuivi sa tendance à la baisse antérieure à la pandémie, mais devrait se stabiliser au cours des deux prochaines années.

## ... mais peu de progrès ont été enregistrés pour surmonter les déficits de travail décent.

**D'autres indicateurs sociaux n'ont guère montré de signes d'amélioration depuis 2015.** Même si elle recule au niveau mondial, la pauvreté au travail persiste dans les pays à faible revenu, et ses formes extrêmes touchent 240 millions de travailleurs, soit 7 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. L'informalité perdure et reste élevée dans de nombreuses régions du monde; plus de la moitié de la main-d'œuvre mondiale n'est pas correctement couverte

par des dispositifs de sécurité sociale, une protection juridique ou des mesures de sécurité sur le lieu de travail. Les inégalités se sont accrues. Les baisses de la pauvreté au travail et de l'informalité se sont concentrées dans quelques pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est et d'Amérique latine. De nombreux autres pays n'ont connu qu'une réduction limitée et continuent de lutter pour faire du travail décent une réalité.

## Une croissance plus rapide de la productivité est nécessaire pour corriger les déficits de travail décent.

**Le ralentissement de la croissance de la productivité demeure l'une des entraves principales à l'élargissement des possibilités de travail décent.** Comme l'ont souligné les précédents rapports *Emploi et questions sociales dans le monde*, la croissance de la productivité a retrouvé sa tendance séculaire à la baisse, après une brève fluctuation durant la pandémie. La croissance mondiale de la productivité du travail a reculé d'un demi-point de pourcentage par rapport à la moyenne à long terme antérieure à la pandémie. De nombreux pays qui n'ont pas encore atteint la catégorie à revenu élevé ont vu ce taux de croissance chuter rapidement.

**Les pays cherchent comment faire face à ce ralentissement.** Il est en partie lié à un ralentissement de la transformation structurelle vers l'industrie manufacturière et les services à forte productivité. En outre, la croissance de la productivité au sein des secteurs a également fléchi, en particulier dans les services industriels et modernes, malgré des investissements importants dans la robotisation au cours de la dernière décennie. Les grandes puissances industrielles sont confrontées à de sérieuses difficultés dans la poursuite de leur croissance industrielle. Les prix élevés (et croissants) de l'énergie résultant des conflits internationaux et de la transition énergétique ne sont qu'une partie du problème, puisque la faiblesse de la production industrielle est antérieure aux difficultés récentes. Dans le même temps, les services productifs s'efforcent de combler le déficit laissé par l'industrie. Plus que l'industrie, les services (modernes), comme les services aux entreprises et les technologies de l'information et de la communication (TIC), dépendent d'une main-d'œuvre bien formée et d'infrastructures publiques bien entretenues. En l'absence de main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures développées, d'importantes inégalités spatiales apparaissent et empêchent une croissance plus équitable sur l'ensemble du territoire d'un pays.

**Même dans les pays qui ont entrepris une transformation vers l'industrie manufacturière et les services modernes tels que les TIC et les services aux entreprises, les inégalités n'ont pas systématiquement reculé.** Ces inégalités spatiales au sein des pays peuvent expliquer l'absence de convergence des niveaux de vie et de l'emploi productif entre les économies en développement et les économies avancées. Dans de nombreuses économies émergentes et en développement, l'industrie manufacturière et les services modernes n'ont pas de retombées suffisantes pour générer des emplois productifs en dehors de quelques centres d'activités avancés. En l'absence d'investissements suffisants dans les infrastructures, d'une éducation de qualité et d'autres services publics, quelques agglomérations à forte productivité se retrouveront engorgées et ne généreront pas de retombées positives sur l'ensemble du territoire national.

**Pour distribuer plus largement les fruits du développement, des pays se sont penchés sur le rôle des politiques industrielles.** Avec l'essor rapide des nouvelles technologies numériques, de nombreux pays tentent d'exploiter le potentiel de développement de l'intelligence artificielle en concevant – et souvent en mettant en œuvre – des politiques industrielles spécifiques axées sur les écosystèmes numériques locaux. Toutefois, compte tenu des besoins importants en matière de compétences et d'infrastructures numériques ainsi que des coûts énergétiques, peu de pays et de juridictions sont en mesure de tirer parti de la dimension à forte valeur ajoutée de l'économie numérique. En revanche, dans de nombreux pays, notamment dans certains des pays numériquement avancés d'Asie du Sud-Est, de plus en plus de travailleurs sont happés par le travail de données et à la tâche par l'intermédiaire de plateformes en ligne, où ils sont confrontés à des conditions de travail moins bonnes et à des perspectives d'évolution professionnelle plus limitées.

## La transition verte offre de nouvelles possibilités d'emplois décents.

**L'augmentation des investissements destinés à accélérer la transition vers les énergies et la mobilité vertes a incité les décideurs politiques à orienter leurs politiques industrielles vers ces domaines.** Depuis 2023, le nombre d'emplois dans les énergies renouvelables a de nouveau augmenté pour atteindre 16,2 millions, soit plus de la moitié de tous les emplois dans le secteur de l'énergie et des services de distribution. Les subventions massives et l'expansion des infrastructures publiques relatives aux bornes de recharge et au réseau électrique ont contribué à l'essor de la production d'énergie solaire et d'hydrogène,

ce qui a favorisé une hausse rapide du nombre de véhicules électriques. Cependant, la création d'emplois dans la production d'énergie renouvelable est inégalement répartie dans le monde. Près de la moitié des nouveaux emplois verts ont été créés en Asie de l'Est, tandis que les autres économies en développement et émergentes n'ont guère bénéficié d'emplois décents. L'Amérique du Nord ainsi que l'Asie et le Pacifique ont attiré la majeure partie des créations d'emplois dans le domaine des énergies renouvelables, la Chine représentant à elle seule 46 pour cent de l'ensemble des emplois dans ce secteur.

## Des solutions innovantes seront nécessaires pour accélérer les progrès vers la justice sociale et les ODD.

**De nouveaux moyens de mobiliser les importants fonds privés disponibles au bénéfice du développement économique local doivent être envisagés.** L'une des voies possibles, en particulier pour les pays à faible revenu, est de tirer parti des envois de fonds considérables et croissants des émigrés. Certains pays d'Afrique subsaharienne ont commencé à étudier la possibilité de recourir aux fonds de la diaspora dans le cadre de leurs mesures visant à renforcer le financement des soins de santé pendant la pandémie. Étant donné que les économies développées feront probablement de plus en plus appel aux travailleurs migrants réguliers en provenance des pays en développement, les transferts de fonds – qui constituent déjà les fonds privés les plus importants, devant les investissements directs étrangers – pourraient prendre davantage d'ampleur. Non seulement les flux entrants de fonds privés par le biais des envois de la diaspora soulèvent des défis macro-économiques pour les pays bénéficiaires, mais ils sont souvent utilisés uniquement à des fins de consommation ou d'investissement improductif. La création de mécanismes visant à les consolider dans un fonds aiderait les pays à promouvoir les investissements du secteur privé.

**Le travail décent et l'emploi productif demeurent la clé de voûte des ODD d'ici à 2030.** Pourtant, les progrès ont marqué le pas au cours des dix dernières années et, bien que la croissance économique se soit avérée solide à l'échelle mondiale, des signes de faiblesse et d'incertitude commencent à réapparaître, en particulier dans les pays à faible revenu. Le présent rapport met en évidence les principaux goulets d'étranglement qui entravent l'accélération de la transformation structurelle, y compris dans certaines économies avancées où un secteur des services productifs plus important serait bénéfique. Les inégalités spatiales élevées et croissantes au sein des pays semblent indiquer que les travailleurs se heurtent à des obstacles qui les éloignent des possibilités d'emplois mieux rémunérés et avec de meilleures conditions de travail. En outre, la concentration du marché du travail empêche les nouvelles technologies de stimuler la croissance de la productivité, en particulier dans les petites et moyennes entreprises, limitant ainsi le potentiel d'accélération de la croissance des salaires, d'amélioration des conditions de travail et de réduction de l'informalité. Enfin, les goulets d'étranglement résultant de l'absence de transformation structurelle doivent être éliminés, notamment en proposant aux jeunes les compétences et l'éducation dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail.





# 1

## De la reprise à la résilience durable?

### ► La croissance atone met les marchés du travail à l'épreuve

**L'économie mondiale continue de croître mais perd de sa vigueur. Cette atonie ralentit les progrès sur les marchés du travail et met leur résilience à l'épreuve.** Les taux de croissance mondiaux restent stables, oscillant autour de 3,2 pour cent en 2024 et 2025, mais ils devraient diminuer à moyen terme (FMI, 2024a). Les taux d'inflation sont passés de 6,7 pour cent en 2023 à 5,9 pour cent en 2024 et devraient continuer à reculer pour atteindre les taux cibles à moyen terme (FMI, 2024a). Cela semble de bon augure pour rétablir le pouvoir d'achat et la demande des consommateurs, mais l'inflation supérieure à la moyenne dans les services ralentit la désinflation (FMI, 2024a). Même si le commerce mondial devrait croître plus rapidement que le produit intérieur brut (PIB) au cours de l'année à venir, l'industrie manufacturière reste morose et une envolée des restrictions au commerce transfrontalier pèse sur le secteur (Gourinchas, 2024). Ces tendances risquent de ralentir le redressement des marchés du travail observé après la pandémie.

**Dans un contexte de graves conflits géopolitiques et de menaces permanentes sur les chaînes d'approvisionnement, l'incertitude économique reste élevée et décourage les investisseurs.** De ce fait, les taux d'investissement en 2024 ont été inférieurs à ceux de l'année précédente, mais supérieurs à ceux observés au cours de la décennie précédente. Dans la zone euro, l'investissement n'a pas rattrapé les tendances antérieures à la pandémie parce que les entreprises hésitent à investir lorsqu'elles ont du mal à pourvoir leurs postes vacants en période de pénuries prolongées de main-d'œuvre, qui se sont atténuées mais n'ont pas complètement disparu (Ernst et Feist, 2024). En outre, la flambée des prix de l'énergie qui a frappé les pays industrialisés au cours des deux dernières années a pesé lourdement sur la production manufacturière, un secteur de l'économie à forte intensité de capital et d'investissement. À l'exception notable de l'Inde, la croissance est stable dans les pays en développement et émergents. Elle demeure toutefois trop faible, notamment en Afrique, pour parvenir à une réelle convergence des niveaux de vie avec les moyennes mondiales. Dans les pays en développement, la croissance économique souffre de la fragmentation géopolitique croissante, de prix alimentaires élevés et du fardeau de la dette souveraine (FAO, 2024a; Banque mondiale, 2023). Ces facteurs pèsent sur des perspectives déjà incertaines pour les marchés du travail. Dans bon nombre de ces pays, la croissance ne suffit pas à générer suffisamment d'emplois productifs et de qualité pour les populations nombreuses et croissantes de jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

**Du côté positif, la politique monétaire a réussi à faire baisser l'inflation sans provoquer de récession, contrairement aux épisodes précédents de forte inflation.** Néanmoins, les niveaux de prix demeurent élevés et les taux d'inflation n'ont pas encore été ramenés au-dessous des taux cibles dans la plupart des pays développés. Après une réaction modérée au début de l'épisode inflationniste le plus récent, les principales banques centrales ont amorcé l'un des revirements politiques les plus rapides de ces dernières années (OIT, 2024a). Bien que douloureux au début, il a permis d'éviter une brutale récession dans la plupart des pays. D'un autre côté, laisser filer l'inflation a eu pour conséquence une forte diminution du revenu disponible

de nombreux salariés, ce qui n'a pas encore été totalement compensé. Dans la majorité des pays, les salaires réels n'ont pas regagné les pertes subies pendant la pandémie et l'épisode inflationniste qui a suivi. Cette situation pèse sur la consommation privée.

**La politique budgétaire reste accommodante dans de nombreuses régions du monde, mais les décideurs s'inquiètent de plus en plus des conséquences à long terme de l'augmentation des niveaux de la dette souveraine.** Certains gouvernements des pays du G20 ont pris des mesures radicales ou suivent des politiques budgétaires conservatrices imposées par des règles budgétaires telles que le «frein à l'endettement» en Allemagne et en Suisse. D'autres voient la situation budgétaire à long terme de leur pays se détériorer progressivement, avec une hausse des taux d'intérêt à long terme malgré la baisse des taux à court terme ou la dégradation de la note de leur dette souveraine. À moyen terme, il faut s'attendre à une plus grande rigueur budgétaire dans de nombreuses régions du monde, ce qui pèsera davantage sur les perspectives économiques, avec des effets potentiellement préjudiciables à long terme (Klein Martins, 2024).

**De fait, la normalisation progressive du dosage des politiques macroéconomiques a fait réapparaître des faiblesses structurelles de longue date.** Des transformations profondes – changement climatique, progrès technologiques, transitions démographiques, tensions et conflits géopolitiques – viennent s'ajouter à ces faiblesses, aggravant des perspectives déjà très incertaines. Les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, sont les plus touchés (OIT, 2023). Les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030 sont au point mort et de nombreux indicateurs sociaux ont montré peu de signes d'amélioration depuis 2015 (Nations Unies, 2024). L'économie mondiale entre dans une période de nouvelle normalité (CNUCED, 2024) au cours de laquelle la résilience du marché du travail sera mise à l'épreuve. Bien que de nombreux pays aient retrouvé leur force économique, revenant aux niveaux d'activité antérieurs à la pandémie, leur capacité à remédier aux faiblesses structurelles a été gravement limitée par les mesures économiques passées (Dewan et Ernst, 2020).

## ► Les chiffres rassurants de l'emploi cachent des vulnérabilités structurelles

**L'expansion économique continue de générer des emplois, ce qui maintient le taux d'emploi mondial à un niveau stable.** Les taux d'activité et de chômage inchangés montrent qu'il y a du travail, mais le taux de croissance de l'emploi s'atténue et l'amélioration de la qualité des emplois et de la productivité ralentit. En outre, la croissance de l'emploi n'est pas assez forte pour offrir des possibilités de travail décent à tous les travailleurs. L'emploi informel se maintient à un niveau élevé, en particulier dans les pays à faible revenu, et absorbe une grande partie des nouveaux venus sur le marché du travail.

**Le taux d'activité mondial s'est maintenu à 61,0 pour cent en 2024, mettant provisoirement fin à un déclin à long terme de la participation au marché du travail.** Cependant, ce taux stable à l'échelle mondiale cache d'importantes variations interrégionales. Dans les pays à faible revenu, le taux d'activité a légèrement baissé. Les pays à revenu intermédiaire supérieur et les pays à revenu élevé ont également enregistré une baisse, due principalement au vieillissement de leur population. Ce taux a en revanche augmenté dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, ce qui s'explique en grande partie par la croissance du taux d'activité des femmes en milieu rural en Inde.

**Au cours de la dernière décennie, le taux d'activité a reculé de 0,8 point de pourcentage, principalement en raison de déclin structurels dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire supérieur et du vieillissement de la population dans les pays à revenu élevé et dans certains pays à revenu intermédiaire supérieur** (figure 1.1). Contrairement à la tendance mondiale, les pays à revenu élevé et les femmes des pays à revenu intermédiaire inférieur ont enregistré une hausse de la participation au marché du travail. De fait, le taux d'activité mondial aurait augmenté de 0,1 point de pourcentage au cours de la dernière décennie s'il n'y avait pas eu d'évolution démographique. Les femmes ont également vu leur taux d'activité augmenter sensiblement dans les pays à revenu intermédiaire, du moins dans certains groupes d'âge. En revanche, les taux d'activité des jeunes hommes ont chuté bien plus que la moyenne mondiale, ce qui indique qu'ils sont confrontés à davantage d'obstacles pour intégrer le marché du travail.

**Bien que le vieillissement de leur population s'accélère, les pays à revenu élevé ont enregistré une hausse non négligeable de leur taux d'activité au cours de la dernière décennie.** Cela a permis à des personnes de toutes les tranches d'âge, en particulier aux femmes et aux personnes âgées de 55 à 64 ans, de retourner sur le marché du travail. La forte augmentation des taux d'activité dans

tous les groupes d'âge a plus que contrebalancé l'effet du changement démographique, c'est-à-dire le fait que la part croissante des personnes âgées tend à faire baisser le taux d'activité global de toutes les personnes âgées de 15 ans et plus. Si le taux d'activité n'avait pas augmenté aussi fortement dans tous les groupes d'âge, et en particulier chez les femmes, les pays à revenu élevé auraient enregistré une baisse de 2,0 points de pourcentage de leur taux d'activité global, en raison du vieillissement de la population, au lieu de l'augmentation observée de 0,9 point de pourcentage.

**Entre 2019 et 2024, la croissance de la population active et de l'emploi a ralenti dans les pays à revenu élevé** (figure 1.2). La stagnation effective du taux d'activité global s'explique par la moindre hausse du taux d'activité dans tous les groupes, conjuguée à l'incidence croissante du changement démographique. Au cours de cette période, le taux d'activité des femmes a augmenté, tandis que celui des hommes a reculé. L'entrée moins rapide sur le marché du travail est probablement due à une baisse de l'attractivité du travail lorsque la croissance de l'emploi de qualité diminue et au fait que les personnes les plus attachées au marché du travail y sont probablement déjà.

**Le taux de chômage mondial reste constant** (figure 1.3). À 5 pour cent en 2024, il demeure inférieur aux moyennes historiques. Il masque toutefois d'importantes variations régionales et nationales et ne tient pas compte des forts déficits de travail décent, en particulier parmi les groupes vulnérables. Au cours de la dernière décennie, plusieurs pays européens ont enregistré une forte amélioration du taux de chômage, qui est passé sous la barre des 8 pour cent en 2024 après avoir dépassé les 12 pour cent au début des années 2010. En Afrique du Sud, en revanche, le taux de chômage reste obstinément élevé, dépassant les 30 pour cent en 2024 et ne s'améliorant que très peu (voir le chapitre 2 pour une analyse plus approfondie des tendances régionales).

**Le chômage des jeunes n'a pas autant profité de la reprise économique que le chômage total et il s'est maintenu à 12,6 pour cent en 2024** (figure 1.4). Le taux de chômage des jeunes demeure nettement supérieur à celui des adultes, jusqu'à trois ou quatre fois dans certains pays. Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, les progrès en la matière ont stagné et les taux n'ont pas retrouvé les niveaux de 2019, avant la pandémie de COVID-19. En outre, de nombreux jeunes ne sont jamais entrés sur le marché du travail ou l'ont abandonné sans pour autant suivre des études ou une formation. La part des jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (ceux que l'on appelle les «NEET») s'élevait à 20,4 pour cent en 2024, avec de nettes

► **Figure 1.1. Évolution des taux d'activité entre 2014 et 2024, par sexe et par âge, dans le monde et par groupe de revenus (points de pourcentage)**

Femmes et hommes	Monde	Pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire inférieur	Pays à revenu intermédiaire supérieur	Pays à revenu élevé
Total	-0,8	-4,3	1,0	-2,5	0,9
Jeunes (15-24 ans)	-2,6	-5,2	-1,6	-4,3	2,1
Âge très actif (25-54 ans)	0,5	-4,4	2,6	-0,2	2,2
Travailleurs âgés (55-64 ans)	2,3	-4,2	0,7	1,8	7,2
65 ans et plus	0,9	-3,1	-1,5	0,8	2,3
Changement démographique	-0,9	0,3	0,0	-1,9	-2,0
<b>Femmes</b>					
Total	0,2	-5,3	3,2	-1,6	1,9
Jeunes (15-24 ans)	-1,5	-6,4	0,6	-3,7	2,6
Âge très actif (25-54 ans)	1,7	-5,3	5,2	1,3	4,1
Travailleurs âgés (55-64 ans)	3,5	-4,9	2,9	3,0	8,7
65 ans et plus	1,6	-2,2	0,3	1,7	2,2
Changement démographique	-1,0	0,2	-0,1	-2,2	-2,2
<b>Hommes</b>					
Total	-2,0	-3,3	-1,2	-3,5	-0,3
Jeunes (15-24 ans)	-3,5	-4,0	-3,7	-4,9	1,8
Âge très actif (25-54 ans)	-0,8	-3,5	0	-1,8	0,5
Travailleurs âgés (55-64 ans)	0,9	-3,6	-1,6	0,3	5,5
65 ans et plus	-0,2	-4,2	-4,1	-0,4	2,3
Changement démographique	-0,8	0,4	0,3	-1,5	-2,0

**Note:** Le «changement démographique» correspond à la variation du taux d'activité total due à l'évolution du poids des cohortes ayant des taux d'activité différents dans la population totale, en particulier l'augmentation de la part des personnes âgées.

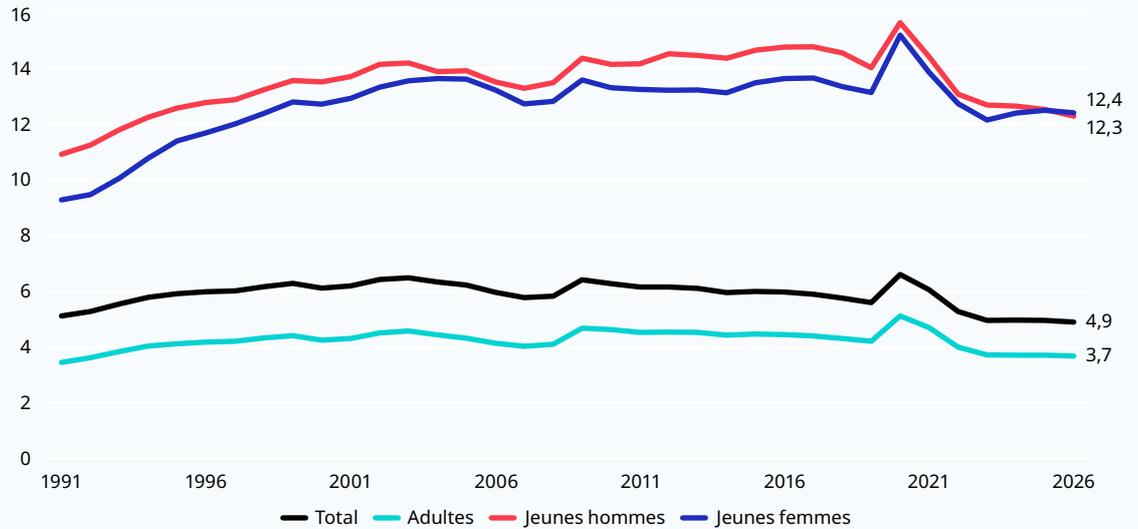
**Source:** ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

► **Figure 1.2. Évolution des taux d'activité entre 2014 et 2019 et entre 2019 et 2024, par sexe et par groupe d'âge, pays à revenu élevé (points de pourcentage)**

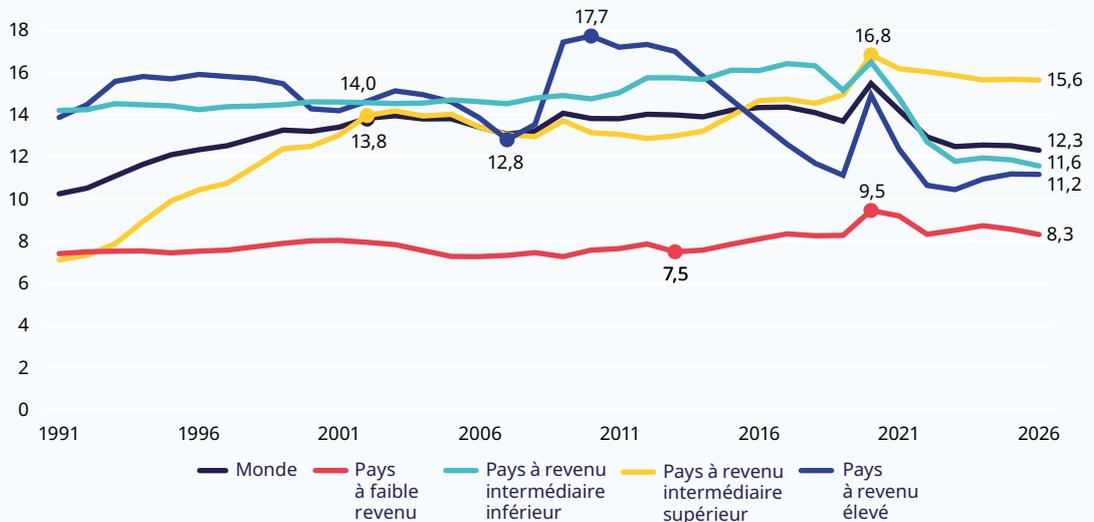
	Femmes et hommes		Femmes		Hommes	
	2014-2019	2019-2024	2014-2019	2019-2024	2014-2019	2019-2024
Total (15 ans et plus)	0,8	0,1	1,3	0,6	0,3	-0,6
Jeunes (15-24 ans)	1,1	1,0	1,4	1,2	0,9	0,9
Âge très actif (25-54 ans)	1,1	1,1	2,0	2,1	0,4	0,1
Travailleurs âgés (55-64 ans)	4,4	2,8	5,1	3,6	3,6	1,9
65 ans et plus	1,9	0,4	1,7	0,5	2,1	0,2
Changement démographique	-0,9	-1,1	-1,0	-1,2	-0,9	-1,1

**Note:** Le «changement démographique» correspond à la variation du taux d'activité total due à l'évolution du poids des cohortes ayant des taux d'activité différents dans la population totale, en particulier l'augmentation de la part des personnes âgées. L'effet démographique n'est pas le même pour les femmes que pour les hommes en raison des différences de taux d'activité et de profils dans les groupes d'âge.

**Source:** ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

► **Figure 1.3. Taux de chômage mondial par âge et par sexe, 1991-2026 (pourcentages)**

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

► **Figure 1.4. Taux de chômage des jeunes, dans le monde et par groupe de revenus, 1991-2026 (pourcentages)**

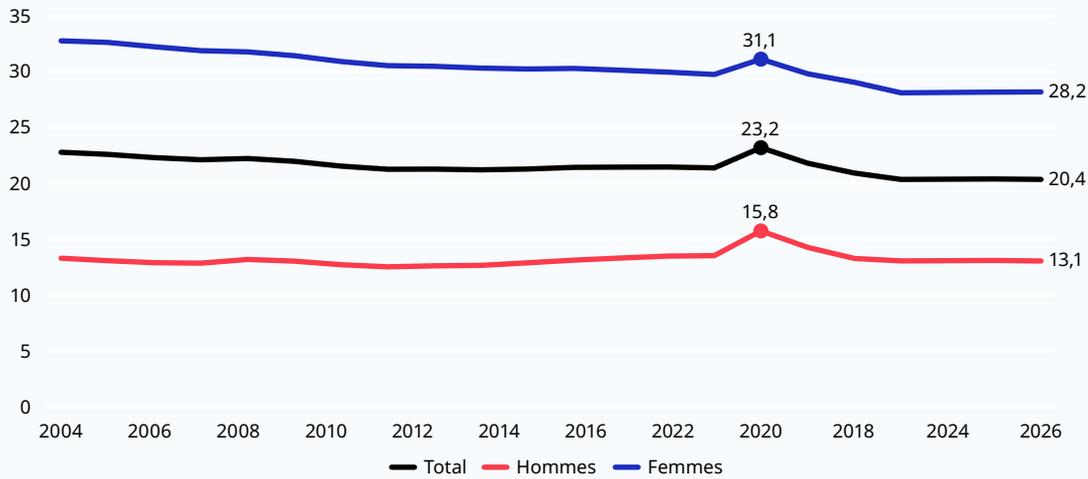
Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

différences entre les sexes (figure 1.5). À 28,2 pour cent, la part des jeunes femmes NEET dépasse très largement celle de leurs homologues masculins (13,1 pour cent). Les taux constamment élevés de NEET sont révélateurs de l'exclusion des jeunes du marché du travail, ainsi que d'une occasion manquée de renforcer le capital humain (OIT, 2024b).

**Malgré des progrès dans la réduction des taux de chômage des femmes et des hommes depuis l'apparition de la pandémie, l'écart entre eux continue de se creuser (figure 1.6). On n'observe pas de différences significatives entre les femmes plus âgées et les plus jeunes par rapport**

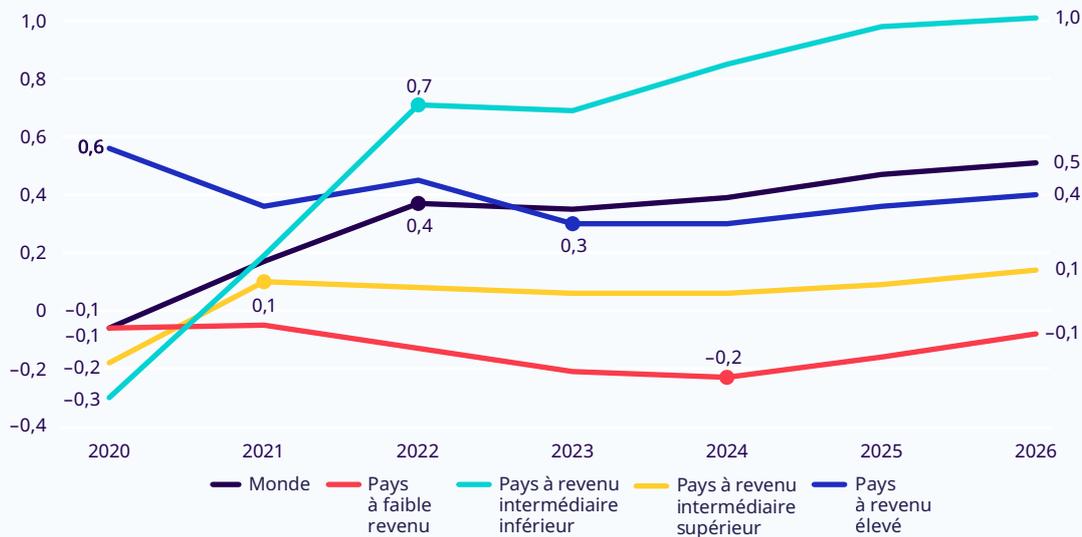
à leurs homologues masculins dans les courbes du chômage, pas plus qu'entre cohortes de travailleurs plus âgés et plus jeunes en ce qui concerne les résultats en matière de chômage. Cela signifie qu'il ne faut pas s'attendre à ce que les effets de cohorte comblent les écarts importants entre les groupes sociodémographiques, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et à revenu élevé, où l'écart est plus important que dans les autres groupes de pays. L'écart entre le taux chômage des jeunes femmes et celui des femmes adultes ne s'est timidement réduit que dans les pays à faible revenu.

► **Figure 1.5. Jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (NEET), par sexe, dans le monde, 2004-2026 (pourcentages)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, août 2024.

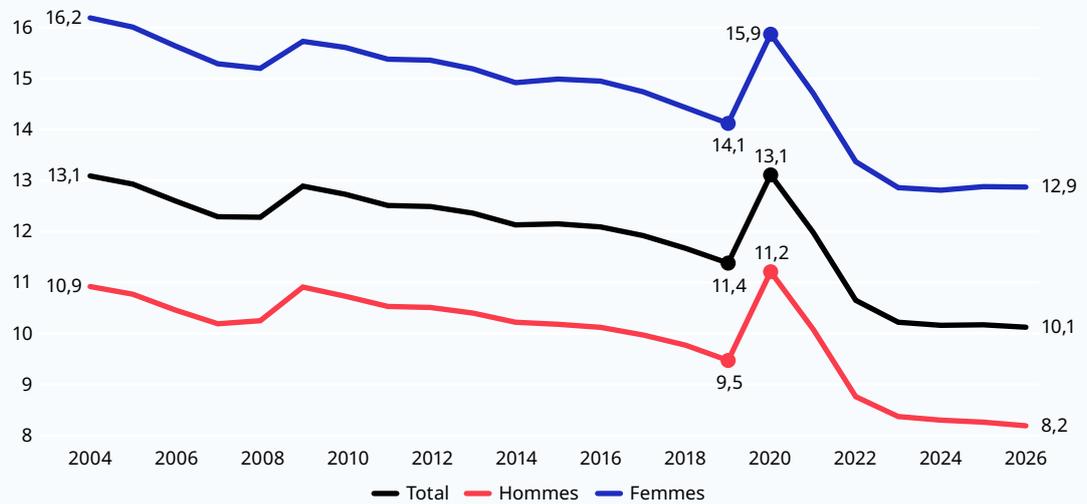
► **Figure 1.6. Écart entre les taux de chômage des hommes et des femmes, dans le monde et par groupe de revenus, 2020-2026 (points de pourcentage)**



Note: L'écart est calculé en soustrayant le taux de chômage des hommes de celui des femmes.

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

► **Figure 1.7. Taux d'incidence du déficit d'emplois, par sexe, dans le monde (pourcentages)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

Le «déficit d'emplois», correspondant à l'estimation sommaire du BIT du nombre total d'emplois manquants, s'élevait à environ 402,4 millions en 2024, soit une augmentation d'environ 2,3 millions par rapport à l'année précédente (figure 1.7). Ce chiffre englobe les personnes qui ont cessé de chercher un emploi, par exemple par découragement. Le déficit d'emplois concerne environ 186 millions de chômeurs, 137 millions de personnes faisant partie de la main-d'œuvre potentielle et environ 79 millions de personnes qui ne souhaitent pas ou plus chercher d'emploi. Il donne une indication générale des insuffisances en matière de création d'emplois et de participation au marché du travail. Il existe une nette différence, de près de 4,5 points de pourcentage, entre les taux d'incidence du déficit d'emplois pour les hommes et pour les femmes. Les taux les plus bas sont observés dans les pays à revenu élevé, où celui des hommes est estimé à 7,1 pour cent et celui des femmes à 9,3 pour cent. À l'inverse, le déficit d'emplois est nettement plus important dans les économies en développement et émergentes, en particulier pour les femmes. Dans les pays à faible revenu, le taux d'incidence du déficit d'emplois pour les femmes est particulièrement élevé, à 22,5 pour cent, contre 15,2 pour cent pour les hommes. Les pays à revenu intermédiaire se trouvent dans une situation médiane, et les taux sont nettement plus élevés pour les femmes que pour les hommes.

**Les écarts importants entre hommes et femmes en ce qui concerne le taux d'activité, le chômage, les NEET et le déficit d'emplois sont des manifestations des obstacles structurels profonds auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles entrent sur le marché du travail et du manque de possibilités productives qui s'offrent à**

**elles.** Ces obstacles, souvent ancrés dans les stéréotypes de genre et les normes sociales en vigueur, comprennent la discrimination, la fragmentation et la ségrégation des marchés du travail, la répartition inégale du travail de soins non rémunéré et des responsabilités familiales, ainsi que la violence et le harcèlement fondés sur le genre (OIT, 2017 et 2019a). Les écarts importants entre les hommes et les femmes sont le signe de possibilités de développement manquées. Les combler, même partiellement, permettrait en particulier aux pays à revenu intermédiaire inférieur d'accélérer leur dynamique de croissance (voir encadré 1.1).

**Le ratio global emploi-population s'est élevé à 57,9 pour cent en 2024, comme en 2023.** Le ratio pour les femmes ne s'est guère amélioré au cours de l'année écoulée et, à 46,4 pour cent, il demeure très inférieur à celui des hommes, à 69,5 pour cent. La pandémie a mis fin à une tendance séculaire à la baisse des taux d'emploi masculins.

**La stabilité du taux d'activité, du taux de chômage et du ratio emploi-population, ainsi qu'un déficit d'emplois historiquement bas soulignent le fait que l'emploi a repris depuis la pandémie de COVID-19, mais que sa croissance ralentit.** Le déclin de la croissance de l'emploi, qui est passée d'un taux élevé de 2,4 pour cent en 2022 à 1,3 pour cent en 2024, est en partie le résultat d'une normalisation après la poussée qui a suivi la pandémie. Selon les projections, ce ralentissement devrait se poursuivre jusqu'à 1,1 pour cent en 2026 (figure 1.8). La croissance de l'emploi est très variable selon les régions et les groupes de revenus. En Afrique du Nord notamment, l'augmentation de la population en âge de travailler dépasse la croissance de la population active et de l'emploi. En Afrique subsaharienne,

► **Encadré 1.1. Gains de croissance du revenu par habitant grâce à l'augmentation du taux d'activité des femmes**

Les pays affichant des écarts importants entre les hommes et les femmes en matière de participation au marché du travail se privent d'un potentiel de développement considérable. Un exercice contrefactuel, consistant à imaginer que les taux d'activité des femmes pourraient se rapprocher du niveau mondial observé, donne une indication de la contribution importante qu'une augmentation de l'activité des femmes apporterait (tableau 1.1), en supposant que les niveaux de productivité et les taux de chômage soient similaires aux moyennes régionales. Les pays à revenu intermédiaire inférieur et les États arabes non-membres du CCG (Conseil de coopération du Golfe) progresseraient en particulier bien au-delà de leur niveau de développement actuel, même si une partie seulement de ces gains de développement économique était réalisée.

► **Tableau 1.1. Variation du PIB par habitant résultant de l'augmentation du taux d'activité des femmes (pourcentages)**

Groupes de revenu					
Monde		Pays à faible revenu		Pays à revenu intermédiaire supérieur	
4,5		2,3		11,5	
Régions					
États arabes	États arabes (non-CCG)	Afrique du Nord	Asie et Pacifique	Asie du Sud	Asie centrale et occidentale
27,0	49,3	38,3	1,9	16,0	4,1

Le tableau 1.1 montre la hausse moyenne du PIB par habitant (mesurée en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2021) résultant de l'augmentation du taux d'activité des femmes: i) au niveau moyen des pays à revenu élevé dans chaque groupe de revenu considéré, et ii) au niveau mondial moyen dans chaque région géographique indiquée. Le choix de ces points de référence est fondé sur le fait que les pays à revenu élevé affichent les taux d'activité des femmes les plus élevés. Dans cet exercice simple, nous faisons abstraction des autres canaux par lesquels les taux d'activité des femmes pourraient exercer une influence sur le PIB par habitant.

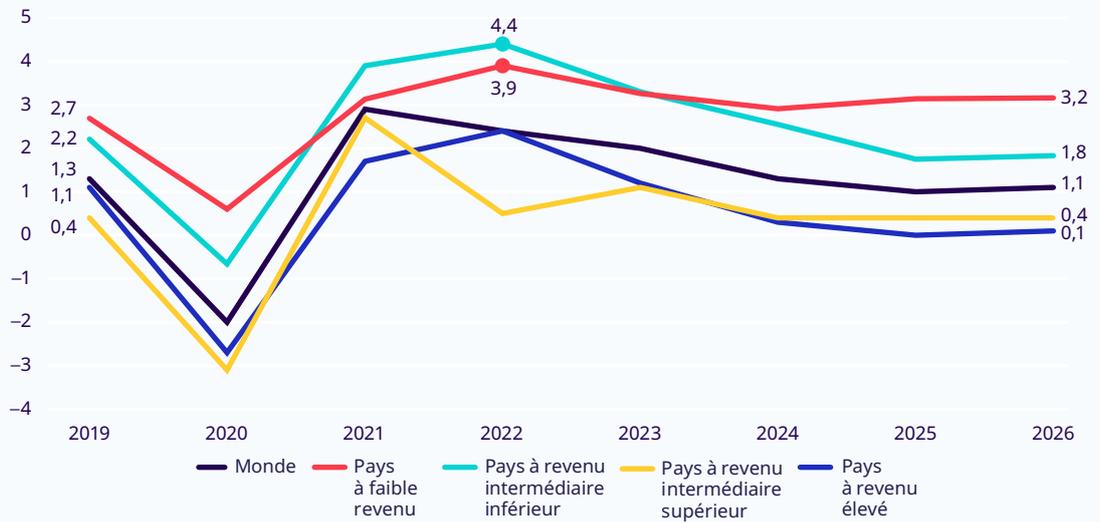
la croissance de l'emploi est plus rapide que celle du chômage, bien que les données montrent que de nombreux travailleurs n'ont pas d'emploi productif et décent. Ces tendances pourraient s'accroître dans un contexte de baisse de la croissance économique en Afrique.

**Le chômage et le déficit d'emplois ayant atteint des niveaux historiquement bas, les salaires réels ont pu rebondir rapidement après un fort recul en 2022** (OIT, 2024c). Cependant, toutes les pertes de revenu disponible n'ont pas été récupérées, car les salaires réels n'ont pas encore totalement rattrapé l'évolution de la productivité du travail depuis 2020 (figure 1.9). En outre, ces chiffres globaux masquent d'importantes variations entre les régions et les groupes de pays.

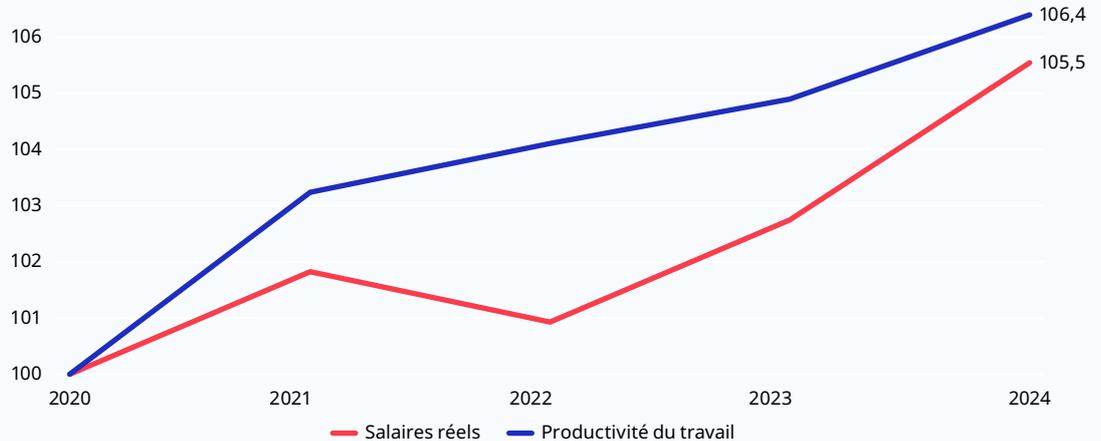
**Au niveau mondial, la croissance de la productivité continue de se tasser, ce qui ralentit le redressement des salaires réels et empêche une expansion plus rapide de l'emploi productif** (voir encadré 1.2). Depuis 2019, la

croissance de la productivité dans les pays à revenu intermédiaire supérieur est restée positive. Le taux d'activité des femmes dans les pays à revenu intermédiaire inférieur a augmenté en raison de l'expansion en Inde, mais, étant donné qu'elle concerne en grande partie des travailleuses familiales, il est peu probable que la hausse du taux d'activité des femmes se reflète dans le PIB et ait un effet sur les estimations de la productivité du travail à l'avenir. En revanche, les pertes de productivité dans les pays à faible revenu ont été fortes et la croissance de la productivité devrait rester molle dans ces pays.

**Le manque de croissance plus rapide de la productivité mondiale est en partie lié au fait que les changements structurels n'ont pas réussi à faire évoluer les travailleurs de l'agriculture (de subsistance) vers l'industrie manufacturière et les services (modernes)** (voir également le chapitre 3). Les grands pôles d'emplois productifs restent rares, ce qui empêche les pays de générer une croissance économique soutenue et généralisée pour parvenir à un

► **Figure 1.8. Croissance de l'emploi par groupe de revenus, 2019-2026 (pourcentages)**

Source: Calculs à partir d'ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

► **Figure 1.9. Évolution des salaires réels et de la productivité du travail, monde (indice, 2020 = 100)**

Sources: OIT (2024c); ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

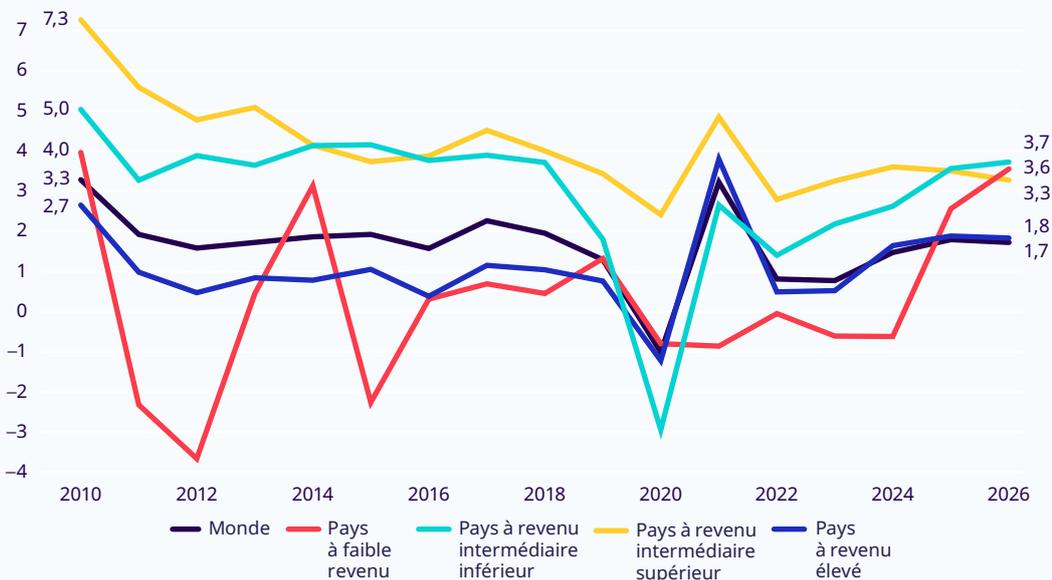
développement plus équitable et mieux partagé. En outre, les inégalités spatiales qui résultent de ce modèle de développement inégal semblent avoir contribué à inverser les flux de capitaux des économies en développement vers les économies développées, avec des conséquences négatives pour l'innovation et l'investissement (Benigno, Fornaro et Wolf, 2025). Ces tendances ont accentué les inégalités salariales et le ralentissement de la productivité (voir encadré 1.3 et Davalos, Ernst et Torres, à paraître).

**Les évolutions sectorielles de l'emploi sont essentielles au point mort depuis 2015 et la part de l'emploi dans l'agriculture est restée supérieure à 26 pour cent de l'emploi total à l'échelle mondiale en 2023** (figure 1.12). Compte tenu des mauvaises conditions de travail dans une grande partie de l'agriculture (de subsistance) en dehors des économies avancées, la pauvreté au travail et l'informalité n'ont pas profité d'une sortie de travailleurs de l'agriculture vers des emplois mieux rémunérés dans l'industrie et les

### ► Encadré 1.2. Évolution de la croissance de la productivité du travail

Principal moteur de la croissance économique, la productivité est inégalement répartie, même au sein des pays (figure 1.10). L'atonie de la croissance de la productivité du travail menace les niveaux de vie et les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Les facteurs qui ont une influence sur les différences de productivité et les réseaux de production sont notamment les variations dans la composition sectorielle, professionnelle et démographique des lieux, les ressources naturelles et autres actifs tels que les établissements d'enseignement et de santé, les entreprises existantes et les systèmes de gouvernance locale (Moro et coll., 2021; OCDE, 2016) au niveau infranational.

### ► Figure 1.10. Croissance du PIB par travailleur, dans le monde et par groupe de revenus, 2010-2026 (pourcentages)



**Note:** La productivité du travail correspond au PIB par travailleur.

**Source:** Calculs à partir d'ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

services (modernes) (voir également l'analyse au chapitre 3). L'emploi continue de croître dans les secteurs des services, en majorité dans le commerce de détail et de gros, où les conditions de travail sont souvent médiocres, en particulier dans les économies en développement. Pour accélérer la transformation structurelle, de nombreux pays misent beaucoup sur les politiques industrielles, dans l'espoir de doubler ou de tripler les dividendes de la numérisation, d'une économie plus verte et d'un emploi plus productif (voir également le chapitre 3).

**La transition vers une économie plus verte n'a pas accéléré les changements structurels, mais elle a de profondes implications à l'échelle de l'économie, des secteurs industriels (fabrication, construction, services publics) aux transports (OIT, 2019b).** Le nombre d'emplois dans les énergies renouvelables au niveau mondial est passé de 13,7 millions à 16,2 millions en 2023, mais 46 pour

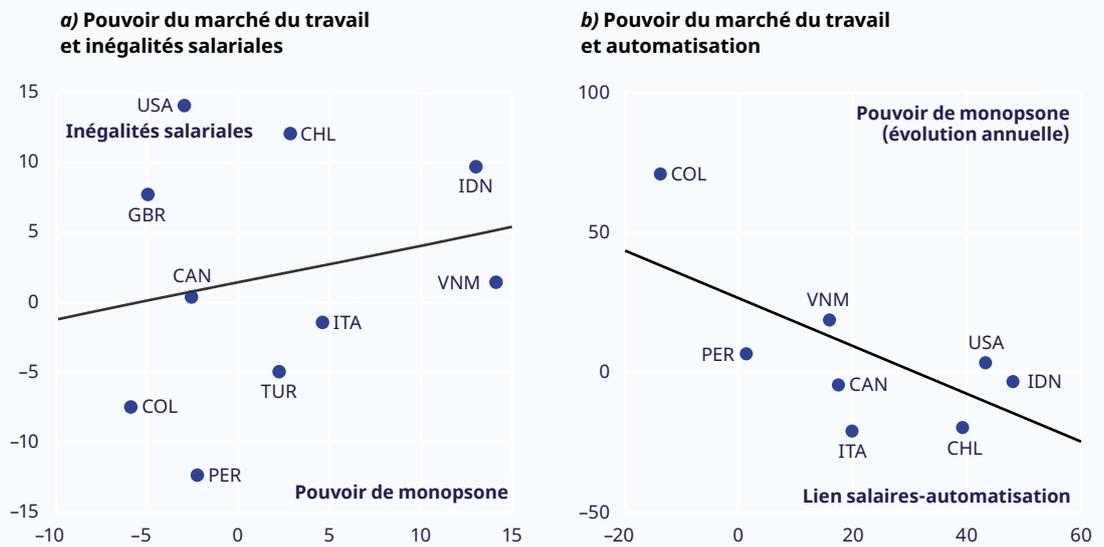
cent d'entre eux étaient concentrés en Chine (IRENA et OIT, 2024). Les disparités géographiques en matière de création d'emplois dépendent beaucoup de choix politiques visant à attirer des emplois dans la production de batteries, la production d'énergie renouvelable et les véhicules électriques. En outre, la création d'emplois souffre d'une forte distorsion de genre: les femmes ne représentent que 32 pour cent de la main-d'œuvre totale dans le secteur des énergies renouvelables (*ibid.*). Par ailleurs, des secteurs tels que la production de ciment et les transports devront composer avec une attrition de clientèle au fur et à mesure de leur transition vers des énergies plus propres. De nombreux secteurs devront faire face aux effets secondaires considérables dans les secteurs en aval. Par exemple, le passage du moteur à combustion interne aux véhicules électriques entraînera une restructuration importante de l'emploi dans l'industrie automobile (voir encadré 1.4 et FMI, 2024a).

### ► Encadré 1.3. Pouvoir du marché du travail et évolution des salaires réels

La lenteur du redressement des salaires réels peut être attribuée en partie à la concentration croissante du marché du travail dans de nombreux pays au cours de la dernière décennie (Davalos, Ernst et Torres, à paraître). Il y a concentration du marché du travail lorsque les demandeurs d'emploi n'ont pas d'autre choix que de chercher un emploi auprès d'un seul employeur ou de quelques-uns, par exemple lorsqu'un commerce de vente au détail est la seule entreprise de la ville à proposer des emplois. La concentration du marché a été retenue comme l'une des causes possibles de la soudaine poussée de l'inflation (Weber et Wasner, 2023). En outre, la concentration du marché du travail peut expliquer un ajustement lent des salaires, et de faibles niveaux de rémunération malgré une baisse du chômage. La concentration croissante du marché dans les secteurs de services à bas salaires a été en particulier associée à une réduction des salaires, à la hausse des taux de pauvreté et à l'augmentation des dépenses publiques correctives (Lehner et coll., 2024).

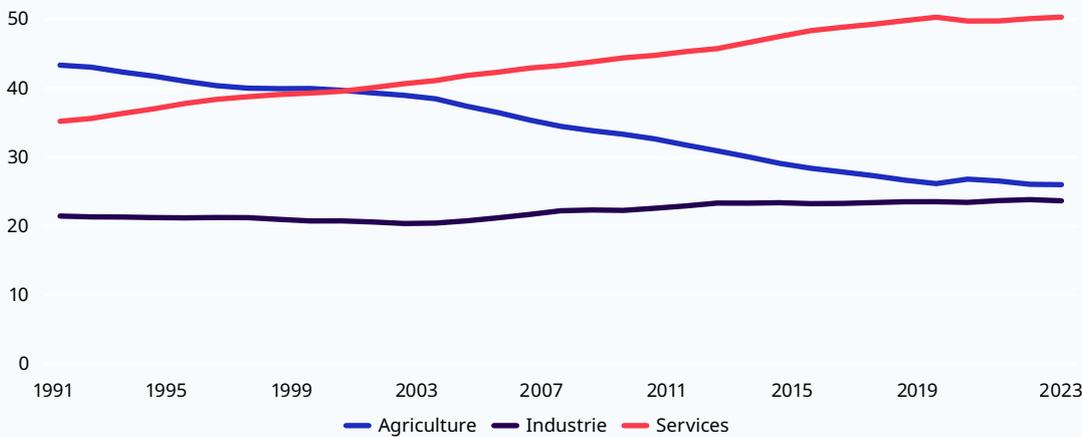
Il faut s'attendre à davantage de concentration du marché, en particulier dans les pays en développement qui enregistrent d'importants flux d'investissements directs étrangers. Des tendances à long terme telles que la numérisation et la dynamique à un seul gagnant qu'elle entraîne, la fragmentation géopolitique ou l'incertitude politique ont contribué à renforcer la position dominante sur le marché d'un petit nombre d'entreprises opérant à l'échelle internationale. En conséquence, dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, la concentration croissante du marché du travail a été associée à une augmentation des inégalités salariales et à une moindre répercussion des gains de productivité issus de l'automatisation sur les augmentations de salaires (voir figure 1.11).

### ► Figure 1.11. Pouvoir de marché et résultats sur le marché du travail



**Note:** La pente salaires-automatisation indique dans quelle mesure les salaires augmentent avec l'automatisation. Une valeur plus élevée signifie que les salaires réagissent positivement à l'introduction de l'automatisation. Le pouvoir de monopsonie est mesuré en fonction du nombre d'autres possibilités d'emploi dont les salariés disposent dans leur emploi actuel: un plus grand nombre de possibilités réduit le pouvoir de monopsonie des employeurs et donc le degré de concentration du marché du travail. Les abréviations à trois lettres correspondent aux codes de pays ISO.

**Source:** Davalos, Ernst et Torres (à paraître).

► **Figure 1.12. Emploi mondial par grand secteur** (pourcentages de l'emploi total)

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

**La lenteur de la croissance de la productivité et des salaires réels, due à l'incapacité d'accélérer la transformation structurelle, pèse plus largement sur les conditions de travail, car la croissance de l'emploi formel ralentit.** Le pic de création d'emplois formels en 2022-23, après la pandémie, a pris fin lorsque la croissance de l'emploi formel est revenue aux niveaux de 2019. Dans une perspective à plus long terme, la croissance de l'emploi formel au niveau mondial, ainsi que dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire supérieur, est plus faible qu'il y a dix ans (figure 1.13). Dans le même temps, la croissance de l'emploi informel s'est accélérée, réduisant l'écart entre celle de l'emploi formel et celle de l'emploi informel et ralentissant ainsi le rythme de progression de la formalisation.

**Puisque la croissance de l'emploi formel a marqué le pas, l'informalité et la pauvreté au travail touchent toujours une part importante de la main-d'œuvre mondiale.** L'emploi informel concerne environ trois travailleurs sur cinq (figure 1.14), et la pauvreté au travail près d'un sur cinq (figure 1.15). Les progrès ont stagné au cours des cinq dernières années, durant lesquelles les groupes et les pays les plus vulnérables n'ont pas connu de nouvelles avancées (figure 1.14). La croissance de l'emploi formel ayant reculé d'un demi-point de pourcentage entre 2023 et 2024, 23 millions de travailleurs informels sont venus s'ajouter à la main-d'œuvre mondiale, et ils étaient fortement concentrés dans les pays à faible revenu.

**Les formes extrêmes de pauvreté au travail restent un problème** (figure 1.15). Si la pauvreté modérée au travail a reculé de plus de 5 points de pourcentage depuis 2015,

et est tombée à un niveau encore plus bas pendant la pandémie, les formes les plus extrêmes de pauvreté au travail ont persisté dans les pays à faible revenu. Elles touchent environ 7 pour cent de la main-d'œuvre mondiale, soit plus de 240 millions de travailleurs dans le monde.

► **Encadré 1.4. La transition des véhicules à moteur à combustion interne vers les véhicules électriques**

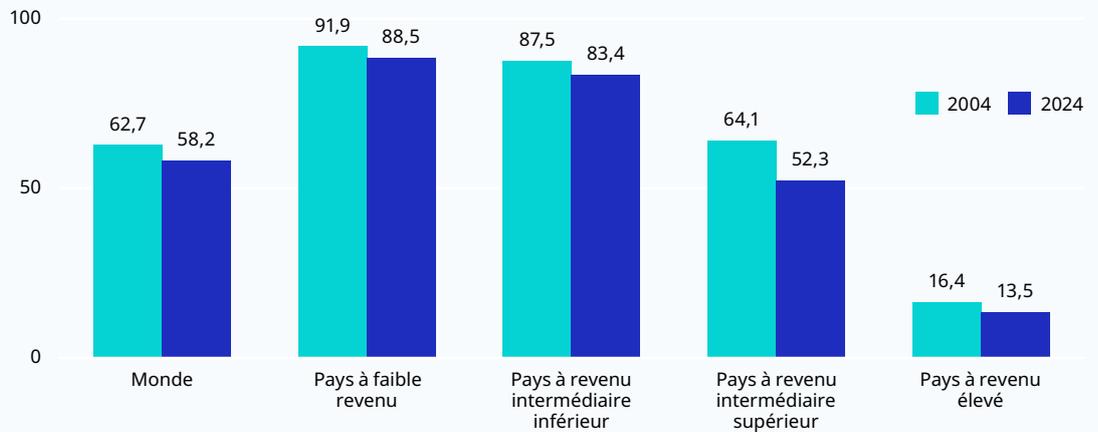
Plusieurs pays tentent de passer des véhicules à moteur à combustion interne aux véhicules électriques. Cette transition peut représenter un avantage concurrentiel important, mais elle pose aussi plusieurs difficultés. Elle va en effet perturber les fabricants comme les travailleurs. Les fabricants doivent répondre aux exigences technologiques complexes de la production et de l'entretien des véhicules électriques. L'essor des usines de batteries pour véhicules électriques peut créer de nouveaux emplois, mais ces postes sont très différents en matière de compétences requises, de salaires et de conditions de travail. Les travailleurs du secteur doivent se doter de qualifications plus poussées pour suivre l'évolution des technologies. La production de batteries et l'approvisionnement en matières premières telles que le lithium et le cobalt suscitent également des inquiétudes quant à leur accessibilité, aux conditions de travail et à l'impact sur l'environnement.

► **Figure 1.13. Croissance annuelle de l'emploi formel et informel, dans le monde, 2010-2015 et 2024 (pourcentages)**



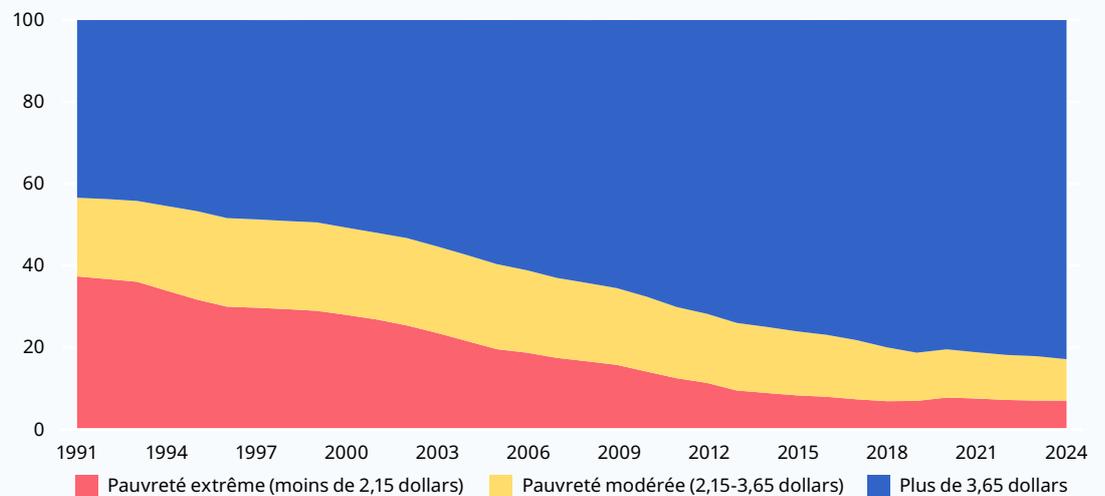
Source: Calculs du BIT à partir d'ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

► **Figure 1.14. Part de l'emploi informel, dans le monde et par groupe de revenus, 2004 et 2024 (pourcentages)**



Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

► **Figure 1.15. Part de la pauvreté au travail et de l'emploi par classe économique, dans le monde, 1991-2024 (pourcentages)**



Note: La figure montre la part de travailleurs vivant dans des ménages disposant du revenu par personne et par jour indiqué, en dollars internationaux PPA.

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

## ► Perspectives: l'incertitude entrave les changements structurels

**En revenant aux niveaux de croissance et d'emploi d'avant la pandémie, l'économie mondiale a fait preuve de résilience mais, à plus long terme, de profonds problèmes structurels menacent le progrès durable et nourrissent une incertitude économique.** L'Economic Policy Uncertainty Index, un indicateur d'incertitude de la politique économique qui recense le nombre d'articles de presse mentionnant l'incertitude dans les principales publications, affiche une nette augmentation en 2024 (figure 1.16 et source). Cette incertitude est à la fois un produit et une cause de la précarité croissante du marché du travail.

**Puisque l'incertitude demeure résolument élevée, la croissance mondiale ne devrait pas passer à la vitesse supérieure.** Les principaux centres économiques d'Europe et d'Asie de l'Est peinent à retrouver un rythme d'expansion économique plus rapide, ce qui pèse sur l'activité économique de leurs partenaires commerciaux en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. La dette souveraine mondiale a atteint un niveau record, accentuant l'incertitude et augmentant le risque d'une crise majeure de la dette dans les pays vulnérables (FMI, 2024b), dont la marge de manœuvre pour une nouvelle relance budgétaire est limitée. En outre, les pays dans lesquels une transition démographique vers une population plus âgée est en cours doivent mobiliser davantage de ressources budgétaires pour renforcer leurs systèmes de sécurité sociale, ce qui laisse peu de marge pour des ajustements et des mesures de relance à court terme.

**À l'avenir, le taux d'activité pourrait diminuer.** L'augmentation du taux d'activité de certains groupes démographiques, notamment les femmes et les personnes âgées de 55 à 64 ans dans les économies avancées, sera probablement moins importante en raison du vieillissement de la population. Cela pourrait aggraver les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs.

**Le chômage devrait rester stable même si la croissance de l'emploi devrait ralentir.** La tendance à la baisse à long terme de la création d'emplois depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle est particulièrement inquiétante.

**La croissance mondiale devrait rester trop molle pour avoir un véritable effet sur la réduction du déficit d'emplois ou l'amélioration des conditions de travail.** La transformation structurelle de l'économie mondiale est trop lente pour stimuler suffisamment la croissance de la productivité et permettre à la population active croissante de trouver un emploi productif en dehors d'un petit nombre de centres interconnectés. Les pénuries de

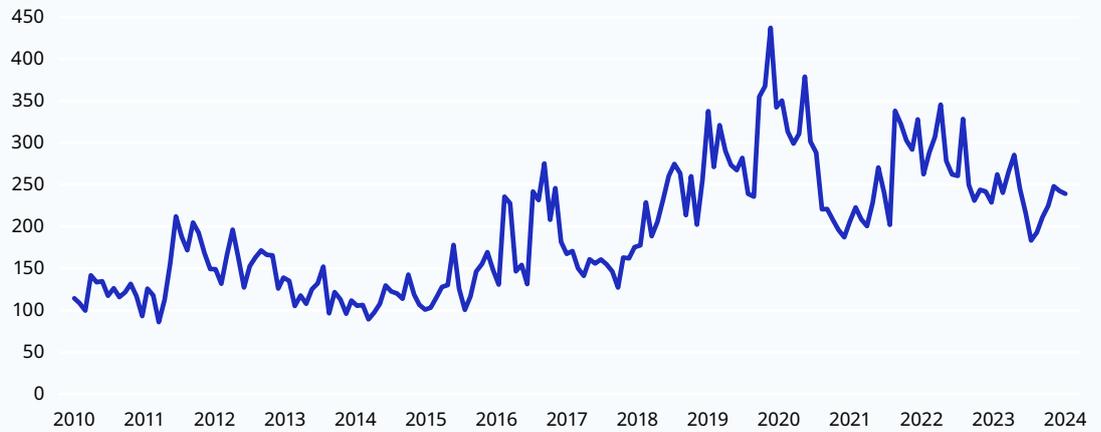
main-d'œuvre dans les économies avancées aggravent ces problèmes précisément parce qu'elles réduisent la capacité des pays concernés à croître plus rapidement et à investir davantage dans la capacité d'innovation. En d'autres termes, le vieillissement de la population et la baisse des taux de fécondité réduisent la vitesse à laquelle l'économie mondiale peut atteindre les objectifs de développement durable (Fernandez-Villaverde, 2024).

**À moyen terme et malgré la faiblesse de la croissance, les pénuries de main-d'œuvre devraient réapparaître, surtout si la reprise se poursuit.** En effet, puisque les principales banques centrales continuent à abaisser leurs taux d'intérêt, l'activité économique devrait s'intensifier. Il est peu probable que les migrations soulagent les pays d'origine ou les pays d'accueil. Les résistances politiques sont fortes et il faudra du temps avant que les accords sur les partenariats de compétences signés ces dernières années ne permettent de pourvoir un grand nombre d'emplois avec des candidats compétents. Dans la plupart des pays d'origine, les accords de partenariat ne soulageront que modérément les marchés du travail. Ce que l'on peut espérer, c'est une augmentation des envois de fonds qui contribuera à atténuer la pauvreté.

**Des transformations majeures telles que la transition verte et les progrès continus de la technologie, notamment de l'intelligence artificielle (IA), imposeront de plus en plus à la main-d'œuvre mondiale de s'adapter à des bouleversements de grande ampleur.** Le monde s'étant rapproché, en 2024, du dépassement du seuil de 1,5 °C fixé dans l'Accord de Paris, les effets du changement climatique sur les moyens de subsistance des populations sont devenus encore plus visibles (Banerjee et coll., 2024). La transition énergétique aura également des effets étendus et en cascade sur les économies. En 2023, les emplois dans les énergies renouvelables ont augmenté de 16,2 millions, mais ils sont inégalement répartis puisqu'ils se trouvent pour près de la moitié en Asie de l'Est. Les autres économies en développement et émergentes comptent beaucoup moins d'emplois verts décents.

**Dans le même temps, les évolutions technologiques comme l'IA reconfigurent des secteurs entiers.** L'IA modifiera parfois la manière dont les tâches sont effectuées, ou bien elle créera de nouveaux emplois et en rendra d'autres obsolètes. Plusieurs facteurs, comme les compétences, l'accès à la technologie et la localisation géographique des nouveaux emplois, empêcheront les travailleurs de passer d'un secteur à un autre et d'une profession à une autre au fur et à mesure de ces changements (Dewan, 2023).

► **Figure 1.16. Indice d'incertitude de la politique économique, dans le monde**



**Note:** À partir des données des 29 économies suivantes: Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Grèce, Hong-kong (Chine), Inde, Irlande, Italie, Japon, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Suède.

**Source:** [Economic Policy Uncertainty Index](#) (indice d'incertitude de la politique économique).

**L'économie mondiale est confrontée à des défis importants.** De nombreux pays sont aux prises avec des difficultés budgétaires, ce qui limite leur capacité à fournir des services et des infrastructures essentiels. Les taux d'intérêt élevés ont fait gonfler la dette publique à des niveaux insoutenables, en particulier dans les pays en développement, et 70 pays risquent de se retrouver en situation de surendettement<sup>1</sup>. Les coupes dans les dépenses et les hausses d'impôts qui ont suivi la pandémie, combinées à la sous-imposition du capital dans l'économie numérique, aggravent ces problèmes. Les pays vulnérables au changement climatique sont particulièrement exposés aux problèmes d'endettement, et l'instabilité géopolitique freine le soutien financier international. Ce fardeau de la dette pèse sur la capacité des pouvoirs publics à faire face aux suppressions d'emplois liées au climat, à l'énergie et à l'IA, ce qui risque d'intensifier les ralentissements économiques mondiaux. La vulnérabilité des systèmes mondiaux de production alimentaire à divers chocs, notamment aux conditions météorologiques extrêmes et aux tensions

géopolitiques, complique encore les choses. Depuis la pandémie de COVID-19, de multiples crises ont entraîné 122 millions de personnes supplémentaires dans la famine (FAO, 2024b).

**Ces difficultés soulignent le fait que, malgré la résilience dont les pays ont fait preuve à la suite de la pandémie, une amélioration structurelle est urgente pour que la croissance économique soit durable.** Cela implique de donner la priorité à la création d'emplois, mais aussi d'améliorer la formation du capital humain en investissant dans l'éducation et la formation professionnelle. Des systèmes de protection sociale efficaces peuvent créer des emplois tout en aidant les travailleurs à se réorienter en cas de perturbation. La capacité des pouvoirs publics à gérer les transformations à grande échelle et à outiller leurs populations pour qu'elles s'engagent de manière productive sur les marchés du travail jouera un rôle clé dans la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

<sup>1</sup> <https://www.imf.org/external/pubs/ft/ar/2023/in-focus/public-debt/>.

# Références

- ▶ Banerjee, Chandan, Lucia Bevere, Hendre Garbers et Patrick Saner. 2024. «Changing Climates: The Heat Is (Still) On», Swiss Re Institute, 28 février 2024. <https://www.swissre.com/institute/research/topics-and-risk-dialogues/climate-and-natural-catastrophe-risk/changing-climates-heat-is-still-on.html>.
- ▶ Banque mondiale. 2023. *International Debt Report 2023*. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/02225002-395f-464a-8e13-2acfa05e8f0>.
- ▶ Benigno, Gianluca, Luca Fornaro et Martin Wolf. 2025. «The Global Financial Resource Curse», *American Economic Review* 115 (1): 220-262.
- ▶ CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2024. *Rapport 2024 sur le commerce et le développement: repenser le développement à l'ère du mécontentement*. <https://unctad.org/fr/publication/rapport-sur-le-commerce-et-le-developpement-2024>.
- ▶ Davalos, Jorge, Ekkehard Ernst et Diana Torres. À paraître. *The Evolution of Labour Market Power Across the World*, rapport commandé par l'OIT.
- ▶ Dewan, Sabina. 2023. «Energy Transition Can Only Work if We Deal with Labour Disruptions», *Context*, 29 décembre 2023. <https://www.context.news/just-transition/opinion/energy-transition-can-only-work-if-we-deal-with-labour-disruptions>.
- ▶ —, et Ekkehard Ernst. 2020. «Repenser le monde du travail», *Finances & Développement*, FMI, décembre 2020. <https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2020/12/rethinking-the-world-of-work-dewan>.
- ▶ Ernst, Ekkehard, et Lisa Feist. 2024. «Tomorrow at Work: The Age of Shortages», *Intereconomics* 59 (3): 125-131. <https://www.intereconomics.eu/contents/year/2024/number/3/article/tomorrow-at-work-the-age-of-shortages.html>.
- ▶ FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2024a. «L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est envolé à son plus haut niveau depuis 18 mois, porté par le bond des cours des huiles végétales», *Situation alimentaire mondiale*, 8 novembre 2024. <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>. Voir aussi <https://www.fao.org/newsroom/detail/fao-food-price-index-rises-in-october-its-steepest-climb-in-over-a-year/fr>.
- ▶ —. 2024b. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024: des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*. <https://www.fao.org/publications/home/fao-flagship-publications/the-state-of-food-security-and-nutrition-in-the-world/fr>.
- ▶ Fernandez-Villaverde, Jesus. 2024. «The Global Fertility Crisis Is Worse than You Think», *The Spectator*, 17 août 2024. <https://www.spectator.co.uk/article/the-global-fertility-crisis-is-worse-than-you-think/>.
- ▶ FMI (Fonds monétaire international). 2024a. *Perspectives de l'économie mondiale: changement de cap et menaces grandissantes*. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2024/10/22/world-economic-outlook-october-2024>.
- ▶ —. 2024b. «List of LIC DSAs for PRGT-Eligible Countries», 30 septembre 2024. <https://www.imf.org/en/Publications/DSA>.
- ▶ Gourinchas, Pierre-Olivier. 2024. «La croissance mondiale se maintient alors que la désinflation ralentit et que l'incertitude en matière de politique économique s'accroît», *Blog du FMI*, 16 juillet 2024. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2024/07/16/global-growth-steady-amid-slowing-disinflation-and-rising-policy-uncertainty>.
- ▶ IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables) et OIT. 2024. *Renewable Energy and Jobs: Annual Review 2024*. <https://www.ilo.org/publications/renewable-energy-and-jobs-annual-review-2024>.

- ▶ Klein Martins, Guilherme. 2024. «Long-Run Effects of Austerity: An Analysis of Size Dependence and Persistence in Fiscal Multipliers», *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 1<sup>er</sup> novembre 2024. <https://doi.org/10.1111/obes.12646>.
- ▶ Lehner, Lukas, Zachary Parolin, Clemente Pignatti et Rafael Pintro Schmitt. 2024. «Monopsony Power and Poverty: The Consequences of Walmart Supercenter Openings», IZA Discussion Paper No. 17323. <https://www.iza.org/publications/dp/17323/monopsony-power-and-poverty-the-consequences-of-walmart-supercenter-openings>.
- ▶ Moro, Esteban, Morgan R. Frank, Alex Pentland et Alex Rutherford. 2021. «Universal Resilience Patterns in Labor Markets», *Nature Communications* 12 (1). [https://www.researchgate.net/publication/350495215\\_Universal\\_resilience\\_patterns\\_in\\_labor\\_markets](https://www.researchgate.net/publication/350495215_Universal_resilience_patterns_in_labor_markets).
- ▶ Nations Unies. 2024. *The Sustainable Development Goals Report 2024*. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2024/>.
- ▶ OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2016. *Job Creation and Local Economic Development 2016*. <https://doi.org/10.1787/9789264261976-en>. [Une version abrégée en français est disponible sous le titre «Création d'emplois et développement économique local 2016» à l'adresse [https://www.oecd.org/fr/publications/creation-d-emplois-et-developpement-economique-local-2016-version-abregee\\_9789264263963-fr.html](https://www.oecd.org/fr/publications/creation-d-emplois-et-developpement-economique-local-2016-version-abregee_9789264263963-fr.html).]
- ▶ OIT. 2017. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances de l'emploi des femmes 2017*. Genève: BIT. [https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/%40dgreports/%40inst/documents/publication/wcms\\_585678.pdf](https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/%40dgreports/%40inst/documents/publication/wcms_585678.pdf).
- ▶ —. 2019a. *Une avancée décisive vers l'égalité entre hommes et femmes: un meilleur avenir du travail pour tous*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/fr/publications/major-publications/une-avancee-decisive-vers-legalite-entre-hommes-et-femmes-un-meilleur>.
- ▶ —. 2019b. *Skills for a Greener Future: A Global View Based on 32 Country Studies*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/skills-greener-future-global-view>.
- ▶ —. 2023. *Faire avancer la justice sociale*, Conférence internationale du Travail, 111<sup>e</sup> session. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/fr/resource/conference-paper/ilc/111/faire-avancer-la-justice-sociale>.
- ▶ —. 2024a. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2024*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/emploi-et-questions-sociales-dans-le-monde-tendances-2024>.
- ▶ —. 2024b. *Global Employment Trends for Youth 2024: Decent Work, Brighter Futures*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/major-publications/global-employment-trends-youth-2024>. [Un résumé en français est disponible sous le titre «Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2024: des emplois décents pour un avenir meilleur» à l'adresse <https://www.ilo.org/fr/publications/major-publications/tendances-mondiales-de-lemploi-des-jeunes-2024>.]
- ▶ —. 2024c. *Global Wage Report 2024-25: Is Wage Inequality Decreasing Globally?* Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/flagship-reports/global-wage-report-2024-25-wage-inequality-decreasing-globally>. [Version française à paraître. Un résumé est disponible sous le titre «Rapport mondial sur les salaires 2024-25: vers une baisse des inégalités salariales au niveau mondial?» à l'adresse <https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/rapport-mondial-sur-les-salaires-2024-25-vers-une-baisse-des-inegalites>.]
- ▶ Weber, Isabella M., et Evan Wasner. 2023. «Sellers' Inflation, Profits and Conflict: Why Can Large Firms Hike Prices in an Emergency?», *Review of Keynesian Economics* 11 (2): 183-213. <https://doi.org/10.4337/roke.2023.02.05>.



# 2

## Tendances sociales et de l'emploi par région

### ► Afrique

**La croissance du produit intérieur brut (PIB) en Afrique est minée par les difficultés persistantes qui pèsent sur les perspectives de la région, notamment la croissance molle du PIB par habitant.** Le PIB de l'Afrique a, selon les estimations, augmenté de 3,3 pour cent en 2024 et la prévision est de 4,1 pour cent pour 2025 (FMI, 2024a). L'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne présentent certains points communs, en particulier de meilleures performances agricoles grâce à des conditions climatiques favorables et une forte demande d'hydrocarbures et d'autres produits de base. La croissance a toutefois souffert des récents chocs climatiques qui ont encore aggravé les fragilités dans des pays comme la Libye. S'agissant du PIB par habitant, il affiche une croissance annuelle moyenne négligeable entre 2014 et 2024. Des problèmes de longue date, tels que les inégalités et la pauvreté, rongent toujours la région. Les conflits régionaux en Afrique du Nord, dans le Sahel et dans la Corne de l'Afrique continuent de freiner plusieurs pays, notamment le Soudan et l'Éthiopie, ce qui a des répercussions sur les recettes touristiques et les stratégies d'industrialisation (BAfD, 2024a).

► **Tableau 2.1. Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, la population active, l'emploi informel et la pauvreté au travail, aux niveaux régional et sous-régional, Afrique, 2021-2026**

Région/ sous-région	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Afrique	59,3	60,0	60,4	60,3	60,3	60,3	502,1	522,0	541,0	555,6	571,4	587,6
Afrique du Nord	38,0	38,3	38,4	37,9	37,9	37,9	66,4	68,4	69,8	70,3	71,7	73,3
Afrique subsaharienne	64,9	65,5	66,0	65,9	65,9	65,8	435,7	453,6	471,2	485,3	499,7	514,3
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Afrique	7,4	6,6	6,4	6,5	6,4	6,3	40,1	37,0	37,0	38,4	39,0	39,6
Afrique du Nord	10,4	9,4	9,7	10,1	9,7	9,2	7,7	7,1	7,5	7,9	7,7	7,4
Afrique subsaharienne	6,9	6,2	5,9	5,9	5,9	5,9	32,3	29,9	29,5	30,5	31,3	32,1
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Afrique	64,0	64,2	64,5	64,5	64,4	64,3	542,2	559,0	578,1	594,1	610,4	627,2
Afrique du Nord	42,4	42,3	42,5	42,2	42,0	41,7	74,2	75,5	77,3	78,2	79,4	80,8
Afrique subsaharienne	69,7	69,8	70,1	70,1	70,0	69,9	468,0	483,5	500,8	515,8	531,0	546,4
	Taux d'emploi informel (pourcentages)						Taux de pauvreté au travail (3,65 dollars É.-U. PPA par jour) (pourcentages)					
	2021	2022	2023	2024			2021	2022	2023	2024		
Afrique	85,3	84,0	83,7	83,6			54,5	53,9	53,6	57,1		
Afrique du Nord	62,8	62,9	62,8	62,4			15,9	15,4	16,7	18,9		
Afrique subsaharienne	88,7	87,2	86,8	86,6			60,4	59,7	59,1	62,6		

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

**Les exportations de produits de base et la baisse de l'inflation ont amélioré les perspectives économiques en Afrique subsaharienne.** La contribution de l'agriculture et des activités extractives à la croissance du PIB devrait rester élevée (EIU, 2024a). La croissance du PIB en Afrique subsaharienne est estimée à 3,6 pour cent en 2024 et à 4,1 pour cent en 2025 (FMI, 2024a). Grâce à un ralentissement des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires (AIE, 2024; FAO, 2024), plusieurs économies africaines, dont l'Afrique du Sud, maîtrisent l'inflation, ce qui devrait faciliter l'assouplissement de la politique monétaire et l'augmentation des dépenses de consommation (BAfD, 2024a). L'assouplissement monétaire dans les économies avancées est également propice à un assouplissement en Afrique subsaharienne, car le risque de sorties de capitaux diminue. Dans le même temps, la croissance du secteur agricole et des industries extractives devrait trouver des débouchés grâce à une augmentation de la demande d'exportations

(EIU, 2024a). La demande d'hydrocarbures et de minéraux liés à la transition énergétique devrait soutenir la croissance dans les économies à forte intensité de ressources telles que l'Angola, la République démocratique du Congo et le Nigéria (EIU, 2024a; Banque mondiale, 2024a).

**La menace des chocs liés au changement climatique demeure un risque important.** La vulnérabilité aux chocs liés au changement climatique – en particulier les inondations, les sécheresses, la dégradation des terres, l'érosion des sols, les vagues de chaleur et les précipitations imprévisibles – constitue toujours une menace majeure pour la production agricole et la sécurité alimentaire dans la région (Banque mondiale, 2024a). Bien qu'il existe un potentiel de création d'emplois à forte intensité de main-d'œuvre dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, notamment par l'adoption de pratiques agricoles intelligentes, et dans celui des infrastructures et de la construction durables, les implications plus larges des chocs liés au changement

climatique sur l'économie et les marchés du travail sont vastes et continuent de représenter un grand risque pour les perspectives économiques de la sous-région, ainsi qu'un obstacle à la durabilité de la croissance. Le risque pour les perspectives économiques comprend l'impact sur la dette publique, qui a des répercussions sur la capacité d'adaptation au changement climatique (Mawejje, 2024). La dette publique augmente déjà en raison des coûts des pertes et préjudices résultant du changement climatique (Songwe et Signé, 2024).

## Tendances du marché du travail en Afrique du Nord

**La croissance de la population en âge de travailler en Afrique du Nord dépasse celle de l'emploi et de la population active.** L'Afrique du Nord comptait 185 millions de personnes en âge de travailler en 2024, soit une augmentation de 3 millions (2 pour cent) par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, la croissance de l'emploi s'est élevée à 0,7 pour cent et celle de la population active à 1,2 pour cent. Il en ressort que le taux d'activité a baissé de 42,2 à 42,0 pour cent et le ratio emploi-population de 38,4 à 37,9 pour cent au cours de la même période (tableau 2.1). Ces tendances devraient s'atténuer en 2025.

**Le chômage des jeunes est particulièrement élevé dans la sous-région, notamment chez les jeunes femmes.** Avec 22,8 pour cent en 2024, le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) en Afrique du Nord est l'un des plus élevés de toutes les régions et sous-régions du monde, dépassé uniquement par les États arabes, où il est de 27,5 pour cent. Il reflète le manque de perspectives pour les jeunes en Afrique du Nord, et en particulier pour les jeunes femmes, qui ont enregistré un taux de chômage de 37,9 pour cent en 2024, contre 19,5 pour cent pour les jeunes hommes. Cela souligne un manque évident d'activités productives pour les femmes et les disparités plus larges entre les hommes et les femmes sur le marché du travail dans la sous-région, qui sont encore plus fortes pour les jeunes. Par exemple, à 19,4 pour cent, le taux d'activité des femmes adultes (25 ans et plus) est très nettement inférieur à celui des hommes, qui est de 77,6 pour cent. Moins d'une jeune femme (15-24 ans) sur dix (9,0 pour cent) fait partie de la population active.

## Tendances du marché du travail en Afrique subsaharienne

**En Afrique subsaharienne, l'emploi augmente plus vite que le chômage, mais la plupart des travailleurs n'ont pas d'emploi productif et décent.** Entre 2023 et 2024, l'emploi total a augmenté de 3 pour cent, ce qui correspond

à un ratio emploi-population de 65,9 pour cent en 2024. Le taux de chômage s'est maintenu à 5,9 pour cent en 2024 et devrait rester stable en 2025. Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine reste également stable, à environ trente-huit heures par personne occupée, un chiffre à peine plus élevé qu'en 2021. Cependant, malgré le côté relativement positif des principaux indicateurs, la plupart des actifs n'ont pas de travail productif et décent.

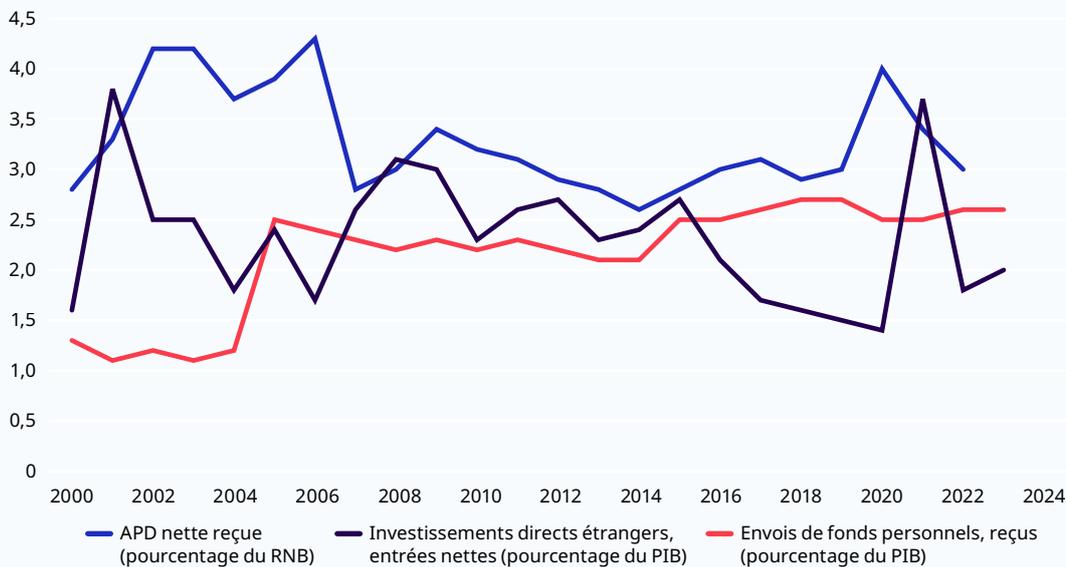
**Les déficits de travail décent, dont l'informalité, continuent de peser sur les principaux indicateurs de l'emploi et du chômage.** Des données montrent qu'après des périodes de faible croissance, comme pendant la pandémie de COVID-19, les possibilités d'emploi formel diminuent, contraignant les travailleurs et les nouveaux venus sur le marché du travail à accepter des emplois informels (FMI, 2024b; OIT, 2023a). Sur les 485 millions de personnes occupées en Afrique subsaharienne en 2024, 86,6 pour cent étaient employées de manière informelle et 62,6 pour cent appartenaient à des ménages vivant avec moins de 3,65 dollars É.-U. par jour en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), c'est-à-dire au-dessous du seuil de pauvreté modérée. Les travailleurs qui occupent un emploi informel, surtout dans l'agriculture mais aussi dans d'autres activités économiques telles que le commerce de gros et de détail, n'ont pas de revenus réguliers ni accès à la protection sociale. Selon un récent rapport, seulement 19,1 pour cent de la population en Afrique avaient accès à au moins une prestation sociale en 2023, soit la proportion la plus faible de toutes les régions (OIT, 2024a). À titre de comparaison, elle est de 68,2 pour cent dans les Amériques, 53,6 pour cent en Asie et dans le Pacifique, et 30 pour cent dans les États arabes.

## Formaliser et consolider les envois de fonds des migrants comme une forme de mobilisation de capitaux privés

**En 2020, le nombre d'Africains vivant en dehors de leur pays d'origine était estimé à 28,3 millions, dont beaucoup envoyaient des fonds au pays** (DESA, 2020)<sup>2</sup>. Pour les migrants, la possibilité d'obtenir de meilleurs moyens de subsistance est un facteur déterminant de la migration, voire une nécessité. Pour de nombreux Africains, la migration de travail est un moyen de subvenir aux besoins de la famille ou de la communauté restée au pays, en envoyant des fonds. Les transferts, qui représentent souvent une part des revenus gagnés par un travailleur migrant à l'étranger, constituent une source majeure de flux de capitaux privés dans les pays d'origine. Le coût des envois de fonds a diminué au niveau mondial, conformément à l'objectif de

<sup>2</sup> Le nombre de migrants pourrait être beaucoup plus élevé, en particulier en raison des difficultés à estimer la migration irrégulière.

► Figure 2.1. Envois de fonds, APD et IDE, Afrique subsaharienne, 2000-2023



**Note:** APD = aide publique au développement; IDE = investissements directs étrangers; PIB = produit intérieur brut; RNB = revenu national brut.

**Source:** Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde.

développement durable (ODD) 10.c relatif aux coûts de transaction des envois de fonds des migrants, mais il reste constamment élevé dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne (Katjomuise et Liwaaddine, sans date).

**Les envois de fonds des travailleurs migrants originaires d'Afrique subsaharienne ont augmenté de 12,1 pour cent par an au cours des vingt dernières années en termes nominaux.** Ces transferts sont des flux de capitaux privés qui représentent une source de plus en plus importante d'entrées financières, en particulier pendant les périodes d'instabilité. À titre de comparaison, le taux de croissance des investissements directs étrangers (IDE) est de 5,2 pour cent par an et celui de l'aide publique au développement (APD) de 4,7 pour cent par an. En 2023, les envois de fonds représentaient 2,6 pour cent du PIB de l'Afrique subsaharienne, et les IDE 2 pour cent. Quant à l'APD, elle représentait 3 pour cent du revenu national brut (RNB) en 2022 (figure 2.1). La variation des flux de transferts de fonds, en particulier en période de crise, est beaucoup plus faible, de sorte que les envois de fonds constituent pour les bénéficiaires une assurance essentielle contre les chocs (Chami et coll., 2021). S'agissant de la complémentarité et des contributions des IDE, de l'APD et des envois de fonds pour les économies bénéficiaires et la création d'emplois, les données sont loin d'être concluantes.

**Plusieurs pays cherchent à formaliser et à consolider les envois de fonds comme une forme de mobilisation de capitaux privés.** Pour de nombreuses économies à faible revenu, le financement à faible coût devient de plus en plus difficile (Mawejje, 2024). En Afrique, la dette publique reste un problème endémique et sa médiane représente environ 65 pour cent du PIB. Avec un coût du seul service de la dette estimé à 165 milliards de dollars É.-U. en Afrique en 2024, de nombreux pays dépensent davantage pour rembourser des intérêts élevés que pour la santé et l'éducation (BAfD, 2024b; Schwidrowski, 2024). Les envois de fonds des migrants sont un flux financier qui a pris de l'ampleur, mais leur contribution à la viabilité de la dette dans les économies à faible revenu n'a été ajoutée au cadre d'analyse de la viabilité de la dette du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale qu'en 2017 (Ratha et coll., 2023). Ces fonds pourraient être l'une des seules sources de capitaux privés enregistrant une augmentation au cours de la prochaine décennie (Banque mondiale, 2023). L'émission d'obligations de la diaspora est l'un des moyens de formaliser et consolider les envois de fonds comme une forme de mobilisation de capitaux privés, comme l'ont fait le Nigéria et l'Éthiopie (Schneidman, Tadesse et Lissanu, 2022).

## ► Amériques

**La croissance du PIB dans les Amériques s'accompagne d'une baisse de l'inflation.** Malgré des perspectives globalement positives dans une grande partie des Amériques, la croissance du PIB dans la région était de 2,4 pour cent en 2024 et devrait ralentir à 2,3 pour cent en 2025 et 2,2 pour cent en 2026, sous l'effet d'un léger ralentissement de la croissance aux États-Unis (FMI, 2024a). En Amérique du Nord comme en Amérique latine et dans les Caraïbes, le recul de l'inflation en 2024 a contribué à relancer les moteurs nationaux de la croissance (FMI, 2024c; EIU, 2024b et 2024c).

**La croissance régionale est soutenue par des résultats solides dans les principales économies, et la fin de la récession en Argentine.** En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance du PIB devrait atteindre 2,5 pour cent en 2025, contre 2 pour cent en 2024 (FMI, 2024a). Les modèles de croissance varient d'un pays à l'autre, avec une forte accélération en Argentine, qui devrait sortir d'une récession de deux ans en 2025, et des ralentissements dans d'autres grandes économies telles que le Brésil et le Mexique. La croissance dans l'ensemble des Amériques s'est améliorée et celle des Caraïbes est tirée par la reprise du tourisme (FMI, 2024c). Parmi les risques qui assombrissent les perspectives, on peut citer les implications géopolitiques et commerciales de la nouvelle administration aux États-Unis. Au Mexique et dans les pays d'Amérique centrale, les politiques migratoires restrictives des États-Unis pourraient avoir une incidence sur les flux d'envois de fonds et nuire, par ricochet, à la consommation privée.

**Des problèmes structurels de longue date continuent de peser sur les perspectives de croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment les inégalités, la pauvreté persistante et la faible croissance de la productivité.** En 2023, plus de la moitié des pays d'Amérique latine et des Caraïbes affichaient des niveaux de pauvreté qui restaient supérieurs à ceux d'avant la pandémie et qui étaient aggravés par une baisse des revenus réels due à l'inflation, selon les estimations (OCDE, 2023). En outre, la faible croissance de la productivité est toujours un fléau dans la sous-région, qui limite sa croissance à long terme. Cela s'explique en partie par la prédominance du travail indépendant et des petites entreprises, qui ont souvent des niveaux d'innovation et de recours aux technologies plus faibles et ne peuvent pas profiter d'économies d'échelle (Maloney et coll., 2024).

**En Amérique du Nord, l'assouplissement de la politique monétaire devrait stimuler une croissance tirée par la demande intérieure.** Selon les estimations, l'Amérique du Nord a enregistré une forte croissance d'environ 2,6 pour cent en 2024, et une baisse à 2,2 pour cent est prévue pour 2025 (FMI, 2024a). Ce sont les États-Unis qui sont

à l'origine de ce fléchissement, leur croissance devant tomber à 2,2 pour cent en 2025 après avoir atteint 2,8 pour cent en 2024 (*ibid.*). Le ralentissement attendu en 2025 s'explique par les effets décalés du resserrement de la politique monétaire lorsque la Réserve fédérale a cherché à réduire l'inflation. Étant donné que l'inflation a atteint les niveaux cibles en 2024 et que la politique monétaire a commencé à s'assouplir, l'économie des États-Unis devrait connaître une reprise en 2026 (EIU, 2024b). Au Canada, la croissance est estimée à 1,3 pour cent en 2024 et elle devrait augmenter à 2,4 pour cent en 2025 (FMI, 2024a), en partie grâce à des baisses de taux d'intérêt à la mi-2024 (EIU, 2024b).

## Tendances du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes

**Les faibles taux d'activité et les taux de chômage élevés pour les femmes reflètent les inégalités de genre généralisées sur le marché du travail.** Le taux d'activité en Amérique latine et dans les Caraïbes est relativement stable, 62,6 pour cent en 2024 (tableau 2.2). Toutefois, celui des hommes (74,6 pour cent) est supérieur de 23,4 points de pourcentage à celui des femmes (51,2 pour cent). En outre, de nombreux emplois occupés par des femmes dans la sous-région sont souvent informels et mal rémunérés. Le taux de chômage en Amérique latine et dans les Caraïbes est resté inchangé par rapport à 2023, s'établissant à 6,2 pour cent en 2024, ce qui correspond à environ 20 millions de demandeurs d'emploi. Le taux et le nombre de chômeurs devraient rester stables en 2025. Le chômage des jeunes est également resté relativement stable, 13,6 pour cent, très loin du pic de 21,1 pour cent atteint en 2020 lors de la pandémie de COVID-19. Le taux de chômage des jeunes femmes est toujours plus élevé que celui de leurs homologues masculins: 16,4 et 11,6 pour cent en 2024, respectivement. En outre, environ un cinquième de tous les jeunes sont sans emploi et ne suivent ni études ni formation (NEET). Cette proportion s'élevait à presque 26 pour cent pour les jeunes femmes en 2024.

**Les déficits de travail décent, notamment les taux élevés d'emploi informel, ont contribué à la faible croissance de la productivité dans la sous-région.** Bien que le ratio emploi-population soit resté relativement stable à 58,7 pour cent, l'emploi total a augmenté de 3 millions entre 2023 et 2024. Dans la sous-région, il se caractérise par de faibles taux d'emploi productif, avec des déficits de travail décent, notamment des niveaux élevés d'informalité représentant environ 52 pour cent de l'emploi total en

► **Tableau 2.2. Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, la population active, l'emploi informel et la pauvreté au travail, aux niveaux régional et sous-régional, Amériques, 2021-2026**

Région/ sous-région	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Amériques	57,1	59,0	59,3	59,0	58,9	58,8	460,2	480,0	487,8	491,0	494,8	499,0
Amérique latine et Caraïbes	56,2	58,5	58,8	58,7	58,6	58,6	278,6	292,8	297,9	300,8	303,8	306,9
Amérique du Nord	58,4	59,8	60,0	59,6	59,3	59,2	181,6	187,2	189,9	190,2	191,0	192,1
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Amériques	7,8	5,7	5,3	5,5	5,6	5,5	38,8	29,2	27,3	28,7	29,2	28,9
Amérique latine et Caraïbes	9,2	6,9	6,2	6,2	6,2	6,1	28,1	21,7	19,7	20,0	20,1	19,9
Amérique du Nord	5,6	3,8	3,8	4,4	4,5	4,5	10,7	7,5	7,6	8,7	9,1	9,0
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Amériques	61,9	62,6	62,6	62,5	62,3	62,2	499,1	509,2	515,1	519,7	524,0	527,9
Amérique latine et Caraïbes	61,9	62,8	62,7	62,6	62,5	62,3	306,7	314,5	317,6	320,8	323,9	326,8
Amérique du Nord	61,9	62,2	62,4	62,3	62,1	62,0	192,4	194,7	197,5	198,9	200,1	201,1
	Taux d'emploi informel (pourcentages)						Taux de pauvreté au travail (3,65 dollars É.-U. PPA par jour) (pourcentages)					
	2021	2022	2023	2024			2021	2022	2023	2024		
Amériques	36,2	35,5	35,2	35,1			5,2	4,5	4,4	4,7		
Amérique latine et Caraïbes	53,1	52,5	51,9	51,8			8,5	7,3	7,3	7,6		
Amérique du Nord	10,4	9,0	8,9	8,7			0	0	0	0		

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

2024. La plupart des travailleurs concernés se trouvent dans des activités artisanales de services ou dans de modestes exploitations agricoles. Ces emplois informels à petite échelle ont contribué à la faible croissance de la productivité dans la sous-région au cours de la dernière décennie. Entre 2014 et 2024, elle a été de -0,4 pour cent par an, la plus faible au monde après les États arabes (-0,9 pour cent par an). L'un des problèmes est que la création d'emplois dans la sous-région est largement tirée par les petites entreprises informelles, en particulier dans le secteur des services, qui n'ont pas la capacité d'innovation et de croissance de la productivité des plus grandes entreprises (CEPALC, 2024).

## Tendances du marché du travail en Amérique du Nord

**En Amérique du Nord, le ratio emploi-population est estimé à 59,6 pour cent, au-dessous de son niveau antérieur à la pandémie de COVID (60,7 pour cent en 2019).** Le nombre total d'heures de travail hebdomadaires est resté stable, représentant environ 141 millions d'emplois équivalents plein temps (EPT) en 2024. Il est peu probable que ce nombre évolue beaucoup malgré l'assouplissement de la politique monétaire, qui pourrait stimuler la création d'emplois à moyen terme. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a annoncé son intention de se concentrer désormais

sur la protection du marché du travail tout en maintenant l'inflation sous contrôle (EIU, 2024b). Le taux de chômage en Amérique du Nord est passé de 3,8 pour cent en 2023 à 4,4 pour cent en 2024 et devrait encore augmenter en 2025 pour atteindre 4,5 pour cent, en partie en raison des effets à retardement du resserrement de la politique monétaire ces dernières années.

**Le vieillissement de la population et l'inadéquation des compétences, tant au Canada qu'aux États-Unis, devraient contribuer à aggraver les pénuries de main-d'œuvre et de qualifications.** Le vieillissement de la population, la forte réduction attendue de l'immigration, l'inadéquation des compétences et les pénuries de main-d'œuvre qui en résultent dans certains secteurs et professions sont autant de facteurs qui exercent des pressions à long terme sur le marché du travail en Amérique du Nord. Pour relever ces défis, le Canada a mis en œuvre une législation visant à faciliter l'immigration ciblée de personnes qualifiées dans le but de réduire les déficits de compétences et d'atténuer les pressions exercées par le vieillissement de la population (Gouvernement du Canada, 2021). Entre 2016 et 2021, environ 1,3 million d'immigrants sont entrés au Canada (CIMT, 2024), et il est prévu que près de 1,5 million d'immigrants supplémentaires soient admis entre 2023 et 2025, bien que ces objectifs se heurtent actuellement à une certaine opposition (Gouvernement du Canada, 2022). Des mesures similaires font l'objet d'une opposition politique aux États-Unis, ce qui pourrait limiter la portée d'une immigration contrôlée pour pallier les pénuries de main-d'œuvre (Ainsley, Seidman et Martinez, 2023).

**En Amérique du Nord, la technologie et l'innovation devraient améliorer la productivité du travail.** Elle devrait croître en moyenne de 1,6 pour cent par an au cours des deux prochaines années (2024-2026), contre une moyenne de 1,3 pour cent par an au cours de la période 2014-2024. Ces dernières années, la croissance de la productivité du travail dans la région a dépassé celle de l'Union européenne. Les progrès, l'innovation et la technologie numériques y ont probablement contribué (Schnabel, 2024). Les investissements en capital, notamment dans la recherche et le développement, et la croissance des secteurs technologiques, en particulier ceux qui sont situés dans la Silicon Valley, devraient contribuer à la croissance de la productivité du travail à moyen terme (Fernald, 2024).

## Les risques liés au climat et l'industrie du tourisme dans les Caraïbes

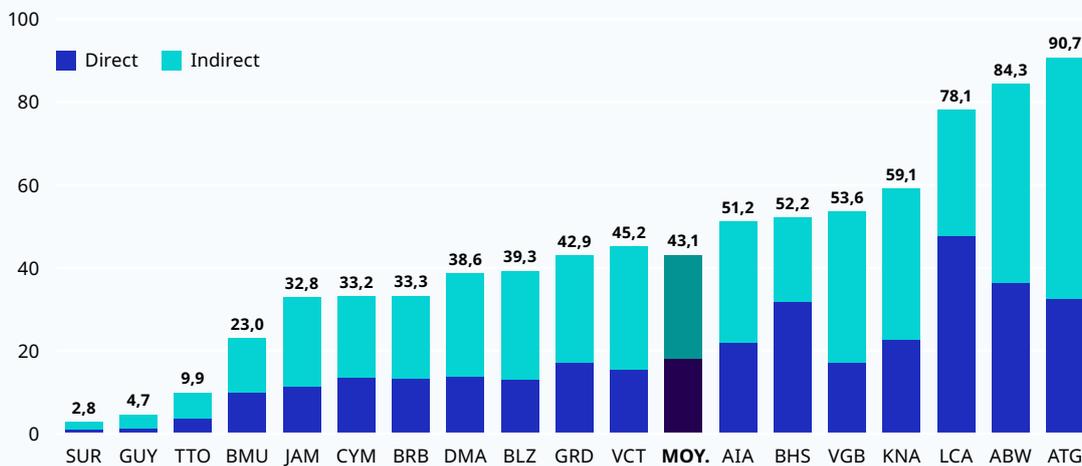
**Selon les estimations, l'emploi total dans les Caraïbes est lié à plus de 40 pour cent au secteur du tourisme, qui est très vulnérable aux chocs relatifs au climat.** On estime que le tourisme contribue à près de 33 pour cent du PIB des Caraïbes, qu'il représente directement environ 18 pour cent de l'emploi total dans la région<sup>3</sup>, et qu'il est indirectement lié à 43,1 pour cent de l'emploi total (OIT, 2020)<sup>4</sup>. Environ 413 000 personnes dans les Caraïbes seraient directement employées dans le secteur du tourisme, et l'industrie en concernerait près de 1 million si l'on tient compte de l'emploi direct et indirect (*ibid.*). À Antigua-et-Barbuda, plus de 90 pour cent du total des emplois directs et indirects se trouvent dans le secteur du tourisme; à Aruba, cette part est de 84 pour cent et à Sainte-Lucie de 78 pour cent (figure 2.2). Le tourisme compte un grand nombre de travailleuses, qui représentent 50 à 60 pour cent de la main-d'œuvre du secteur, et constitue également une importante source d'emploi pour les jeunes. La dépendance à l'égard du tourisme et le manque de diversification rendent les personnes employées directement ou indirectement dans ce secteur particulièrement vulnérables aux perturbations de l'industrie.

**Compte tenu de l'intensification des effets du changement climatique, les Caraïbes sont particulièrement exposés aux chocs liés au climat.** Tout d'abord, de nombreuses îles de la région, dont la Barbade, la Dominique, la Grenade et Montserrat, sont situées sur la «route des ouragans», la ceinture régionale qui a enregistré des ouragans majeurs. De plus, la faible altitude de nombreuses régions des Caraïbes, dont Trinité-et-Tobago et les Bahamas, accroît leur exposition à l'élévation à long terme du niveau de la mer et aux raz-de-marée à court terme (Andrewin, Rodriguez-Llanes et Guha-Sapir, 2015). Cette exposition devrait s'accroître à mesure que le changement climatique et l'augmentation des températures influent sur les conditions météorologiques et les tendances à long terme telles que l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière et l'augmentation de la fréquence des tempêtes et des inondations. La vulnérabilité de nombreuses régions à ces impacts est aggravée par l'importance des populations côtières, la dépendance à l'égard des importations d'énergie et de denrées alimentaires, et le manque de marge de manœuvre budgétaire pour investir dans l'adaptation au

3 Les estimations ne concernent que les Caraïbes anglophones et néerlandophones et comprennent les pays suivants: Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Aruba, les Bahamas, la Barbade, le Belize, les Bermudes, la Dominique, la Grenade, le Guyana, les Îles Caimans, les Îles Vierges britanniques, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, le Suriname, Trinité-et-Tobago. Elles excluent Haïti ainsi que Cuba, la République dominicaine et Porto Rico, hispanophones.

4 Ces chiffres sont basés sur des estimations du conseil mondial du tourisme et des voyages (World Travel and Tourism Council – WTTC). La définition de l'emploi dans le secteur du tourisme du WTTC est différente de celle de l'OIT. Pour plus d'informations, voir <https://ilostat.ilo.org/fr/blog/tracking-the-rebound-in-tourism-employment/> et la note de bas de page 18 dans OIT (2020).

► **Figure 2.2. Emploi direct et indirect dans l'industrie du tourisme, part de l'emploi total, pays et territoires non continentaux des Caraïbes, 2019 (pourcentages)**



**Note:** SUR = Suriname, GUY = Guyana, TTO = Trinité-et-Tobago, BMU = Bermudes, JAM = Jamaïque, CYM = Îles Caïmans, BRB = Barbade, DMA = Dominique, BLZ = Belize, GRD = Grenade, VCT = Saint-Vincent-et-les Grenadines, **MOY.** = moyenne, AIA = Anguilla, BHS = Bahamas, VGB = Îles Vierges britanniques, KNA = Saint-Kitts-et-Nevis, LCA = Sainte-Lucie, ABW = Aruba, ATG = Antigua-et-Barbuda.

**Source:** OIT (2020).

climat, la résilience, l'intervention a posteriori et la reconstruction (Patrick, 2024; Roy, 2024). Les dépenses liées aux événements climatiques ont contribué aux niveaux élevés de dette publique dans de nombreux pays des Caraïbes.

**Si les phénomènes climatiques nuisent directement à l'emploi dans l'industrie du tourisme, leurs impacts sur les revenus et les moyens de subsistance sont multiples et indirects.** Pour la population locale, ils concernent notamment la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, les infrastructures et les services essentiels. La sécurité alimentaire se dégrade en raison de l'impact sur la production agricole, qui représente environ 10 pour cent des emplois de la région. Les systèmes d'approvisionnement en eau sont touchés par les inondations, les raz-de-marée et les tempêtes, qui contribuent tous à la propagation de maladies d'origine hydrique, limitent la disponibilité de l'eau potable et contaminent les réserves alimentaires. Les infrastructures sont également directement touchées, tant sur le plan matériel qu'en matière de fourniture de services de base. L'impact de ces chocs climatiques est l'un des facteurs à l'origine des flux migratoires au sein des Caraïbes et de l'émigration vers l'extérieur (Roy, 2024). On estime que l'impact cumulé des catastrophes liées au climat a entraîné l'émigration d'environ 12 millions de personnes et des coûts de 20 milliards de dollars É.-U. (ajustés aux prix de 2024) entre 2000 et la mi-2024<sup>5</sup>.

**Des actions d'envergure en matière de résilience et d'adaptation au changement climatique sont nécessaires pour en contrer les impacts à court et à long terme sur l'emploi et les moyens de subsistance dans les Caraïbes.** Selon certaines estimations, l'érosion côtière due à l'élévation du niveau de la mer pourrait entraîner une baisse de près de 50 pour cent des recettes touristiques directes (Spencer, Strobl et Campbell, 2022). La pandémie de COVID-19 a déjà donné un aperçu de l'effet d'un bouleversement de l'industrie du tourisme sur les moyens de subsistance dans les Caraïbes. Selon les estimations, environ 70 pour cent des hôtels ont licencié des salariés et plus de la moitié ont réduit les salaires (OIT, 2020). L'impact sur l'emploi est plus large si l'on prend en considération les effets indirects sur tout le secteur des services, ainsi que les effets du climat sur l'agriculture. Pendant la pandémie, les économies des Caraïbes ont pu limiter les pertes d'emplois grâce à des plans de relance et à des mesures d'aide, mais de telles interventions sont moins envisageables pour surmonter les impacts à long terme des chocs liés au climat. Ce sont plutôt des investissements significatifs et une action au niveau mondial pour l'adaptation et la résilience au changement climatique qui sont indispensables.

**Il est impératif d'intégrer les systèmes de protection sociale dans les stratégies nationales de résilience climatique des pays des Caraïbes afin d'atténuer l'impact**

5 <https://www.emdat.be>. Les «catastrophes liées au climat» sont définies comme des catastrophes météorologiques, climatologiques et hydrologiques.

**sur les moyens de subsistance des travailleurs du secteur du tourisme et de toutes les personnes touchées par les chocs liés au climat** (OIT, 2024a). Les lacunes de financement de ces systèmes doivent être comblées par des fonds multilatéraux et des donateurs internationaux. Étant donné que les Caraïbes contribuent relativement peu aux émissions de gaz à effet de serre mais qu'elles sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique, certaines mesures doivent être mises en place pour compenser ce déséquilibre (selon la notion de «justice

climatique»). Il s'agit notamment pour les pays développés de financer l'action climatique afin d'aider à renforcer la résilience en la matière, par exemple par le biais de fonds multilatéraux pour le climat tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds d'adaptation. En outre, et en particulier compte tenu des niveaux élevés de dette publique dans les Caraïbes, des échanges dette-climat, qui consistent à alléger la dette en échange de la mise en œuvre de mesures en faveur de la résilience climatique, pourraient également être envisagés (Braga et Ernst, 2023).

## ► États arabes

**Les trajectoires des économies exportatrices nettes de pétrole et des économies importatrices de pétrole continuent de diverger dans cette région.** Dans l'ensemble, la croissance du PIB dans les États arabes est estimée à 1,5 pour cent en 2024, alors qu'elle était nulle en 2023, et après plusieurs années d'oscillation, notamment pendant la pandémie de COVID-19 (FMI, 2024a). La croissance pourrait s'élever à 4,1 pour cent en 2025, mais la possibilité d'une nouvelle escalade des conflits et la perspective d'une guerre régionale constituent des risques pour la région. La divergence entre les économies des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) et celles des pays non-membres devrait s'accroître, ces deux sous-régions étant confrontées à des risques différents.

**La diversification économique dans les pays du CCG devrait jouer un rôle de plus en plus important comme moteur de la croissance à moyen et long terme.** Ces économies ont profité de la hausse des prix du pétrole après l'invasion russe de l'Ukraine, et le renflouement des caisses publiques a permis aux gouvernements des pays du CCG de faire progresser la diversification économique en dehors des hydrocarbures, grâce à des investissements dans des domaines tels que le tourisme, les technologies et les énergies renouvelables (EIU, 2024d). Un assouplissement des contraintes de production de pétrole de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole plus d'autres pays producteurs) va probablement freiner les recettes pétrolières dans les économies du CCG, mais elles devraient tout de même enregistrer une croissance de 4,2 pour cent en 2025, contre 1,8 pour cent en 2024, en compensant la baisse des recettes pétrolières par des ressources provenant de fonds souverains qui financeront de grands projets d'infrastructure et des projets non pétroliers. La production pétrolière de la région risque de souffrir d'attaques sur les routes commerciales, notamment les voies maritimes, ainsi que de l'introduction de sanctions si le conflit et l'instabilité se transforment en guerre régionale. De tels cas de figure entraîneraient probablement une

révision à la baisse des prévisions de croissance du PIB dans l'ensemble de la sous-région à partir de 2025 (*ibid.*).

**De leur côté, les économies qui ne font pas partie du CCG sont confrontées à des crises humanitaires et aux répercussions économiques de l'escalade du conflit régional et de l'instabilité.** Le Territoire palestinien occupé souffre d'une catastrophe humanitaire dont l'impact économique est sans précédent (Banque mondiale, 2024b; OIT et PCBS, 2024). Dans l'escalade du conflit régional, la guerre Israël-Hamas et le conflit Israël-Hezbollah ont eu des répercussions dans plusieurs pays de la région, réduisant les recettes touristiques de même que les investissements nationaux et étrangers, tout en posant des problèmes dus aux importants déplacements de population (Gatti et coll., 2024). La croissance du PIB dans les économies non-membres du CCG est estimée à 0,5 pour cent en 2024 et devrait atteindre 3,7 pour cent en 2025. Cependant, le conflit et l'instabilité qui se poursuivent et s'aggravent dans les États arabes continueront d'avoir des répercussions sur la croissance économique, l'investissement et les marchés du travail dans l'ensemble de la région (OIT, 2024b).

## Tendances du marché du travail dans les États arabes

**De nombreux grands indicateurs du marché du travail dans la région se caractérisent par des disparités entre les sexes.** Le taux d'activité dans les États arabes, à 49,2 pour cent en 2024, demeure relativement inchangé d'une année sur l'autre (tableau 2.3). Ce taux relativement bas est dû à la participation exceptionnellement faible des femmes au marché du travail, 19,2 pour cent en 2024, contre 73,6 pour cent pour les hommes. Cette disparité est représentative de normes et d'attentes socioculturelles plus larges qui privilégient souvent le rôle domestique des femmes à leur activité professionnelle. Ces obstacles à l'activité féminine dans cette région sont aggravés par l'absence de politiques favorables sur le lieu de travail,

► **Tableau 2.3. Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, la population active, l'emploi informel et la pauvreté au travail, aux niveaux régional et sous-régional, États arabes, 2021-2026**

Région/ sous-région	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
États arabes	43,1	44,3	44,6	44,4	44,5	44,5	51,6	54,9	57,6	59,2	61,0	62,6
Non-CCG	31,2	32,3	32,3	32,0	32,2	32,3	24,2	25,9	26,9	27,6	28,6	29,6
CCG	65,2	66,4	67,1	67,2	67,2	67,2	27,4	29,0	30,7	31,6	32,4	33,1
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
États arabes	10,9	10,0	9,5	9,7	9,4	9,2	6,3	6,1	6,1	6,4	6,3	6,3
Non-CCG	17,1	16,0	16,0	16,5	15,8	15,4	5,0	4,9	5,1	5,4	5,4	5,4
CCG	4,6	4,0	3,0	2,9	2,9	2,8	1,3	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
États arabes	48,4	49,2	49,3	49,2	49,1	49,0	57,9	61,1	63,6	65,6	67,3	69,0
Non-CCG	37,6	38,4	38,4	38,3	38,2	38,1	29,2	30,9	32,0	33,0	34,0	34,9
CCG	68,3	69,2	69,2	69,2	69,2	69,1	28,7	30,2	31,6	32,6	33,4	34,0
	Taux d'emploi informel (pourcentages)						Taux de pauvreté au travail (3,65 dollars É.-U. PPA par jour) (pourcentages)					
	2021	2022	2023	2024			2021	2022	2023	2024		
États arabes	51,4	51,1	51,0	50,9			14,1	14,7	15,2	15,8		
Non-CCG	68,9	68,3	68,5	68,6			28,7	29,8	31,1	32,3		
CCG	36,0	35,7	35,6	35,4			1,2	1,2	1,2	1,5		

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

telles que les congés de maternité et les horaires de travail flexibles, ainsi que par diverses formes de discrimination et de stéréotypes fondés sur le genre qui entravent l'avancement professionnel des femmes et leur accès à des postes de direction et de gestion. La position désavantageuse des femmes est également évidente dans les taux de chômage: il est de 17 pour cent pour les femmes, contre 8,2 pour cent pour les hommes.

**Les jeunes représentent 40 pour cent des chômeurs de la région, ce qui indique qu'ils sont confrontés à un manque de possibilités d'emploi productif.** Le taux de chômage dans les États arabes est estimé à 9,7 pour cent en 2024, et nettement plus élevé dans les économies non-membres du CCG (16,5 pour cent) que dans les économies membres (2,9 pour cent). Le taux de chômage des jeunes est plus de quatre fois supérieur à celui des adultes (27,5 et 6,8 pour cent, respectivement) et il tend à augmenter avec le niveau d'éducation. Cela s'explique

en partie par une création insuffisante d'emplois pour les diplômés plus qualifiés, ainsi que par les manquements des systèmes éducatifs dans leur capacité à doter les diplômés des compétences et des connaissances demandées sur le marché du travail, comme l'ont fait savoir des employeurs de la région (OIT, 2024b).

**Environ un tiers des jeunes (15-24 ans) étaient NEET en 2024, un taux record dans toutes les sous-régions du monde.** Ce taux est particulièrement élevé pour les jeunes femmes: 46,4 pour cent étaient NEET, contre 21,1 pour cent des hommes de la même tranche d'âge. Ce résultat s'explique par la part élevée de jeunes NEET dans les économies non-membres du CCG, où le taux global pour les jeunes hommes et femmes est de 38,6 pour cent, contre 15,5 pour cent dans les économies du CCG. Il reste plus élevé qu'avant la pandémie de COVID-19 et montre que de nombreuses économies de la région ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre la cible 8.6 de l'ODD 8, qui

consiste à «réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation» d'ici à 2030 (OIT, 2024c). Les taux élevés de NEET chez les femmes sont le signe du double fardeau d'être à la fois femme et jeune dans la région, et d'un environnement mal conçu pour qu'elles s'engagent sur le marché du travail. Pour les hommes, les taux élevés de NEET sont également associés à des risques plus élevés de troubles sociaux et d'instabilité politique (OIT, 2024b).

**La segmentation du marché du travail demeure un écueil dans les économies membres du CCG.** La préférence des ressortissants nationaux pour les emplois du secteur public et la dépendance à l'égard des non-nationaux, peu ou très qualifiés, pour le transfert de connaissances sont autant de défis pour la durabilité des efforts de diversification économique (*ibid.*). La transition des économies du CCG hors des hydrocarbures et leur expansion vers d'autres industries, notamment les énergies renouvelables, le tourisme et les technologies, exigent des investissements dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels pour disposer des compétences requises. Les taux élevés de chômage et de NEET chez les jeunes semblent indiquer qu'il faut sans doute ajuster les stratégies éducatives en la matière si ces économies veulent trouver les qualifications nécessaires à cette transition en s'appuyant sur l'emploi national (EIU, 2024d). Par ailleurs, les mauvaises conditions de travail et la protection insuffisante des travailleurs migrants peu qualifiés restent une grande source d'inquiétude.

## L'adoption de l'intelligence artificielle et des technologies numériques risque d'aggraver les disparités de genre

**De nombreuses économies intègrent l'intelligence artificielle (IA) et la numérisation dans leurs stratégies nationales de développement, et les États arabes ne font pas exception.** Dans les économies du CCG en particulier (par exemple l'Arabie saoudite, Bahreïn et les Émirats arabes unis), l'IA et les technologies numériques constituent un élément fondamental de leur vision nationale, comme c'est le cas de la stratégie nationale d'IA 2031 des Émirats arabes unis (JustJobs Network, 2024). Dans un contexte où d'aucuns estiment que jusqu'à 77 pour cent des emplois nécessiteront des compétences numériques d'ici à 2030 (Forum économique mondial, 2023), et où l'IA a le potentiel de contribuer au PIB des économies du CCG à hauteur de 9 à 14 pour cent d'ici à 2030 (Berglind, Fadia et Isherwood, 2022; PwC, 2018), l'investissement dans la formation spécialisée

et l'amélioration des compétences numériques sera un élément fondamental de la diversification économique dans la sous-région.

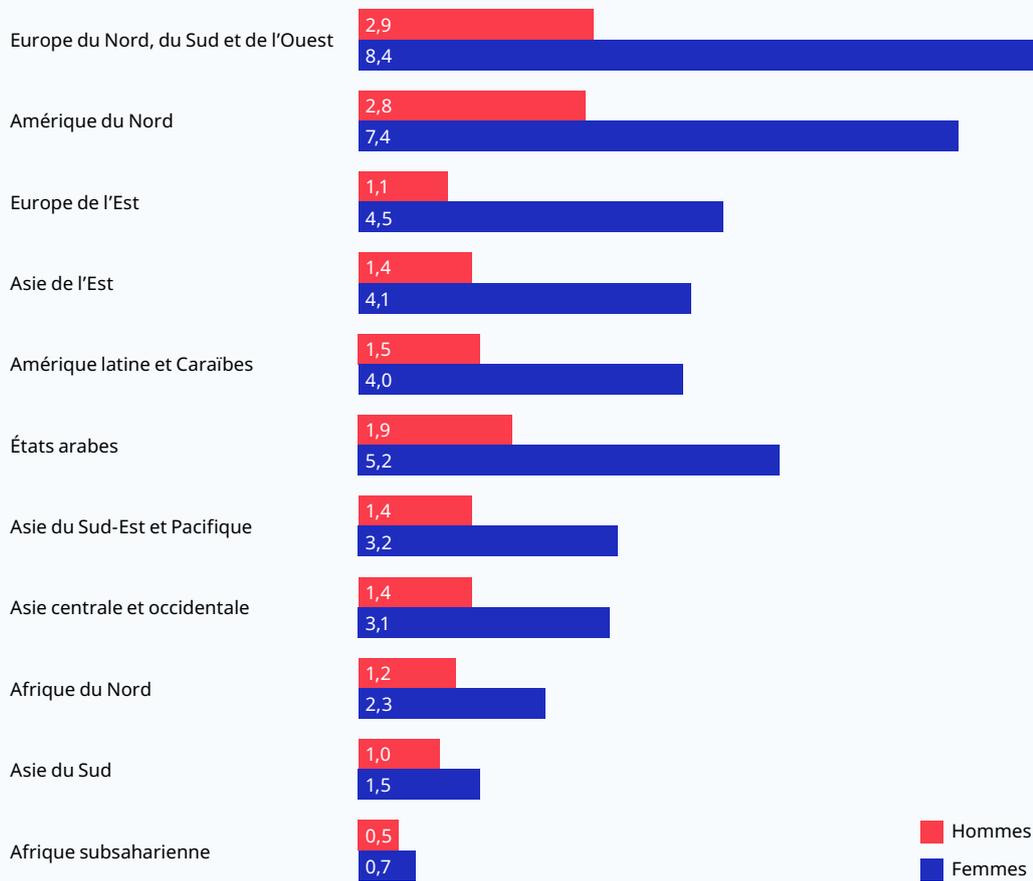
**Dans les économies qui ne font pas partie du CCG, la médiocrité des infrastructures numériques empêche de tirer parti des technologies en la matière** (OIT, 2024b). Au Liban, par exemple, une enquête a montré que 88 pour cent des entreprises du secteur technologique interrogées recrutaient mais ne parvenaient pas à trouver des diplômés dotés des compétences nécessaires (Habibian, Elzir et Jaber, 2023). Ces économies offrent de plus en plus de possibilités d'emploi dans le domaine du numérique, y compris via les plateformes, qu'il s'agisse de travail localisé (par exemple pour la livraison de repas) ou en ligne (OIT, 2024b). Néanmoins, les difficultés liées au travail décent pour les travailleurs des plateformes numériques restent importantes, compte tenu du manque de sécurité de l'emploi, de garanties et de protection juridique (*ibid.*).

**L'adoption de l'IA et des technologies numériques risque d'aggraver les inégalités de genre dans la région, notamment en matière d'emploi.** Compte tenu des écarts importants entre hommes et femmes, les États arabes devront redoubler d'efforts pour veiller à ce que les nouvelles évolutions technologiques ne les creusent pas davantage et que leur adoption profite autant aux femmes qu'aux hommes. Une étude sur l'IA générative et les emplois, portant sur ses effets potentiels sur leur quantité et leur qualité, a par exemple montré que, dans le monde entier, la technologie de l'IA générative devrait enrichir ou compléter la plupart des métiers, plutôt qu'automatiser entièrement le travail (Gmyrek, Berg et Bescond, 2023)<sup>6</sup>. Dans les États arabes, les femmes devraient être nettement plus exposées aux effets de l'automatisation de l'IA générative que les hommes (5,2 contre 1,9 pour cent, respectivement) (figure 2.3). L'exposition plus importante des femmes dans toutes les régions, comme dans les États arabes, s'explique en partie par la proportion plus élevée de femmes dans les emplois de bureau, qui sont plus exposés au risque d'automatisation (Gmyrek, Berg et Bescond, 2023). Il convient de noter que l'exposition ne signifie pas nécessairement qu'un emploi sera supprimé.

**Des mesures seront nécessaires pour atténuer le risque que l'IA et d'autres technologies numériques ne creusent l'écart entre hommes et femmes dans les États arabes.** Tout d'abord, il faudra réguler la technologie de l'IA générative ainsi que son utilisation et son impact sur le lieu de travail, et cette régulation devrait être élaborée dans le cadre d'un dialogue social. Par ailleurs, il est indispensable de renforcer les capacités nationales en matière d'IA, par le biais de l'éducation et des cadres de compétences et d'apprentissage tout au long de la vie, afin de s'assurer que

<sup>6</sup> Cela met également en évidence d'autres risques, liés notamment à la fracture numérique, qui fait que les pays à revenu élevé sont beaucoup plus à même de profiter de l'IA et d'autres technologies numériques que les pays à faible revenu (Nations Unies et OIT, 2024).

► **Figure 2.3. Proportion d'emplois potentiellement exposés aux effets de l'automatisation de l'IA générative, par sexe et sous-région (pourcentages)**



Source: Nations Unies et OIT (2024).

certaines compétences numériques sont renforcées en tant que compétences de base, tout comme il convient d'adopter une approche ciblée en matière d'accès à la formation visant à ce que les femmes ne soient pas exclues (Nations Unies et OIT, 2024). Les politiques conçues pour répondre

aux besoins propres à chaque sexe dans le processus de transformation numérique, y compris pour l'économie des soins et l'économie verte, seront primordiales pour un accès équitable aux ressources de l'IA (*ibid.*).

## ► Asie et Pacifique

**L'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est sont le moteur économique de cette région.** La croissance du PIB en Asie et dans le Pacifique est estimée à environ 4,4 pour cent en 2024 et devrait rester dynamique en 2025, à 4,3 pour cent (FMI, 2024a). Elle est largement tirée par l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est, puisque l'Asie de l'Est enregistre toujours un ralentissement. Une région aussi vaste et diverse que l'Asie et le Pacifique affiche des différences régionales considérables en matière de performances et de perspectives de croissance.

**Le refroidissement de l'économie chinoise donne un coup de frein au taux de croissance dans la sous-région de l'Asie de l'Est.** Avec 3,8 pour cent en 2024 et 3,5 pour cent prévus en 2025, la croissance du PIB de l'Asie de l'Est est relativement élevée par rapport à d'autres sous-régions du monde, mais elle est inférieure à la moyenne à long terme de 5,8 pour cent entre 2006 et 2019, avant la pandémie de COVID-19. La performance économique de l'Asie de l'Est est fortement liée à la Chine, qui connaît un ralentissement structurel (FMI, 2024d). Celui-ci est dû en partie à l'atonie de la demande intérieure, ainsi qu'aux bouleversements des échanges, notamment par rapport aux véhicules électriques, qui ont eu un impact sur les exportations (EIU, 2024e).

**Le taux de croissance relativement élevé de l'Asie du Sud s'appuie sur les performances de l'Inde.** La croissance du PIB de la sous-région est estimée à 6,2 pour cent en 2024 et à 5,8 pour cent en 2025. L'Inde affiche l'un des taux de croissance les plus rapides au monde: 6,9 pour cent en 2024 et 6,4 pour cent attendus en 2025 (*ibid.*). Sa croissance est tirée par l'assouplissement de la politique monétaire, une forte demande intérieure et l'investissement public (FMI, 2024d).

**Les perspectives sont encourageantes en Asie du Sud-Est grâce à une demande mondiale favorable, tandis que les pays insulaires du Pacifique subissent encore les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.** L'Asie du Sud-Est a enregistré une croissance du PIB de 4,6 pour cent en 2024, un taux qui devrait rester similaire en 2025. Les perspectives positives pour la sous-région sont dues en partie à la demande de biens électroniques, dont les exportations sont importantes pour des économies telles que les Philippines, Singapour, la Malaisie et la Thaïlande, bien que cette demande puisse être freinée par la nouvelle administration des États-Unis. Dans la sous-région des îles du Pacifique, où l'Australie et la Nouvelle-Zélande représentent 97 pour cent du PIB, la croissance est estimée à 1,1 pour cent en 2024 et à 2,1 pour cent en 2025. Si l'on exclut ces deux grandes économies, la moyenne pour les autres pays insulaires du Pacifique est de 2,3 pour cent en 2024 et de 2,9 pour cent attendus en 2025.

La croissance de bon nombre de ces pays repose en grande partie sur le tourisme, ainsi que sur l'expansion des activités minières et de l'agriculture en Papouasie-Nouvelle-Guinée, autre grande économie de la sous-région. De nombreux pays insulaires du Pacifique souffrent des répercussions économiques prolongées de la pandémie de COVID-19, le nombre de touristes restant toujours faible (OIT, 2024d).

## Tendances du marché du travail en Asie et dans le Pacifique

**L'augmentation de la participation des femmes au marché du travail en Asie du Sud a contribué à compenser la tendance à la baisse des taux d'activité dans la région.** Le taux relativement stable de 60,7 pour cent en 2024 pour l'ensemble de l'Asie et du Pacifique masque des tendances contrastées d'une sous-région à l'autre (tableau 2.4). Le taux d'activité a nettement augmenté en Asie du Sud, sous l'effet d'une hausse de la participation des femmes, en particulier en Inde. Il est estimé à 54,5 pour cent en 2024 et est relativement faible par rapport aux 65,3 pour cent de l'Asie de l'Est, aux 66,3 pour cent de l'Asie du Sud-Est et aux 64,1 pour cent des îles du Pacifique. La raison en est que l'Asie du Sud affiche l'un des plus grands écarts de participation entre les genres au niveau mondial, avec un taux d'activité élevé pour les hommes, à 76,7 pour cent, contre seulement 31,4 pour cent pour les femmes. La réduction de cet écart, en particulier au cours des cinq dernières années et grâce à l'augmentation du taux d'activité des femmes (qui était de 26,9 pour cent en 2019), a poussé le taux d'activité global en Asie du Sud à la hausse (par rapport à 52,1 pour cent en 2019). Cette croissance a partiellement compensé la baisse du taux d'activité en Asie de l'Est, qui est passé de 66,9 pour cent en 2019 à 65,3 pour cent en 2024.

**Le recul de la participation des jeunes au marché du travail et le vieillissement de la population contribuent aux tendances à la baisse à long terme des taux d'activité dans la région.** Le taux d'activité de la région a diminué de près de 5 points de pourcentage, passant de 65,2 pour cent en 2004 à 60,7 pour cent en 2024. Ce déclin à long terme a été attribué à deux facteurs principaux: la baisse du taux d'activité des jeunes (15-24 ans), qui font des études plus longues, et la part croissante de la population âgée de plus de 65 ans qui sort de la population active (OIT, 2024e). Le taux d'activité des jeunes a par exemple reculé de 51,9 pour cent en 2004 à 39,3 pour cent en 2024.

**Les taux de chômage stables cachent de multiples obstacles en matière d'accès à des possibilités d'emploi productif.** Le taux de chômage de 4,2 pour cent est

► **Tableau 2.4. Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, la population active, l'emploi informel et la pauvreté au travail, aux niveaux régional et sous-régional, Asie et Pacifique, 2021-2026**

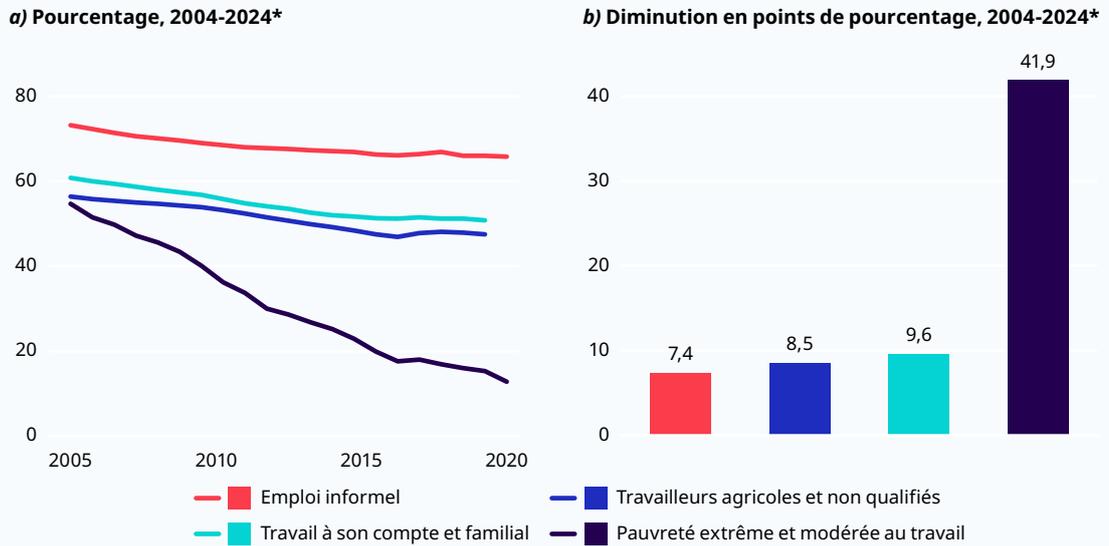
Région/ sous-région	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Asie et Pacifique	57,2	57,6	58,1	58,2	58,0	57,9	1930,8	1962,0	1999,6	2024,2	2039,3	2055,9
Asie de l'Est	63,7	62,5	62,8	62,5	62,2	62,0	881,1	868,1	875,0	874,6	874,4	874,4
Asie du Sud-Est	63,1	64,8	64,8	64,7	64,5	64,4	321,7	334,6	338,7	342,3	345,8	349,0
Asie du Sud	48,9	50,3	51,3	51,9	51,9	51,9	707,4	737,9	764,3	785,5	797,1	810,2
Îles du Pacifique	60,5	61,8	61,9	61,5	61,3	61,2	20,6	21,3	21,6	21,8	22,0	22,3
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Asie et Pacifique	5,0	4,5	4,2	4,2	4,1	4,1	100,9	92,6	87,3	87,7	88,1	87,4
Asie de l'Est	4,4	4,7	4,4	4,3	4,3	4,2	40,2	42,5	40,2	39,3	38,9	38,5
Asie du Sud-Est	3,2	2,6	2,5	2,4	2,4	2,4	10,6	8,9	8,6	8,5	8,4	8,6
Asie du Sud	6,5	5,2	4,7	4,7	4,8	4,6	49,1	40,4	37,6	38,9	39,8	39,4
Îles du Pacifique	4,6	3,6	3,6	4,0	4,2	4,2	1,0	0,8	0,8	0,9	1,0	1,0
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Asie et Pacifique	60,2	60,3	60,6	60,7	60,5	60,4	2031,6	2054,6	2086,9	2111,9	2127,5	2143,3
Asie de l'Est	66,6	65,6	65,7	65,3	65,0	64,7	921,3	910,7	915,2	913,9	913,3	912,8
Asie du Sud-Est	65,2	66,6	66,5	66,3	66,1	65,9	332,3	343,6	347,4	350,8	354,2	357,6
Asie du Sud	52,3	53,1	53,8	54,5	54,4	54,4	756,5	778,3	801,9	824,5	837,0	849,6
Îles du Pacifique	63,5	64,1	64,2	64,1	64,0	63,8	21,6	22,1	22,4	22,7	23,0	23,3
	Taux d'emploi informel (pourcentages)						Taux de pauvreté au travail (3,65 dollars É.-U. PPA par jour) (pourcentages)					
	2021	2022	2023	2024			2021	2022	2023	2024		
Asie et Pacifique	66,9	66,0	66,0	65,8			16,9	16,0	15,3	12,8		
Asie de l'Est	49,2	47,3	46,8	46,3			0,9	0,9	0,9	1,2		
Asie du Sud-Est	71,6	70,0	69,7	69,3			14,2	13,1	12,2	12,3		
Asie du Sud	87,6	87,0	87,2	86,7			38,3	35,2	33,3	26,0		
Îles du Pacifique	35,4	35,6	35,4	35,5			10,4	10,2	10,2	9,7		

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

resté relativement inchangé en 2023 et 2024. Derrière ce chiffre, le chômage des jeunes demeure une grande source d'inquiétude dans certaines sous-régions, notamment en Asie du Sud (OIT, 2024c) et en Asie de l'Est. Dans cette sous-région, le taux de chômage des jeunes est plus de quatre fois supérieur à celui des adultes et près de 4 points de pourcentage au-dessus du taux antérieur à la pandémie. D'autres indicateurs comme le taux de NEET sont révélateurs en matière d'accès à l'emploi chez les jeunes. En Asie et dans le Pacifique, environ 20 pour cent des jeunes sont sans

emploi et ne suivent ni études ni formation, et ce taux est particulièrement élevé pour les jeunes femmes, 30,4 pour cent, contre 11,3 pour cent pour les jeunes hommes. Ces chiffres indiquent que les jeunes femmes font face à davantage d'obstacles pour accéder à l'emploi, à l'éducation et à la formation que les jeunes hommes de la région. Un autre indicateur pertinent est le déficit d'emplois, qui fait apparaître les personnes à la périphérie de la population active, à savoir celles qui souhaitent un emploi mais ne sont pas disponibles ou n'en recherchent pas activement,

► **Figure 2.4. Évolution de certains indicateurs du marché du travail, Asie et Pacifique, 2004-2024**



\* Jusqu'en 2024 pour l'emploi informel et la pauvreté au travail; jusqu'en 2023 pour les autres variables.

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

ou les deux. Cette catégorie englobe les personnes qui ne sont pas en mesure de travailler pour diverses raisons, dont les obligations liées au travail de soins. Elle ajoute 76 millions de personnes sans emploi aux 88 millions de chômeurs de la région.

## Les progrès relatifs à plusieurs déficits de travail décent sont au point mort

**L'augmentation des revenus a contribué à soulager la pauvreté dans la région et à réduire la part des actifs qui souffrent de pauvreté au travail.** La pauvreté modérée au travail (sous le seuil de 3,65 dollars É.-U. PPA par jour) est passée de 55,0 pour cent en 2004 à 12,8 pour cent en 2024, soit une chute de 42 points de pourcentage (figure 2.4 b)). Bien que le taux de 2024 représente encore 260 millions de personnes, les progrès ont été considérables au cours des deux dernières décennies. Plusieurs autres indicateurs du travail décent affichent des améliorations au cours de la même période, mais dans une moindre mesure et avec des signes de ralentissement et de stagnation.

**Bien que le taux d'emploi informel ait diminué, la nature complexe de la formalisation et les nouvelles formes de travail limitent les progrès.** L'emploi informel est passé de 73,2 pour cent en 2004 à 65,8 pour cent en 2024, ce qui représente une amélioration nette bien que relativement lente. Les personnes occupant un emploi informel risquent davantage que celles qui occupent un emploi formel de ne

pas avoir accès à la protection sociale, d'être moins couvertes par les droits du travail et de ne pas disposer de revenus réguliers. La réduction de l'informalité contribue donc souvent à faire reculer la pauvreté au travail. Cependant, comme le montre la figure 2.4 a), le rythme d'amélioration montre des signes de tassement. Ce ralentissement souligne que des approches intégrées de la formalisation restent nécessaires dans la région, en particulier compte tenu de l'émergence de nouvelles formes d'informalité induites par le travail à la tâche et le travail via des plateformes (OIT, 2023b).

**D'autres indicateurs indirects des déficits de travail décent montrent également un déclin plus lent au cours des dernières années.** Les indicateurs qui traduisent des déficits de travail décent sont notamment la part de l'emploi dans les professions qualifiées de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ainsi que dans les professions non qualifiées telles que l'agriculture de subsistance et le travail journalier, qui se caractérisent souvent par des revenus insuffisants et irréguliers. La part de l'emploi total dans ces catégories a diminué de 56,4 pour cent à 47,5 pour cent entre 2004 et 2023. Comme le montre la figure 2.4, l'évolution en pourcentage a stagné ces dernières années. Dans le même temps, la part des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale – des catégories de statut d'emploi qui sont généralement plus informelles, dont les revenus sont plus faibles et moins réguliers et qui ont moins accès à la protection sociale – a diminué d'environ 8,5 points de pourcentage entre 2004 et 2023.

## Les transitions et leurs effets sur la création et la perturbation de l'emploi

L'IA accélère la transformation numérique, et les signes de perturbation de l'emploi se multiplient. Selon une analyse récente en Asie et dans le Pacifique, l'automatisation technologique va probablement plutôt automatiser les tâches au sein des professions que les remplacer entièrement (Banque mondiale, 2024c). L'essor récent de l'IA a accéléré les effets potentiels de la transition numérique vers l'IA, l'automatisation et d'autres technologies numériques. L'intégration de ces technologies dans les activités commerciales a déjà commencé à entraîner des suppressions et des augmentations d'emplois. En Malaisie, par exemple, pas moins de 300 000 emplois ont été perdus depuis 2020 à cause de l'IA et de l'automatisation, selon des estimations (Amin, 2024). Aux Philippines également, il est à craindre que l'IA n'entraîne de nombreuses suppressions d'emplois, notamment dans le domaine de la gestion des processus opérationnels, un secteur d'activité important dans le pays (Cabato, 2024). Cependant, toutes les sources ne sont pas aussi pessimistes et certaines relèvent des signes de

croissance de l'emploi, ce qui montre que l'impact potentiel global de l'IA est loin d'être évident (Morales, 2024).

**La région Asie-Pacifique a représenté les deux tiers des emplois dans le secteur des énergies renouvelables en 2023, ce qui témoigne du potentiel de création d'emplois d'une transition juste.** Selon les dernières estimations, la Chine représente à elle seule 46 pour cent de tous les emplois (directs et indirects) liés aux énergies renouvelables dans le monde, ce qui équivaut à 7,4 millions d'emplois en Chine (IRENA et OIT, 2024). L'Inde représente 1 million d'emplois supplémentaires, et le reste de l'Asie et du Pacifique 2,3 millions (*ibid.*). Ces estimations mettent en évidence le potentiel de création d'emplois des énergies renouvelables dans la région. En Chine, on estime que les énergies renouvelables ont contribué à environ 40 pour cent de la croissance du PIB en 2023 (Myllyvirta, 2024). De 2019 à 2023, les exportations de biens liés aux énergies renouvelables, notamment les batteries et les modules solaires, sont passées de 30 milliards à 102 milliards de dollars É.-U. en valeur nominale (IRENA et OIT, 2024). En Inde, l'hydroélectricité est le plus grand employeur du secteur des énergies renouvelables, représentant 453 000 emplois en 2023 (*ibid.*).

## ► Europe et Asie centrale

**Une croissance régulière du PIB est attendue en Europe et en Asie centrale, malgré un taux d'expansion inférieur à la normale en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest.** La croissance du PIB en Europe et en Asie centrale est estimée à 1,8 pour cent en 2024 (à peu près identique à 2023) et devrait atteindre 1,9 pour cent en 2025. Ce taux est relativement modeste et comparable à une moyenne annuelle de 1,7 pour cent au cours de la décennie précédente (FMI, 2024a). Par sous-région, la croissance est plus faible en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, avec 1 pour cent en 2024 (1,4 pour cent prévu en 2025), et plus élevée en Europe de l'Est, avec 3,1 pour cent (2,1 pour cent en 2025), et en Asie centrale et occidentale, avec 3,2 pour cent (3,3 pour cent en 2025). Le taux plus faible en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest reflète des perspectives de croissance modérées dans une période d'inflation relativement élevée et de politique monétaire plus stricte. Les pays d'Europe du Sud devraient mieux s'en sortir que ceux du Nord et de l'Ouest, y compris l'Allemagne et la France, grâce notamment aux recettes du tourisme (EIU, 2024f; BERD, 2024). En Allemagne, les perspectives sont particulièrement mauvaises, en partie

en raison des effets persistants de la crise du coût de l'énergie et des pénuries de main-d'œuvre.

**Bien que l'Europe de l'Est continue d'enregistrer des taux de croissance plus élevés, les perspectives souffrent des tensions géopolitiques et de pressions inflationnistes persistantes.** Selon les estimations, la croissance a atteint 3,1 pour cent en 2024 en Europe de l'Est, contre 2,6 pour cent en 2023 (FMI, 2024a). Elle est en partie due à l'augmentation des flux d'IDE de la Chine et de la Fédération de Russie vers cette sous-région (BERD, 2024). Bien que la zone euro commence à maîtriser l'inflation, les pays d'Europe de l'Est qui ne font pas partie de l'Union européenne devraient demeurer confrontés à des taux d'inflation plus élevés, en partie parce qu'ils ne sont pas dans la zone euro et que leurs monnaies se déprécient (*ibid.*). Un ralentissement économique dans la Fédération de Russie devrait également tirer la croissance de la sous-région vers le bas à moyen terme (Banque mondiale, 2024d). La croissance du PIB devrait atteindre 2,1 pour cent en 2025, avec des risques de dégradation des perspectives, dus notamment aux tensions géopolitiques, et en particulier à l'agression de la Fédération de Russie en Ukraine (EIU, 2024f; FMI, 2024e).

## Tendances du marché du travail en Europe et en Asie centrale

**Les pénuries de main-d'œuvre persistent dans une grande partie de l'Europe**, même si le nombre de postes vacants a diminué (OIT, 2024f). Elles peuvent se concentrer dans certains secteurs et professions et résulter d'une inadéquation des compétences. C'est notamment le cas dans les domaines suivants: sciences, technologies, ingénierie et mathématiques; technologies de l'information et de la communication (TIC); et soins de santé (OIT, 2024c). Les données pour 2023 montrent d'importantes pénuries de main-d'œuvre en Norvège, au Danemark, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et en Belgique (ELA, 2024). Elles sont parfois dues à une demande excédentaire, qui ne devrait être que transitoire, et à des facteurs tels que des périodes de politique monétaire accommodante (Ernst et Feist, 2024). Toutefois, les pénuries de main-d'œuvre peuvent également relever de facteurs à plus long terme, tels que l'augmentation de la demande de main-d'œuvre dans les énergies renouvelables et les technologies durables, des secteurs qui nécessitent de nouvelles compétences particulières (FMI, 2024b). Les pénuries ne se limitent pas à l'Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud et se manifestent également dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, dont la Roumanie et la Croatie (ELA, 2024), où elles sont aggravées par l'émigration de travailleurs jeunes et qualifiés (BERD, 2024).

**Le chômage des jeunes a retrouvé sa tendance à la baisse dans la région, et les taux de NEET sont également en recul.** Le taux de chômage global des jeunes en Europe et en Asie centrale est estimé à 13,5 pour cent en 2024, soit une forte diminution par rapport aux 18,4 pour cent enregistrés dix ans plus tôt (2014) (tableau 2.5). De même, le taux de NEET dans la région est estimé à 13 pour cent, contre 15,8 pour cent dix ans plus tôt. En Europe de l'Est, l'agression de la Fédération de Russie en Ukraine a entraîné une baisse de la scolarisation, la mobilisation de jeunes soldats et la réduction des investissements dans la création d'emplois pour les jeunes (OIT, 2024c). Les pays d'Europe du Nord, de l'Ouest, du Sud et de l'Est sont tous sur la bonne voie pour atteindre la cible 8.6 de l'ODD 8, qui consiste à «réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation» d'ici à 2030 (*ibid.*).

**Dans un contexte de vieillissement de la population et de pénurie de main-d'œuvre, la gestion efficace de la migration de main-d'œuvre relève d'une stratégie politique.** L'immigration est l'un des moyens de combler les déficits de compétences. Cependant, des sentiments d'hostilité à des degrés divers envers les migrants, des obstacles à l'intégration et la reconnaissance des qualifications compliquent le processus (Banque mondiale, 2024a). De même, une gestion attentive de l'émigration permet d'éviter les déficits de compétences et les pénuries de main-d'œuvre. Cela s'applique en particulier aux migrations de l'Europe

de l'Est et du Sud vers l'Europe du Nord et de l'Ouest. Des mesures ont été prises pour inciter les migrants à revenir et pour limiter les départs (BERD, 2024). Au Portugal, par exemple, des allègements et des avantages fiscaux pour les moins de 35 ans sont envisagés pour les dissuader d'émigrer ainsi que pour attirer des jeunes dans le pays (Katanich, 2024).

**La migration de main-d'œuvre, les mouvements de capitaux et la réorientation des échanges commerciaux vers les économies situées à la périphérie de la Fédération de Russie renforcent les indicateurs du marché du travail de ces pays.** Les économies du Caucase et de l'Asie centrale accueillent des ressortissants russes poussés par la guerre en Ukraine et la mobilisation. Ces pays offrent des procédures simples pour ouvrir un compte bancaire et obtenir la résidence, ce qui facilite l'installation des migrants russes, qui apportent des capitaux et des compétences (BERD, 2024). Par exemple, la Géorgie aurait accueilli environ 20 000 entrepreneurs hautement qualifiés des secteurs des TIC et de la création, et le Kazakhstan a enregistré un pic de création d'entreprises dans les TIC (*ibid.*). Dans le même temps, les sanctions contre la Fédération de Russie ont contribué à réorienter les échanges vers les économies périphériques. Tous ces facteurs renforcent les indicateurs du marché du travail en Asie centrale et occidentale, même si, dans les chiffres globaux de l'ensemble de la région, la Fédération de Russie neutralise certaines de ces améliorations.

## La faible croissance de la productivité dans l'Union européenne devrait peser sur celle des salaires réels

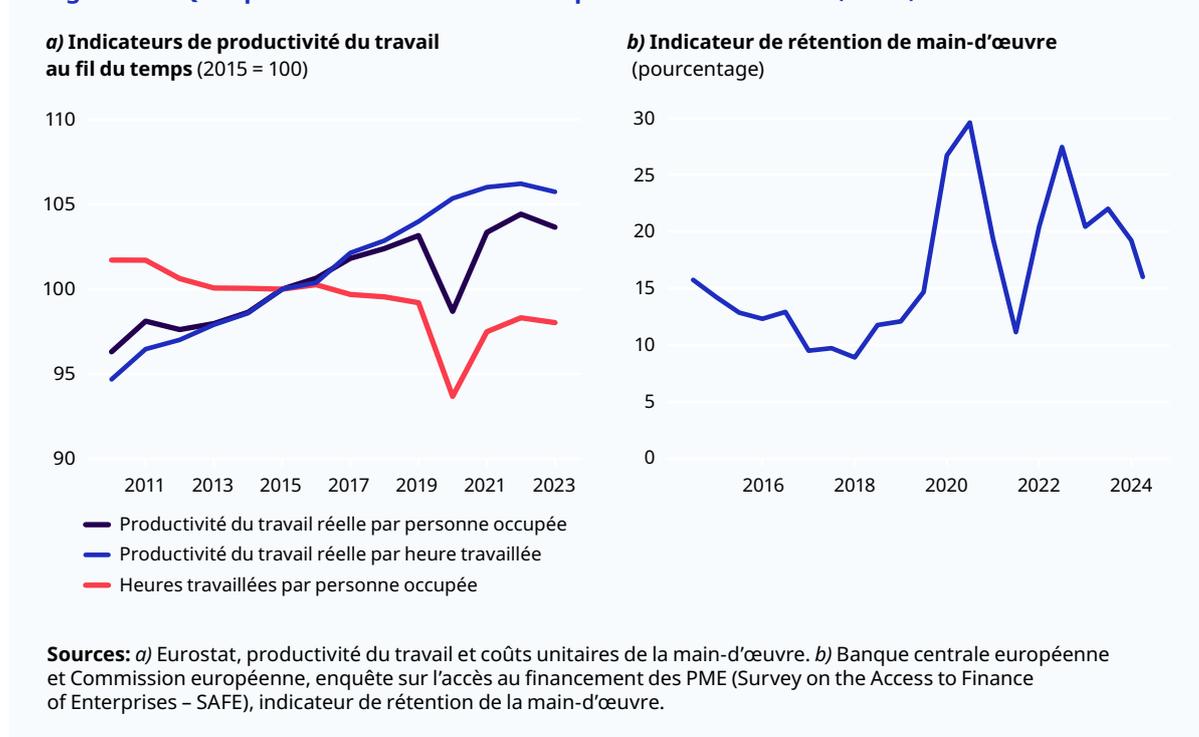
**La productivité du travail a diminué depuis la pandémie de COVID-19 et une croissance plus faible des salaires réels est donc attendue.** La productivité réelle par heure travaillée dans les économies de l'UE27 a reculé de 0,1 pour cent par an au cours de la période 2021-2023. Ce chiffre est à comparer à une croissance de 1,0 pour cent par an sur la période 2010-2019 (l'année 2020 est exclue en raison du bouleversement des tendances dû à la pandémie de COVID-19) (figure 2.5 a)). De même, la productivité réelle du travail par personne n'a augmenté que de 0,2 pour cent par an de 2021 à 2023, contre 0,8 pour cent par an de 2010 à 2019. De telles disparités entre les périodes antérieures et postérieures à la pandémie montrent qu'un net ralentissement est en cours dans les économies de l'UE27. Quant au nombre d'heures hebdomadaires travaillées par personne occupée, il a augmenté de 0,3 pour cent par an entre 2021 et 2023, contre une *baisse de* 0,3 pour cent par an entre 2010 et 2019. Combinées à des perspectives économiques moroses, ces tendances laissent augurer une croissance plus faible des salaires réels.

► **Tableau 2.5. Estimations et projections concernant l'emploi, le chômage, le chômage des jeunes et la population active, aux niveaux régional et sous-régional, Europe et Asie centrale, 2021-2026**

Région/ sous-région	Ratio emploi-population (pourcentages)						Emploi (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Europe et Asie centrale	54,0	54,8	55,1	55,0	54,7	54,5	416,4	423,8	426,6	427,7	427,1	426,6
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	53,6	54,6	54,8	54,7	54,6	54,4	207,2	212,1	214,2	214,5	214,4	214,0
Europe de l'Est	56,4	56,7	56,9	56,7	56,1	55,6	137,4	136,8	136,2	135,6	134,3	133,3
Asie centrale et occidentale	50,8	52,3	52,7	53,0	52,9	52,8	71,8	74,9	76,2	77,6	78,4	79,3
	Taux de chômage (pourcentages)						Chômage (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Europe et Asie centrale	6,9	6,0	5,7	5,5	5,5	5,5	30,8	26,9	25,7	24,8	24,9	24,9
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	7,3	6,3	6,2	6,1	6,0	5,9	16,3	14,2	14,1	13,9	13,6	13,5
Europe de l'Est	5,2	4,5	4,0	3,7	3,9	3,9	7,6	6,4	5,7	5,2	5,4	5,4
Asie centrale et occidentale	8,8	7,8	7,3	6,8	7,0	7,1	6,9	6,3	6,0	5,7	5,9	6,0
	Taux de chômage des jeunes (pourcentages)						Chômage des jeunes (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Europe et Asie centrale	16,4	14,4	13,9	13,5	13,6	13,6	6,8	6,1	6,0	5,8	5,9	6,0
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	16,2	14,0	14,2	14,3	14,2	14,3	3,5	3,1	3,2	3,3	3,3	3,4
Europe de l'Est	15,6	14,2	12,6	11,4	11,6	11,4	1,4	1,2	1,1	1,0	1,0	1,0
Asie centrale et occidentale	17,4	15,3	14,3	13,3	13,7	13,9	2,0	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7
	Taux d'activité (pourcentages)						Population active (millions)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Europe et Asie centrale	58,0	58,3	58,4	58,2	57,9	57,7	447,3	450,7	452,3	452,4	452,0	451,5
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	57,8	58,3	58,4	58,3	58,1	57,8	223,5	226,4	228,3	228,4	228,0	227,5
Europe de l'Est	59,5	59,4	59,3	58,9	58,4	57,9	145,0	143,1	141,9	140,7	139,7	138,6
Asie centrale et occidentale	55,7	56,7	56,8	56,8	56,8	56,8	78,7	81,2	82,2	83,2	84,3	85,3

Source: ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024.

► **Figure 2.5. Quelques indicateurs relatifs à la productivité du travail, UE27, 2010-2023**



**La croissance de la productivité du travail peut s'expliquer en partie par la rétention de main-d'œuvre, vestige de la période de la pandémie de COVID-19.**

L'indicateur de rétention de la main-d'œuvre de la Banque centrale européenne, qui mesure la part des entreprises qui n'ont pas réduit leurs effectifs malgré une dégradation de leurs perspectives (Botelho, 2024), estime cette part à 19,2 pour cent au premier trimestre (T1) de 2024, bien plus que les 12 pour cent enregistrés au même trimestre avant le début de la pandémie (T1 2019). Comme le montre la figure 2.5 b), la rétention de main-d'œuvre a bondi pendant la pandémie, atteignant un pic de 29,6 pour cent au troisième trimestre de 2020. Malgré une baisse au troisième trimestre de 2021, elle est restée élevée en 2022 et n'a commencé à fléchir qu'en 2024. Cette rétention de main-d'œuvre malgré la dégradation des perspectives économiques relève de facteurs cycliques et structurels, les entreprises amortissant les chocs. Toutefois, elle correspond également à une croissance plus faible de la productivité du travail (Gabriele, Gumanova et Kühl, 2024; Devulder et coll., 2024). L'affaiblissement des perspectives économiques en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest devrait se traduire par des licenciements puis par des hausses du chômage.

**La faible croissance de la productivité dans la région est due davantage à l'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest qu'à l'Europe de l'Est, et elle est de mauvais augure pour la croissance des salaires réels.**

La productivité du travail en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest a augmenté beaucoup plus lentement (0,5 pour cent par an sur la période 2014-2024) qu'en Europe de l'Est (2,2 pour cent par an). Plusieurs pays d'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest ont également enregistré une diminution de la croissance des salaires réels, alors que des augmentations ont été observées dans de nombreux pays d'Europe de l'Est. La croissance annuelle moyenne des salaires réels a reculé entre 2022 et 2024 en France, en Irlande, en Italie, en Suède et en Suisse, alors qu'elle a augmenté dans la plupart des pays d'Europe de l'Est au cours de la même période (OIT, 2024g). Cela s'explique en partie par le ralentissement de la transformation structurelle en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, qui, combiné à des perspectives économiques peu encourageantes, n'augure rien de bon pour la croissance de la productivité du travail. Ce ralentissement peut également traduire un retard en matière d'investissement dans les services, la recherche et le développement, et les infrastructures numériques, des domaines à même de contribuer à une croissance rapide de la productivité réelle par heure travaillée (Schnabel, 2024).

# Références

- ▶ AIE (Agence internationale de l'énergie). 2024. «Energy Prices». <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-product/energy-prices>.
- ▶ Ainsley, Julia, Joel Seidman et Didi Martinez. 2023. «Canada and the U.S. Both Face Labor Shortages. One Country Is Increasing Immigration», *NBC News*, 7 janvier 2023. <https://www.nbcnews.com/politics/immigration/canada-us-increasing-immigration-labor-shortage-rcna64691>.
- ▶ Amin, Luqman. 2024. «Nearly 300,000 Jobs Lost Due to Automation and AI since 2020, Says Deputy Minister», *The Edge Malaysia*, 21 octobre 2024. <https://theedgemaalaysia.com/node/730901>.
- ▶ Andrewin, Aisha, Jose Rodriguez-Llanes et Debarati Guha-Sapir. 2015. «Determinants of the Lethality of Climate-Related Disasters in the Caribbean Community (CARICOM): A Cross-Country Analysis», *Scientific Reports* 5 (juillet): 11972. <https://doi.org/10.1038/srep11972>.
- ▶ BAFD (Banque africaine de développement). 2024a. *Perspectives économiques en Afrique 2024: impulser la transformation de l'Afrique par la réforme de l'architecture financière mondiale*. <https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2024>.
- ▶ —. 2024b. «Assemblées annuelles 2024: la résolution de la dette, antienne des pays africains, pierre angulaire de la réforme de l'architecture financière mondiale», 15 mai 2024. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/assemblees-annuelles-2024-la-resolution-de-la-dette-antienne-des-pays-africains-pierre-angulaire-de-la-reforme-de-larchitecture-financiere-mondiale-70790>.
- ▶ Banque mondiale. 2023. «La croissance des envois de fonds des migrants se poursuit mais ralentit en 2023», communiqué de presse, 18 décembre 2023. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/12/18/remittance-flows-grow-2023-slower-pace-migration-development-brief>.
- ▶ —. 2024a. «Lutter contre les inégalités pour revitaliser la croissance et réduire la pauvreté en Afrique», *Africa's Pulse* 29, avril 2024. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/f6726556-03bf-428c-a626-9ada18bc671d/content>.
- ▶ —. 2024b. *World Bank Economic Monitoring Report: Impacts of the Conflict in the Middle East on the Palestinian Economy*, septembre 2024. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/c25061ab26d14d7acc0330d5a7b4d496-0280012024/original/PalestinianEconomicUpdate-Sept2024-FINAL.pdf>.
- ▶ —. 2024c. *Jobs and Technology: East Asia and Pacific Economic Update*. <https://www.worldbank.org/en/publication/east-asia-and-pacific-economic-update>.
- ▶ —. 2024d. *Better Education for Stronger Growth: Europe and Central Asia Economic Update*. <https://www.worldbank.org/en/region/eca/publication/europe-and-central-asia-economic-update>.
- ▶ BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). 2024. «Regional Economic Prospects in the EBRD Regions: Taming Inflation», mai 2024. <https://www.ebrd.com/news/2024/growth-in-ebrd-regions-to-pick-up-despite-geopolitical-p pressures.html>.
- ▶ Berglind, Niklas, Ankit Fadia et Tom Isherwood. 2022. «The Potential Value of AI and How Governments Could Look to Capture It». McKinsey, 25 juillet 2022. <https://www.mckinsey.com/industries/public-sector/our-insights/the-potential-value-of-ai-and-how-governments-could-look-to-capture-it>.
- ▶ Botelho, Vasco. 2024. «Higher Profit Margins Have Helped Firms Hoard Labour», *ECB Economic Bulletin* 4/2024, Banque centrale européenne. [https://www.ecb.europa.eu/press/economic-bulletin/focus/2024/html/ecb.ebbox202404\\_03~c65ab9309a.en.html](https://www.ecb.europa.eu/press/economic-bulletin/focus/2024/html/ecb.ebbox202404_03~c65ab9309a.en.html).
- ▶ Braga, João, et Ekkehard Ernst. 2023. «Financing the Green Transition: The Role of Macro-economic Policies in Ensuring a Just Transition», *Frontiers in Climate*, 31 août 2023. <https://www.frontiersin.org/journals/climate/articles/10.3389/fclim.2023.1192706/full>.

- ▶ Cabato, Luisa. 2024. «Filipinos Losing Jobs to AI, Says DOLE Chief», *Inquirer.Net*, 26 juin 2024. <https://newsinfo.inquirer.net/1955239/dole-on-artificial-intelligence>.
- ▶ CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2024. *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2024: Low-Growth Trap, Climate Change and Employment Trends*. <https://www.cepal.org/en/publications/80596-economic-survey-latin-america-and-caribbean-2024-low-growth-trap-climate-change>.
- ▶ Chami, Ralph, Ekkehard Ernst, Connel Fullenkamp et Anne Oeking. 2021. «Do Financial Flows Make a Difference in Fragile States?», dans *Macroeconomic Policy in Fragile States*, publié sous la dir. de Ralph Chami, Raphael Espinoza et Peter J. Montiel, 449-492. Oxford: Oxford University Press.
- ▶ CIMT (Conseil de l'information sur le marché du travail). 2024. «La résilience du marché du travail face au vieillissement de la population». <https://lmic-cimt.ca/fr/la-resilience-du-marche-du-travail-face-au-vieillissement-de-la-population/>.
- ▶ DESA (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies). 2020. «International Migrant Stock 2020». <https://www.un.org/development/desa/pd/content/international-migrant-stock>.
- ▶ Devulder, Antoine, Bruno Ducoudré, Matthieu Lemoine et Thomas Zuber. 2024. «Comment expliquer les pertes de productivité observées en France depuis la période pré-Covid?», Banque de France, 22 mars 2024. <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/comment-expliquer-les-pertes-de-productivite-observees-en-france-depuis-la-periode-pre-covid>.
- ▶ EIU (Economist Intelligence Unit). 2024a. «Africa: One-Click Report».
- ▶ —. 2024b. «North America: One-Click Report».
- ▶ —. 2024c. «Latin America: One-Click Report».
- ▶ —. 2024d. «MENA: One-Click Report».
- ▶ —. 2024e. «Asia: One-Click Report».
- ▶ —. 2024f. «Europe: One-Click Report».
- ▶ ELA (Autorité européenne du travail). 2024. *EURES: Report on Labour Shortages and Surpluses 2023*. [https://www.ela.europa.eu/sites/default/files/2024-05/EURES-Shortages\\_Report-V8.pdf](https://www.ela.europa.eu/sites/default/files/2024-05/EURES-Shortages_Report-V8.pdf).
- ▶ Ernst, Ekkehard, et Lisa Feist. 2024. «Tomorrow at Work: The Age of Shortages», *Intereconomics* 59 (3): 125-131. <https://www.intereconomics.eu/contents/year/2024/number/3/article/tomorrow-at-work-the-age-of-shortages.html>.
- ▶ FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2024. «L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est envolé à son plus haut niveau depuis 18 mois, porté par le bond des cours des huiles végétales», *Situation alimentaire mondiale*, 8 novembre 2024. <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>. Voir aussi <https://www.fao.org/newsroom/detail/fao-food-price-index-rises-in-october--its-steepest-climb-in-over-a-year/fr>.
- ▶ Fernald, John. 2024. «American Productivity Still Leads the World», *The Economist*, 14 octobre 2024. <https://www.economist.com/special-report/2024/10/14/american-productivity-still-leads-the-world>.
- ▶ FMI (Fonds monétaire international). 2024a. *Perspectives de l'économie mondiale: changement de cap et menaces grandissantes*. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2024/10/22/world-economic-outlook-october-2024>.
- ▶ —. 2024b. «Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne. Une reprise timide et coûteuse», avril 2024. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2024/04/19/regional-economic-outlook-for-sub-saharan-africa-april-2024>.

- —. 2024c. «Regional Economic Outlook: Western Hemisphere», avril 2024. <https://www.imf.org/en/Publications/REO/WH/Issues/2024/04/19/regional-economic-outlook-western-hemisphere-april-2024#:~:text=The%20Western%20Hemisphere&text=Growth%20is%20now%20moderating%2C%20from,policies%20aimed%20at%20curbing%20inflation.>
- —. 2024d. «Regional Economic Outlook: Asia and Pacific. Steady Growth amid Diverging Prospects», avril 2024. <https://www.imf.org/en/Publications/REO/APAC/Issues/2024/04/30/regional-economic-outlook-for-asia-and-pacific-april-2024.>
- —. 2024e. «Perspectives économiques régionales: Europe. Réussir un atterrissage en douceur par vent de travers pour une reprise pérenne», avril 2024. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/EU/Issues/2024/04/05/regional-economic-outlook-europe-april-2024.>
- Forum économique mondial. 2023. «See How the Middle East Is People-Powering the Digital Revolution», *Jobs and the Future of Work*, 18 juillet 2023. [https://www.weforum.org/agenda/2023/07/is-the-middle-east-showing-how-the-digital-revolution-will-be-people-powered/.](https://www.weforum.org/agenda/2023/07/is-the-middle-east-showing-how-the-digital-revolution-will-be-people-powered/)
- Gabriele, Carmine, Katarina Gumanova et Michael Kühl. 2024. «Labour Hoarding – Euro Area’s Achilles Heel?», Mécanisme européen de stabilité, 30 octobre 2024. <https://www.esm.europa.eu/blog/labour-hoarding-euro-areas-achilles-heel.>
- Gatti, Roberta, Federico Bennett, Hoda Assem, Rana Lotfi, Gianluca Mele, Ilias Suvanov et Asif M. Islam. 2024. «Conflit et dette dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord», *Bulletin d'information économique de la Région MENA*, avril 2024. <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099253104152423350/idu1f4bdca6e1dc9f141ec1b6001cff6ffefdaa9.>
- Gmyrek, Pawel, Janine Berg et David Bescond. 2023. «Generative AI and Jobs: A Global Analysis of Potential Effects on Job Quantity and Quality», ILO Working Paper 96. <https://www.ilo.org/publications/generative-ai-and-jobs-global-analysis-potential-effects-job-quantity-and.>
- Gouvernement du Canada. 2021. «Rapport annuel au Parlement sur l’immigration, 2022». <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/rapport-annuel-parlement-immigration-2022.html.>
- —. 2022. «Avis – Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d’immigration 2023-2025», 1<sup>er</sup> novembre 2022. <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2023-2025.html.>
- Habibian, Sabine, Angela Elzir et Ahmad Jaber. 2023. «Lebanon: Survey Reveals Gaps between Education and the Job Market», *Arab Voices*, 28 mars 2023. <https://blogs.worldbank.org/en/arabvoices/lebanon-survey-reveals-gaps-between-education-and-job-market.>
- IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables) et OIT. 2024. *Renewable Energy and Jobs: Annual Review 2024*. <https://www.ilo.org/publications/renewable-energy-and-jobs-annual-review-2024.>
- JustJobs Network. 2024. «Gender, AI, and Digital Skills Ecosystem: Middle East and North Africa», Factsheet. [https://justjobsnetwork.org/files/gender-ai-and-digital-skills-ecosystem-middle-east-and-north-africa\\_aug-24.pdf.](https://justjobsnetwork.org/files/gender-ai-and-digital-skills-ecosystem-middle-east-and-north-africa_aug-24.pdf.)
- Katanich, Doloresz. 2024. «The Portuguese Government Tries to Tempt the Under 35s with Tax Breaks», *Euronews*, 11 octobre 2024. <https://www.euronews.com/business/2024/10/11/the-portuguese-government-tries-to-tempt-the-under-35s-with-tax-breaks.>
- Katjomuise, Kavazeua, et Fliss Liwaaddine. Sans date. «Reducing Remittance Costs to Africa: A Path to Resilient Financing for Development». Nations Unies, Bureau de la Conseillère spéciale pour l’Afrique. <https://www.un.org/osaa/news/reducing-remittance-costs-africa-path-resilient-financing-development.>
- Maloney, William, Pablo Garriga, Marcela Meléndez, Raúl Morales, Charl Jooste, James Sampi, Jorge Thompson Araujo et Ekaterina Vostroknutova. 2024. *Competition: The Missing Ingredient for Growth?* Banque mondiale. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099062724232523920/p5038731843fd30321a55a1f013cb083dd1.>

- ▶ Mawejje, Joseph. 2024. *Fiscal Vulnerabilities in Low-Income Countries: Evolution, Drivers, and Policies*. Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/en/research/publication/fiscal-vulnerabilities>.
- ▶ Morales, Neil Jerome. 2024. «Philippine Outsourcing to Grow 7% This Year despite AI Threat, Industry Group Says», *Reuters*, 2 octobre 2024. <https://www.reuters.com/technology/artificial-intelligence/philippine-outsourcing-grow-7-this-year-despite-ai-threat-industry-group-says-2024-10-02/>.
- ▶ Myllyvirta, Lauri. 2024. «Analysis: Clean Energy Was Top Driver of China's Economic Growth in 2023», *CarbonBrief*, 25 janvier 2024. <https://www.carbonbrief.org/analysis-clean-energy-was-top-driver-of-chinas-economic-growth-in-2023/>.
- ▶ Nations Unies et OIT. 2024. *Mind the AI Divide: Shaping a Global Perspective on the Future of Work*. <https://www.ilo.org/publications/major-publications/mind-ai-divide-shaping-global-perspective-future-work>.
- ▶ OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2023. *Latin American Economic Outlook 2023: Investing in Sustainable Development*. [https://www.oecd.org/en/publications/2023/12/latin-american-economic-outlook-2023\\_3f49ef87.html](https://www.oecd.org/en/publications/2023/12/latin-american-economic-outlook-2023_3f49ef87.html).
- ▶ OIT. 2020. *Tourism Sector in the English- and Dutch- Speaking Caribbean: An Overview and the Impact of COVID-19 on Growth and Employment*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/tourism-sector-english-and-dutch-speaking-caribbean-overview-and-impact>.
- ▶ —. 2023a. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/emploi-et-questions-sociales-dans-le-monde-tendances-2023>.
- ▶ —. 2023b. *Integrated Approaches for Formalization in Asia and the Pacific*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/integrated-approaches-formalization-asia-and-pacific>.
- ▶ —. 2024a. *World Social Protection Report 2024–26: Universal Social Protection for Climate Action and a Just Transition*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/flagship-reports/world-social-protection-report-2024-26-universal-social-protection-climate>. [Version française à paraître. Un résumé est disponible sous le titre «Rapport mondial sur la protection sociale 2024-2026: protection sociale universelle pour l'action climatique et une transition juste» à l'adresse <https://www.ilo.org/fr/node/664696>.]
- ▶ —. 2024b. *Arab States Employment and Social Outlook – Trends 2024: Promoting Social Justice through a Just Transition*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/major-publications/arab-states-employment-and-social-outlook-trends-2024-promoting-social>.
- ▶ —. 2024c. *Global Employment Trends for Youth 2024: Decent Work, Brighter Futures*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/major-publications/global-employment-trends-youth-2024>. [Un résumé en français est disponible sous le titre «Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2024: des emplois décents pour un avenir meilleur» à l'adresse <https://www.ilo.org/fr/publications/major-publications/tendances-mondiales-de-lemploi-des-jeunes-2024>.]
- ▶ —. 2024d. «Pacific Employment and Social Monitor, April 2024: Towards Resilient Labour Markets and Better Jobs», ILO brief, avril 2024. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/pacific-employment-and-social-monitor-april-2024-towards-resilient-labour>.
- ▶ —. 2024e. *Asia–Pacific Employment and Social Outlook 2024: Promoting Decent Work and Social Justice to Manage Ageing Societies*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/major-publications/asia-pacific-employment-and-social-outlook-2024-promoting-decent-work-and>.
- ▶ —. 2024f. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2024*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/emploi-et-questions-sociales-dans-le-monde-tendances-2024>.
- ▶ —. 2024g. *Global Wage Report 2024-25: Is Wage Inequality Decreasing Globally?* Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/flagship-reports/global-wage-report-2024-25-wage-inequality-decreasing-globally>. [Version française à paraître. Un résumé est disponible sous le titre «Rapport mondial sur les salaires 2024-25: vers une baisse des inégalités salariales au niveau mondial?» à l'adresse <https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/rapport-mondial-sur-les-salaires-2024-25-vers-une-baisse-des-inegalites>.]

- ▶ — et PCBS (Bureau central palestinien de statistique). 2024. «A Year of War in Gaza: Impacts on Employment and Livelihoods in the West Bank and Gaza Strip», ILO brief, octobre 2024. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/year-war-gaza-impacts-employment-and-livelihoods-west-bank-and-gaza-strip>.
- ▶ Patrick, Diana Wilson. 2024. «Sustainable Social Development as a Path to Food Security in the Caribbean», *Journal of International Affairs*, édition spéciale «Global Food Security», printemps/été 2024. <https://jia.sipa.columbia.edu/news/sustainable-social-development-path-food-security-caribbean>.
- ▶ PwC. 2018. «US\$320 Billion by 2030? The Potential Impact of AI in the Middle East». <https://www.pwc.com/m1/en/publications/documents/economic-potential-ai-middle-east.pdf>.
- ▶ Ratha, Dilip. 2023. «La croissance des envois de fonds des migrants se poursuit mais ralentit en 2023», *Opinions*, 18 décembre 2023. <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/la-croissance-des-envois-de-fonds-des-migrants-se-poursuit-mais-ralentit-en-2023>.
- ▶ —, Vandana Chandra, Eung Ju Kim, Sonia Plaza et William Shaw. 2023. «Leveraging Diaspora Finances for Private Capital Mobilization». Banque mondiale. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099740408142422676/1du184dfd61b1e135142421a20213728b2e8fa86>.
- ▶ Roy, Diana. 2024. «How the Caribbean Is Building Climate Resilience», Council on Foreign Relations, 13 novembre 2024. <https://www.cfr.org/backgroundunder/how-caribbean-building-climate-resilience>.
- ▶ Schnabel, Isabel. 2024. «Escaping Stagnation: Towards a Stronger Euro Area», 19th Walter Eucken Lecture, Fribourg-en-Brigau, 2 octobre 2024. [https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2024/html/ecb.sp241002\\_2\\_annex~e5c3d49331.en.pdf](https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2024/html/ecb.sp241002_2_annex~e5c3d49331.en.pdf).
- ▶ Schneidman, Witney, Admassu Tadesse et Abyssinia Lissanu. 2022. «Diaspora Bonds: An Innovative Source of Financing?», Brookings, 27 mai 2022. <https://www.brookings.edu/articles/diaspora-bonds-an-innovative-source-of-financing/>.
- ▶ Schwidrowski, Zuzana. 2024. «Taming Africa's Debt Monster», *African Business*, 24 septembre 2024. <https://african.business/2024/09/finance-services/taming-africas-debt-monster#:~:text=As%20Africa%27s%20public%20debt%20levels,and%20the%20rock%20of%20development.&text=The%20global%20landscape%20today%20is,significantly%20impacted%20economic%20stability%20worldwide>.
- ▶ Songwe, Vera, et Landry Signé. 2024. «Why the Climate Crisis Is a Generational Opportunity for Africa», Brookings, 18 septembre 2024. <https://www.brookings.edu/articles/why-the-climate-crisis-is-a-generational-opportunity-for-africa/#:~:text=Africa%20can%20start%20transitioning%20its,to%20more%20sustainable%2C%20green%20production>.
- ▶ Spencer, Nekeisha, Eric Strobl et Alrick Campbell. 2022. «Sea Level Rise under Climate Change: Implications for Beach Tourism in the Caribbean», *Ocean & Coastal Management* 225: 106207.





# 3

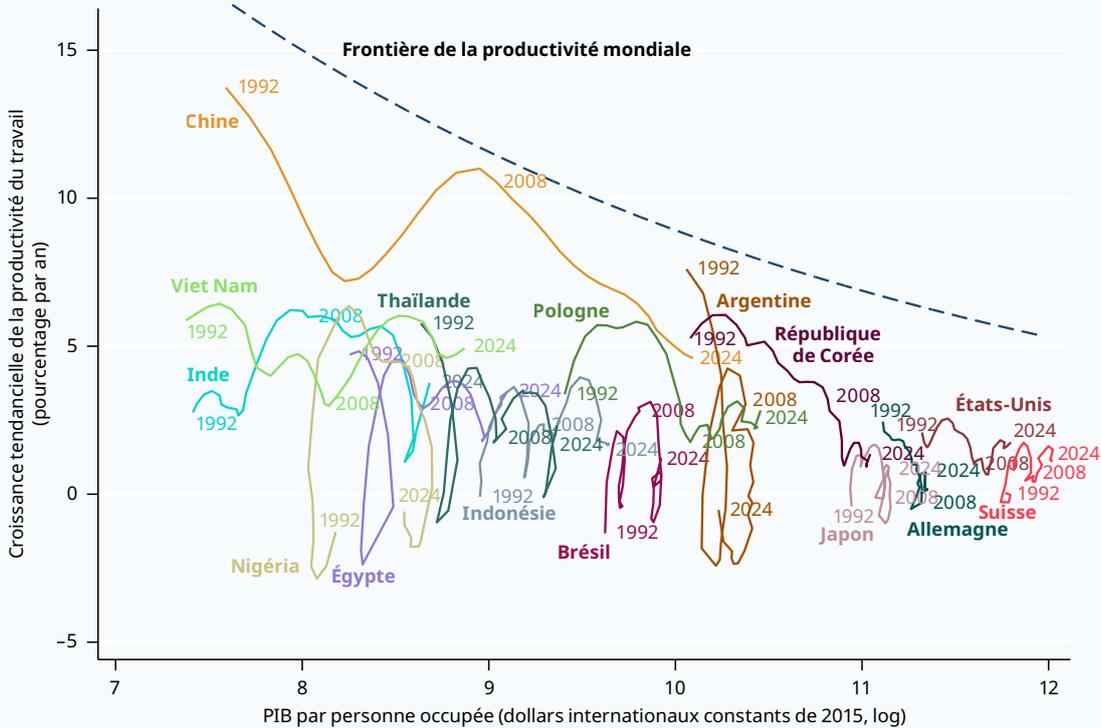
## Emploi productif et inégalités spatiales

### ► La productivité a ralenti sur fond d'accroissement des inégalités spatiales

**Le ralentissement de la croissance de la productivité est très préoccupant tant pour les économies développées que pour les économies en développement.** Une baisse prolongée de la croissance de la productivité pèse sur le produit intérieur brut (PIB) et compromet l'amélioration du niveau de vie. Elle risque d'entraîner une stagnation des salaires et d'aggraver diverses formes d'inégalité. De plus, ce ralentissement survient à un moment où il est nécessaire d'augmenter constamment la productivité et l'efficacité des ressources afin de relever les niveaux de vie sans franchir les limites planétaires (Terzi, 2022).

**L'espoir placé dans le progrès technologique pour atteindre des niveaux plus élevés de croissance de la productivité ne s'est pas concrétisé.** Malgré des avancées technologiques majeures, en particulier dans le domaine du numérique, la croissance de la productivité a continué à fléchir au cours des deux dernières décennies (OIT, 2023; Dieppe, 2021; Adler et coll., 2017). Les gains de productivité escomptés ne se sont pas matérialisés, pas plus que les niveaux de vie ou les conditions de travail ne se sont améliorés pour la majeure partie de la main-d'œuvre mondiale (OIT, 2023). En outre, la croissance de la productivité résultant d'une réorientation progressive de l'emploi vers des activités très productives, appelée «transformation structurelle», qui est une importante source de croissance dans les pays en développement, a également marqué le pas.

► Figure 3.1. La frontière de la productivité mondiale, 1991-2024



**Note:** La croissance tendancielle de la productivité du travail est calculée à partir de séries filtrées Hodrick-Prescott de la croissance annuelle de la productivité du travail par personne occupée (en pourcentage).

**Sources:** ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024; calculs propres, pays sélectionnés.

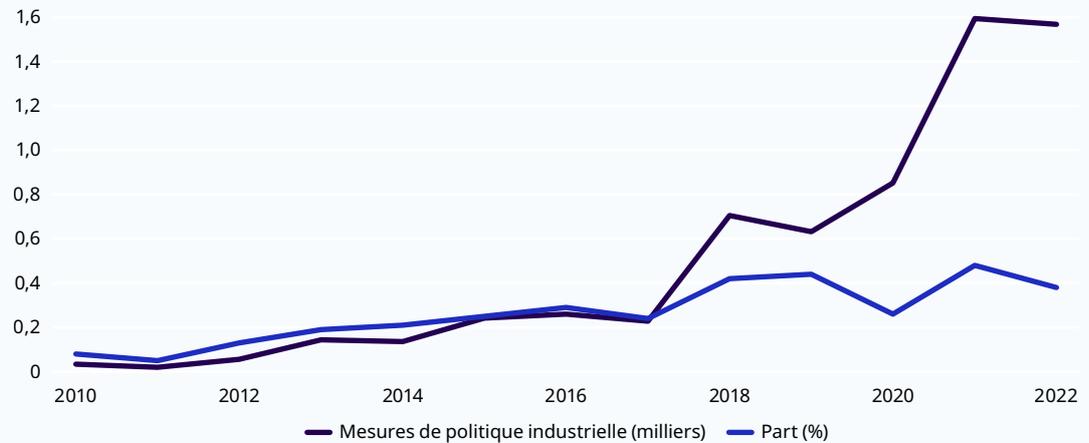
**Ce que l'on croyait être un phénomène propre aux pays développés se propage désormais aux pays en développement, ce qui soulève des questions au sujet de la convergence mondiale de la productivité et des niveaux de vie** (Diao, McMillan et Rodrik, 2019). Certaines régions, comme l'Amérique latine, connaissent depuis longtemps des problèmes de faible croissance de la productivité. Mais la croissance de la productivité semble avoir ralenti même dans les pays que l'on croyait exceptionnellement performants, qui sont désormais de plus en plus confrontés au «piège du revenu intermédiaire» (Banque mondiale, 2024). La croissance de la productivité ralentit aujourd'hui dans des pays à des niveaux de développement économique beaucoup plus faibles que par le passé, comme c'était le cas dans des pays tels que la République de Corée (voir figure 3.1). Par conséquent, les inégalités de revenus au niveau mondial se sont à peine résorbées au cours de la dernière décennie, et de moins en moins de personnes sortent de la pauvreté au travail et de l'informalité.

**Pour remédier au problème du ralentissement de la croissance de la productivité, de nombreux pays ont adopté des politiques sectorielles ciblées** (figure 3.2). Elles font partie d'un ensemble plus large de «politiques industrielles» et s'appuient sur des subventions, des abattements fiscaux, les règles de marchés publics, des ajustements réglementaires et des investissements dans les infrastructures

(locales) pour attirer les entreprises dans des lieux et des secteurs spécifiques afin de stimuler le développement économique local. Elles favorisent par définition certains sites plus que d'autres, dans l'espoir de déclencher une évolution plus large de la composition sectorielle qui profiterait à l'économie dans son ensemble. En revanche, les politiques structurelles, qui ont été en vogue pendant longtemps, se concentrent sur des ajustements réglementaires et fiscaux propres au marché au sens large, tels que l'abaissement des barrières à l'entrée dans certains secteurs, l'assouplissement de la régulation du marché du travail ou la réduction de la fiscalité légale. Ces politiques s'appliquent généralement à l'ensemble d'une juridiction, indépendamment de la ville ou de la province dans laquelle l'entreprise est implantée. Les politiques industrielles, qui sont tombées en désuétude au cours des années 1970 et 1980, font aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt parce qu'elles permettent des interventions plus ciblées, et potentiellement plus rentables (ONUUDI, 2024; Evenett et coll., 2024). Toutefois, compte tenu de leur nature spatialement concentrée, ces interventions risquent d'entretenir les inégalités spatiales si elles ne provoquent pas de retombées dans d'autres provinces ou villes.

**La compréhension des implications spatiales de la transformation structurelle et des politiques visant à améliorer la croissance de la productivité peut aider à mieux cerner le ralentissement actuel de la productivité.**

► **Figure 3.2. Mesures de politique industrielle dans le monde**



**Note:** Mesures de politique industrielle en valeur absolue et en proportion de toutes les mesures liées au commerce entre 2010 et 2022 dans l'ensemble du monde.

**Source:** Juhász, Lane et Rodrik (2023).

Les analyses des facteurs empêchant une croissance plus rapide de la productivité se sont en grande partie concentrées sur les obstacles institutionnels, technologiques et liés aux compétences aux niveaux national ou sectoriel. Peu d'attention a été accordée aux conditions économiques et sociales locales nécessaires au décollage des économies. Les entreprises, les décideurs politiques locaux, les établissements d'enseignement et les partenaires sociaux doivent coordonner leur action pour attirer les talents, mobiliser les capitaux et allouer les ressources de la manière la plus efficace possible. Les inégalités spatiales – c'est-à-dire les différences de niveau de vie, de conditions de travail et de possibilités d'emploi entre les provinces ou les villes d'un pays – résultent d'effets d'agglomération, autrement dit du fait que les entreprises très productives préfèrent souvent investir dans des zones très productives (Lindenlaub, Oh et Peters, 2022)<sup>7</sup>. Dans le même temps, les inégalités spatiales peuvent constituer un indicateur des obstacles au développement économique durable et au travail décent lorsque les entreprises et les emplois restent concentrés dans quelques zones très sélectives, empêchant les revenus et la richesse de se propager dans un pays (Moretti, 2012; Autor, 2019). Ces fortes inégalités spatiales peuvent avoir contribué au ralentissement général de la croissance de la productivité, parce que le regroupement d'activités en quelques endroits seulement risque de provoquer des effets de saturation qui empêchent le développement durable des forces productives. Les pays à fort cloisonnement spatial affichent souvent une productivité et une compétitivité médiocres (Hausmann et coll., 2023)<sup>8</sup>.

**Afin de faire le point sur la répartition spatiale très inégale des emplois et de l'activité économique, nous analysons dans ce chapitre la relation entre la transformation structurelle, son rôle dans la croissance de la productivité et ses implications infranationales pour la localisation des emplois.** Nous donnons tout d'abord un aperçu des grandes tendances nationales en matière de changement structurel et de productivité, en nous attardant sur le rôle du ralentissement de la transformation structurelle dans la baisse de la croissance de la productivité. Nous nous penchons ensuite sur l'impact de la transformation structurelle sur les inégalités spatiales, en documentant les effets inégaux du transfert de ressources de l'agriculture vers l'industrie manufacturière et divers types de services sur les possibilités d'emploi productif des travailleurs dans différentes juridictions. Nous soulignons que l'emploi dans le secteur des services présente un degré élevé d'hétérogénéité qui empêche la convergence des possibilités de travail décent entre les provinces et les villes, ce qui peut expliquer en partie la diminution de l'impact de la transformation structurelle sur la productivité. Pour conclure, nous mettons en évidence les difficultés auxquelles les politiques industrielles seront confrontées dans de telles conditions, en insistant sur l'importance des politiques horizontales complémentaires afin que la richesse et les possibilités d'emploi puissent se répartir plus équitablement entre les différentes provinces d'un pays.

<sup>7</sup> Par ailleurs, lorsque les activités économiques sont regroupées, le bon niveau d'analyse se situe aux niveaux infranational et municipal, en particulier dans les pays où les données détaillées à l'échelon de l'entreprise font défaut. Une telle analyse peut compléter utilement l'analyse démographique aux niveaux de l'entreprise et de l'activité.

<sup>8</sup> <https://socialmobility.independent-commission.uk/reports/spatial-agglomeration-productivity-and-inequality/>.

## ► La nature de la transformation structurelle et de la productivité

**La croissance de la productivité est tirée par deux composantes principales: l'évolution de la productivité au niveau sectoriel et les transferts d'activité de secteurs peu productifs vers des secteurs très productifs. Le ralentissement de ces deux facteurs a contribué à la décélération généralisée de la croissance de la productivité** (voir figure 3.3). La croissance de la productivité au niveau sectoriel a enregistré les changements les plus importants, qui sont souvent liés aux cycles des prix des produits de base, par exemple dans le cas des prix du pétrole pour les États arabes. Cependant, même la transformation structurelle a marqué le pas, notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne où plus de 50 pour cent de la main-d'œuvre travaillent encore dans l'agriculture (de subsistance). Dans l'ensemble, le ralentissement de la transformation structurelle donne une image sombre de la capacité des pays à transformer leur économie et à donner un coup d'accélérateur à la génération d'emplois productifs.

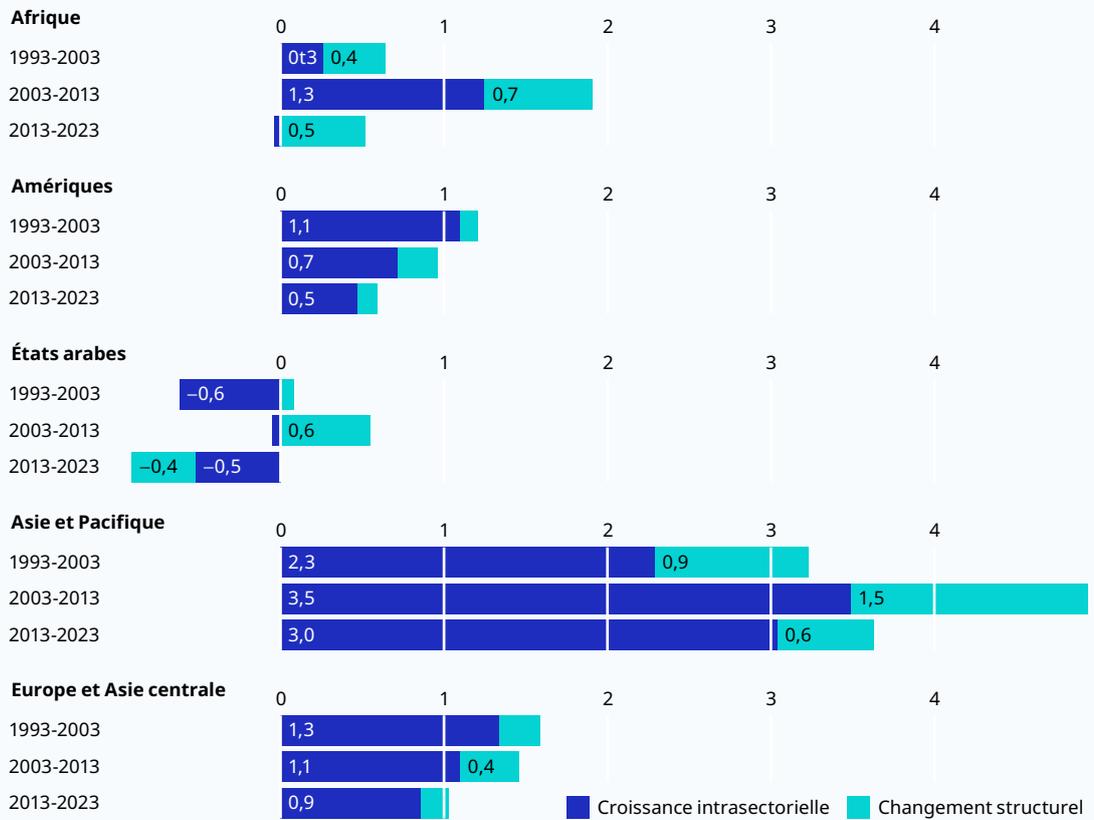
**Le ralentissement de la productivité mondiale a été attribué à une série de facteurs**, notamment au recul de la contribution du capital installé par travailleur, aux retombées moins importantes de la croissance du capital incorporel, au ralentissement des échanges et de l'efficacité de l'allocation des ressources, ainsi qu'au redéploiement sectoriel et à la moindre productivité du capital humain (OIT, 2023; Goldin et coll., 2024; OCDE, 2024). Dans de nombreux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la productivité manufacturière est restée stable au cours des trois dernières décennies. Dans les économies émergentes, en revanche, la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi a commencé à diminuer alors qu'elle n'avait atteint qu'un niveau relativement bas («désindustrialisation prématurée»; voir Rodrik, 2016; Özçelik et Özmen, 2023). Le ralentissement de la productivité manufacturière entraîne une perte d'efficacité dans la manière dont le travail, le capital et les matériaux sont convertis en produits manufacturés. Un ralentissement indique que cette efficacité augmente à un rythme plus lent, voire qu'elle stagne. En outre, la moindre importance de l'industrie manufacturière dans l'emploi

signifie que de nombreuses personnes ne passent pas de l'agriculture à des emplois plus productifs dans l'industrie.

**Le ralentissement observé de la croissance intrasectorielle peut être en partie lié à la nature hétérogène du secteur des services.** Il existe d'importantes variations de productivité non seulement entre l'industrie et les services, mais aussi au sein du secteur des services, ce qui a des conséquences en matière d'équité et de durabilité de la croissance (Na, Lee et Baek, 2017; Diao, McMillan et Rodrik, 2019; voir l'exemple du Ghana dans l'encadré 3.1). Si l'on fait la distinction entre l'industrie manufacturière et les services traditionnels, sociaux et modernes, on constate que la productivité du travail dans les services modernes est beaucoup plus élevée que dans l'industrie manufacturière ou dans les services traditionnels ou sociaux, même si l'écart de productivité avec l'industrie manufacturière se réduit progressivement dans les pays couverts par l'analyse (figure 3.4).

**Alors qu'il existe une convergence entre les pays par rapport à la productivité manufacturière, l'activité économique dans le secteur des services présente un degré élevé d'hétérogénéité entre les pays à différents niveaux de développement.** En Inde, par exemple, le secteur s'étend d'activités à faible valeur ajoutée, comme la vente de rue, aux technologies de l'information ou aux services aux entreprises hautement qualifiés (Dewan, Krishnamurthy et Taneja, 2022). Cette diversité contraste avec le secteur des services dans une économie largement formelle comme Singapour, où le commerce de gros, les transports et l'entreposage, ainsi que l'information et les communications étaient en 2021 les sous-secteurs les plus importants en termes de recettes d'exploitation (Département de la statistique de Singapour, 2021). Dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique, les services modernes, comme les technologies de l'information et le service aux entreprises, ont gagné une part croissante de travailleurs, mais ceux-ci sont très qualifiés et l'emploi total y est encore faible (OIT, 2022). En outre, l'embauche dans ces secteurs tend à favoriser les hommes au détriment des femmes (*ibid.*).

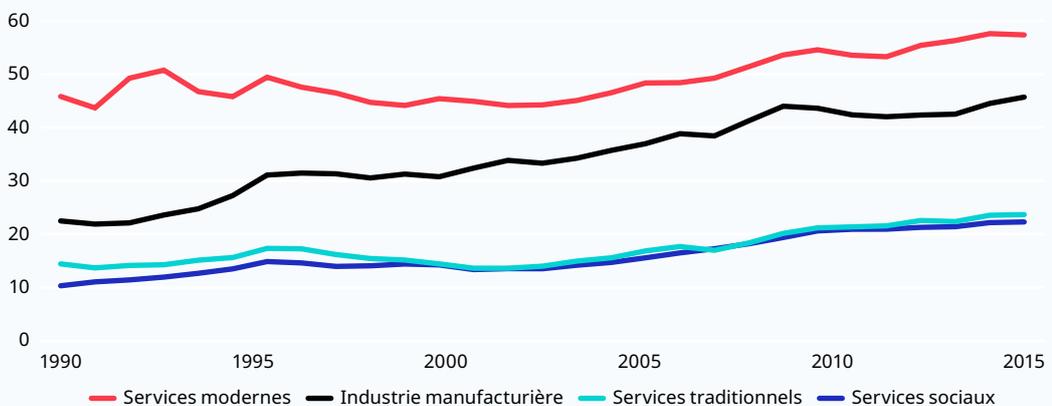
► **Figure 3.3. Croissance de la productivité: contributions de la croissance intrasectorielle et de la transformation structurelle (points de pourcentage)**



**Note:** La figure montre une décomposition des variations de la croissance de la productivité du travail, en faisant la distinction entre la part de la contribution de la croissance de la productivité au sein des secteurs et celle du déplacement de l'emploi entre les secteurs. Les secteurs utilisés pour la décomposition sont l'agriculture, les activités extractives et les services collectifs, les activités de fabrication, la construction, le commerce de gros et de détail, les restaurants et les hôtels, les transports, l'entreposage et les communications, ainsi que les autres activités.

**Sources:** Calculs du BIT à partir d'ILOSTAT, estimations modélisées du BIT, novembre 2024; estimations des Nations Unies des comptes nationaux, décembre 2023.

► **Figure 3.4. Productivité du travail dans les secteurs de l'industrie et des services**



**Note:** Productivité du travail en dollars internationaux de 2017 (milliers). Pays inclus: Argentine, Brésil, Colombie, Ghana, Inde, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam.

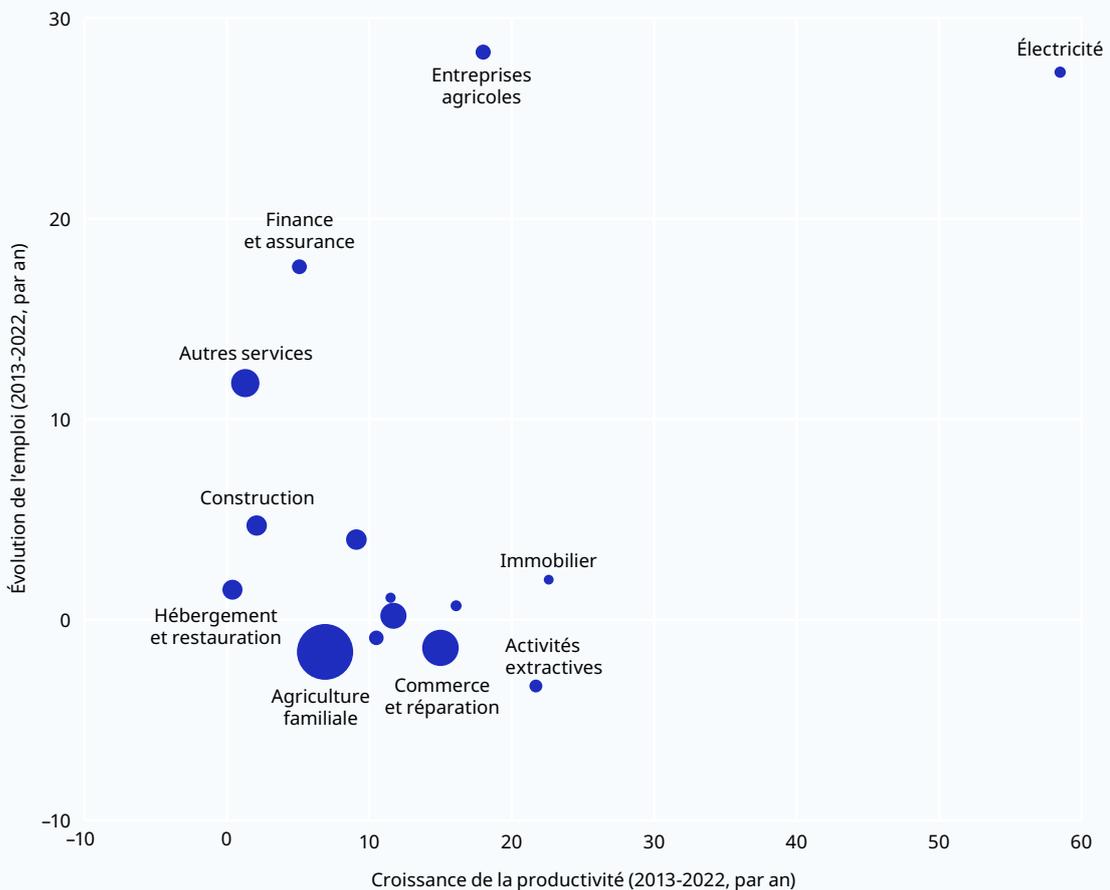
**Source:** Dieppe et Matsuoka (2024).

### ► Encadré 3.1. Mesurer la productivité pour éclairer les politiques et le dialogue social

Des mesures claires de la productivité sont indispensables pour les politiques de l'emploi et les politiques industrielles, ainsi que pour le dialogue social sur les salaires et les conditions de travail. Afin de pouvoir négocier une répartition équitable des gains économiques, les partenaires sociaux ont besoin de connaître l'évolution de la productivité du travail et de la productivité multifactorielle (ou productivité totale des facteurs), aux niveaux global et sectoriel. Certains secteurs génèrent à la fois de la

productivité et des emplois, d'autres soit des emplois, soit des gains de productivité (parfois l'un au détriment de l'autre), et d'autres encore ne génèrent ni beaucoup de productivité, ni beaucoup d'emplois. Il est donc nécessaire de comprendre les performances des secteurs en matière de productivité et d'emploi pour élaborer des politiques visant à accroître la productivité et l'utilisation de la main-d'œuvre (voir un exemple dans la figure 3.5).

### ► Figure 3.5. Performances des secteurs en matière de productivité et de croissance de l'emploi au Ghana, 2013-2022 (pourcentages)



Source: «Productivity, Jobs and Growth», Ghana Statistical Service, à paraître.

► **Encadré 3.1. (suite)**

De nombreux pays en développement ne suivent pas l'évolution de la productivité ou le font sans trop entrer dans les détails, et ce n'est généralement pas par manque de données statistiques. Bien que l'obtention de données sur le stock de capital au niveau sectoriel soit souvent un obstacle à la production de données détaillées sur la productivité multifactorielle, les données relatives à la production et à l'emploi sont généralement disponibles à un niveau désagrégé. Les détails sectoriels au-delà des trois grands secteurs que sont l'agriculture, l'industrie et les services sont intéressants pour saisir les performances très diverses des secteurs au sein de ces grands groupes. De même, les données relatives à l'emploi et aux revenus de divers groupes socio-économiques (en fonction de leur niveau d'éducation, de leur profession et de leur niveau de qualification, de leur sexe et du fait qu'ils travaillent dans l'économie formelle ou informelle) sont importantes pour que les mesures de la productivité multifactorielle saisissent les changements dans la qualité du travail, et pas seulement l'évolution du nombre de personnes occupées ou d'heures travaillées. Sans la dimension qualitative, les mesures de productivité multifactorielle (productivité totale des facteurs) sous-estiment en réalité la contribution du travail dans l'économie et surestiment souvent des aspects plus intangibles comme le progrès technologique ou les succès en matière de gestion.

Dans le cadre du programme sur les écosystèmes de productivité propices au travail décent, soutenu par la Suisse et la Norvège, l'OIT aide les organismes nationaux de statistiques et d'autres producteurs de données dans les trois pays couverts par le projet jusqu'à présent (Afrique du Sud, Ghana et Viet Nam) à utiliser pleinement leurs statistiques pour

mesurer la productivité. Les producteurs de données bénéficient d'un soutien pour appliquer les principales normes internationales et les bonnes pratiques les plus récentes afin de garantir la qualité et la comparabilité avec d'autres pays. Une récente note d'orientation (OIT, 2024) a été diffusée à cet effet. Les principaux utilisateurs de données ont été associés très tôt à ce travail, notamment les ministères du travail, de l'industrie ou de l'agriculture, les ministères chargés de la planification ou des finances, ainsi que les représentants des employeurs et des travailleurs. Cela a permis de s'assurer que les besoins en données des utilisateurs sont clairement définis dès le départ et que les utilisateurs comprennent les principales normes et contraintes avec lesquelles les producteurs de données doivent travailler.

Les niveaux et les taux de croissance de la productivité peuvent varier considérablement d'une région à l'autre. Au sein d'un même pays, certaines régions peuvent connaître une croissance rapide tandis que d'autres régressent, ce qui a des implications politiques évidentes. La mesure de la productivité et des résultats en matière d'emploi peut être localisée afin de suivre ces tendances. Les données sur le stock de capital au niveau infranational sont souvent difficiles à obtenir, contrairement aux données sur la production, la valeur ajoutée ou l'emploi pour le calcul de la productivité du travail. Dans la phase actuelle du programme sur les écosystèmes de productivité propices au travail décent, l'accent est mis sur l'obtention de mesures solides et relativement détaillées de la productivité au niveau national, mais, en fonction des besoins des parties prenantes, le programme pourrait à l'avenir également fournir une assistance pour la localisation des données sur la productivité.

## ► Inégalités spatiales et changements structurels

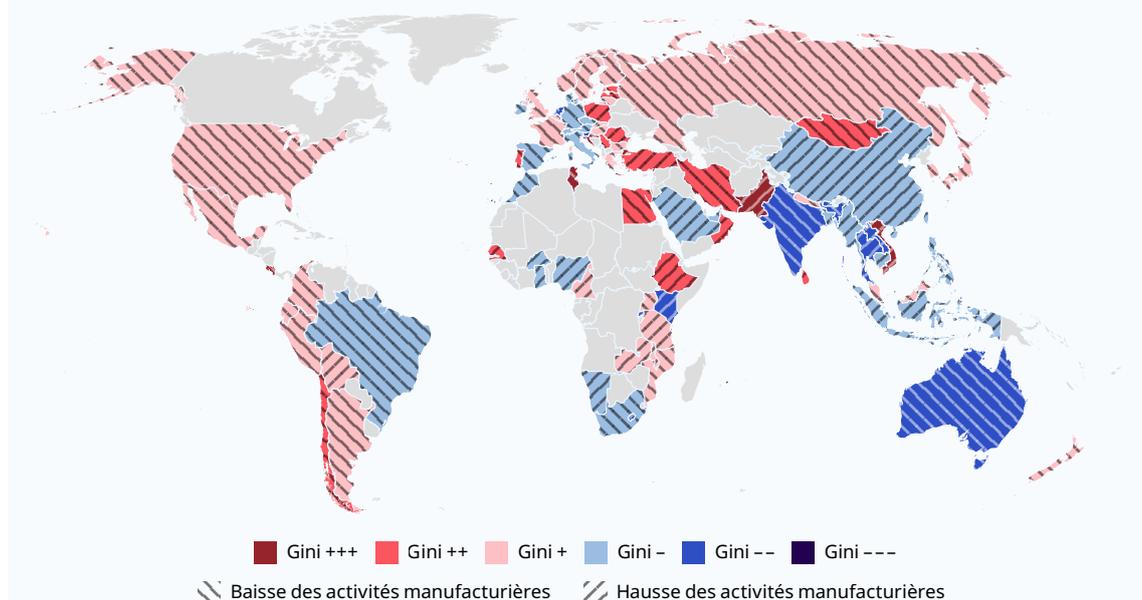
**Comment les transformations structurelles ont-elles influencé les conditions de travail et les inégalités au sein des pays?** L'emploi dans le secteur manufacturier étant lié à des investissements en capital dans des lieux spécifiques, la transition de l'agriculture vers le secteur manufacturier est supposée entraîner une augmentation des inégalités spatiales. Si l'on suit ce raisonnement, puisque les emplois du secteur des services nécessitent moins de biens d'équipement, la transition vers l'emploi dans ce secteur devrait donc faire reculer ce type d'inégalités au sein des pays.

**Cependant, aucune de ces assertions n'est corroborée lorsqu'on examine l'évolution des inégalités spatiales dans 85 pays entre 2000 et 2018 à partir d'informations détaillées basées sur des données de luminosité nocturne** (voir figures 3.6 et 3.7). Même dans les pays à revenu élevé, les tendances sectorielles de l'emploi se déplaçant

de l'industrie manufacturière vers les services font ressortir différents modèles de niveaux de vie à l'échelon infranational. Dans de nombreux pays, l'essor de l'emploi dans le secteur des services n'a pas fait reculer mais plutôt augmenter les inégalités spatiales. En revanche, la transformation structurelle visant à sortir de l'agriculture contribue à une diminution de ces inégalités. Les pays qui ont enregistré les plus fortes baisses des inégalités spatiales entre 2000 et 2018 ont tous effectué une transition en dehors de l'agriculture au cours de cette même période.

**Deux groupes de pays se distinguent en ce qui concerne l'évolution des inégalités spatiales entre 2000 et 2018.** Dans un groupe de sous-régions et de pays, la baisse des inégalités spatiales correspond à une augmentation des activités manufacturières. Il s'agit notamment de la Chine, du Bangladesh, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique de l'Est à l'exception de l'Éthiopie, et de certains pays d'Afrique

► **Figure 3.6. Évolution des inégalités spatiales et de la part des activités manufacturières dans l'emploi**

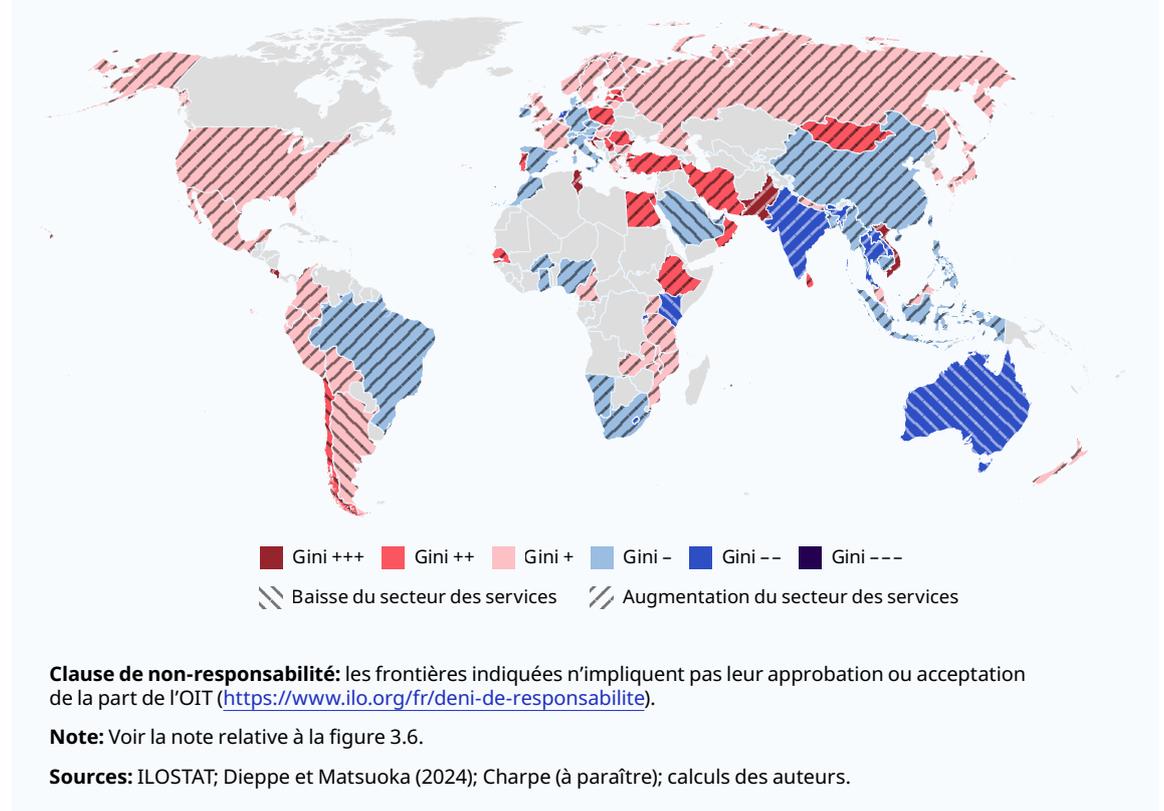


**Clause de non-responsabilité:** les frontières indiquées n'impliquent pas leur approbation ou acceptation de la part de l'OIT (<https://www.ilo.org/fr/deni-de-responsabilite>).

**Note:** Indices de Gini spatiaux calculés à partir de données sur la luminosité nocturne par habitant, qui donnent une indication détaillée de l'activité économique au niveau local (voir l'annexe de ce chapitre). L'évolution des inégalités spatiales est codée comme suit: Gini +++ = augmentation forte; Gini ++ = augmentation modérée; Gini + = augmentation faible; Gini - = baisse faible; Gini -- = baisse modérée; Gini --- = baisse forte. Les indicateurs infranationaux correspondent généralement à la première unité administrative au-dessous du niveau national.

**Sources:** ILOSTAT; Dieppe et Matsuoka (2024); Charpe (à paraître); calculs des auteurs.

► **Figure 3.7. Évolution des inégalités spatiales et de la part des services modernes (haut de gamme) dans l'emploi**



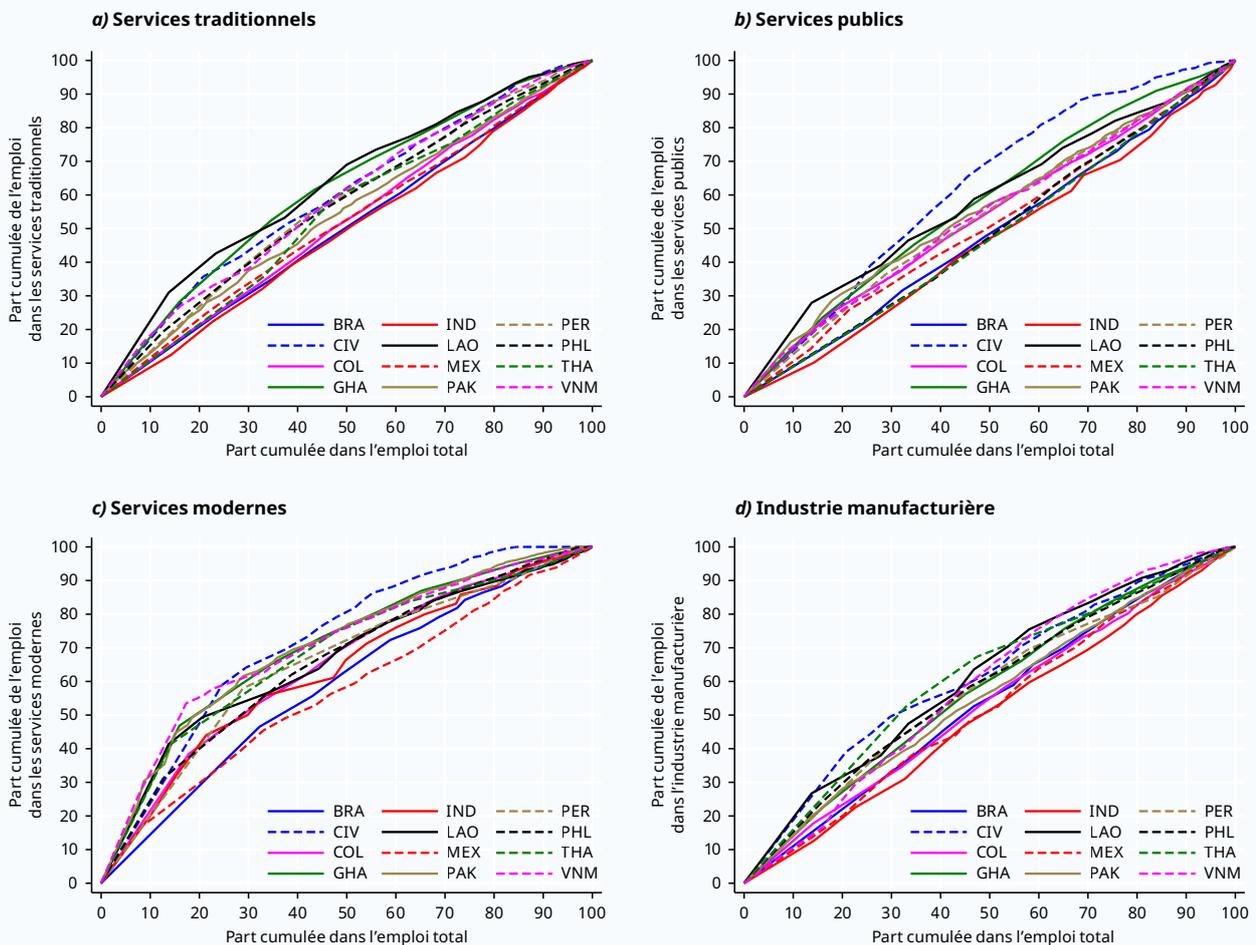
francophone. Dans un autre groupe de régions et de pays, comme l'Inde, l'Europe et certains pays d'Amérique latine, la baisse des inégalités spatiales infranationales n'est associée à aucun changement dans les activités manufacturières. Dans le même temps, l'augmentation de l'emploi dans le secteur des services modernes va clairement de pair avec une réduction des inégalités spatiales en Asie du Sud, en Europe et en Amérique latine. D'autres pays tels que la Chine et la Thaïlande ont récemment rejoint le groupe d'économies affichant une telle dynamique.

**Les grands secteurs présentent des schémas d'inégalités spatiales très différents dans les 12 pays analysés dans ce chapitre** (voir figure 3.8). Les services modernes (information et communication, finance et assurance, activités professionnelles) affichent la répartition la plus inégale des possibilités d'emploi au sein des pays, suivis par l'industrie manufacturière et les services traditionnels (commerce, transports, hébergement, immobilier). Les services publics (éducation, santé, administration publique et défense, services administratifs et d'appui) semblent en revanche offrir des possibilités d'emploi plus uniformément réparties sur le territoire d'un pays. À l'exception de quelques pays comme le Brésil et le Mexique, l'emploi dans les services modernes

tend à se concentrer dans un nombre réduit de régions infranationales. Par exemple, en Côte d'Ivoire, environ 60 pour cent des emplois dans les services modernes se trouvent dans les zones géographiques qui représentent environ 25 pour cent de l'emploi total.

**Les différents modes de concentration de l'emploi dans le secteur des services dans les régions infranationales expliquent pourquoi les emplois dans le secteur ne contribuent pas nécessairement à réduire les inégalités spatiales.** Lorsque l'on examine l'évolution des inégalités spatiales dans un échantillon de 15 pays pour lesquels les informations disponibles sur le marché du travail sont suffisantes, on constate qu'aucune augmentation de l'emploi dans les services n'est associée à un recul indéniable des inégalités infranationales (voir figure 3.9). Ce n'est que lorsqu'une nette baisse de l'emploi agricole est allée de pair avec une augmentation tout aussi nette de l'emploi dans le secteur des services que les inégalités spatiales ont beaucoup diminué. L'évolution de l'emploi dans le secteur manufacturier n'a pas joué de grand rôle dans l'évolution des inégalités spatiales dans cet échantillon de pays. L'encadré 3.2, qui compare le Mexique et le Viet Nam, montre que l'industrie manufacturière peut même jouer un

► Figure 3.8. Concentration de l'emploi sectoriel dans les régions infranationales (pourcentages)



**Note:** Dans les quatre graphiques, la part cumulée des régions infranationales dans l'emploi total est comparée avec leur part cumulée de l'emploi dans les services traditionnels, publics et modernes et dans l'industrie manufacturière. Cette analyse se limite à 12 pays qui comptent chacun au moins 15 régions infranationales. L'axe des abscisses représente la part des régions dans l'emploi total et l'axe des ordonnées leur part de l'emploi dans le secteur en question. Si la répartition de ces deux indicateurs au sein d'un pays était identique, la ligne s'alignerait sur la diagonale à 45 degrés. Une ligne située au-dessus de la diagonale indique que l'emploi dans le sous-secteur est concentré dans un plus petit nombre de régions. Plus la ligne s'éloigne de la diagonale, plus le degré de concentration est élevé. BRA = Brésil, IND = Inde, PER = Pérou, CIV = Côte d'Ivoire, LAO = République démocratique populaire lao, PHL = Philippines, COL = Colombie, MEX = Mexique, THA = Thaïlande, GHA = Ghana, PAK = Pakistan, VNM = Viet Nam.

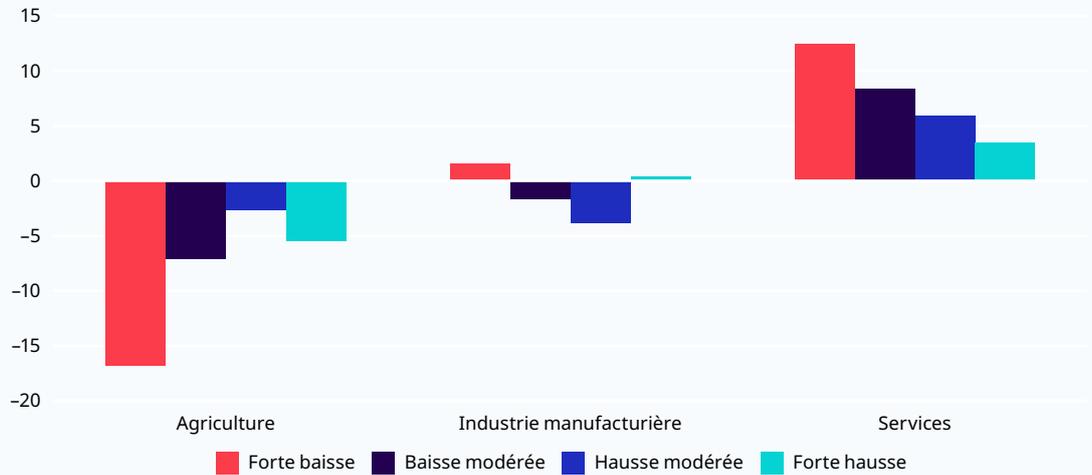
**Source:** ILOSTAT, calculs des auteurs.

rôle dans la réduction des inégalités infranationales, ne serait-ce que dans un certain nombre de provinces (voisines). Si l'on se penche sur le type d'emploi dans le secteur des services, on constate que l'essor des services modernes contribue à accroître les inégalités infranationales, tandis que l'augmentation des services publics tend à les réduire, mais pas de manière très marquée (voir figure 3.10).

**Le changement structurel de l'agriculture vers l'industrie manufacturière et les services ne semble donc pas**

**avoir uniformément conduit à une augmentation du niveau de vie ou de la capacité de production.** Les effets hétérogènes du développement du secteur des services et, en particulier, la concentration spatiale causée par l'essor de l'emploi dans le secteur des services modernes à haute valeur ajoutée semblent empêcher une croissance plus équitable sur le plan spatial, qui permettrait de répartir largement des hausses soutenues de la productivité sur l'ensemble du territoire d'un pays.

► **Figure 3.9. Évolution des inégalités spatiales et changements structurels**



**Note:** La figure présente les coefficients estimés d'une analyse de convergence des changements structurels et des inégalités spatiales (en baisse ou en hausse selon le code couleur figurant au bas de la figure). Les coefficients sont estimés séparément pour les différents quartiles de changement structurel. Voir l'annexe de ce chapitre pour les données et la méthodologie.

**Source:** Calculs des auteurs.

► **Figure 3.10. Contribution de différents types de services à la croissance globale du secteur des services dans des pays présentant différents niveaux d'inégalités spatiales (pourcentages)**



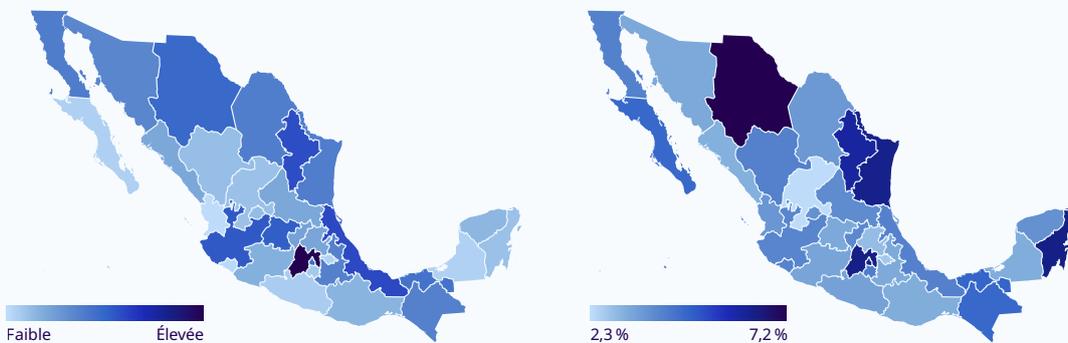
**Note:** La figure présente une ventilation par type de services des coefficients estimés de l'analyse de convergence (figure 3.9) des changements structurels et des inégalités spatiales. La ventilation des coefficients est estimée séparément pour les différents quartiles de changement structurel. Voir l'annexe de ce chapitre pour les données et la méthodologie.

**Source:** ILOSTAT, calculs des auteurs.

► **Encadré 3.2. Le rôle des services modernes et de l'industrie manufacturière dans les inégalités spatiales: Mexique *versus* Viet Nam**

Les grandes tendances recensées dans ce chapitre s'appliquent-elles également aux économies émergentes comme le Mexique et le Viet Nam? Ces deux pays sont en cours de modernisation économique importante grâce à leur intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, l'un vis-à-vis des États-Unis (Mexique), l'autre vis-à-vis de l'Asie de l'Est et de la Chine en particulier (Viet Nam). Cependant, le Mexique est plus avancé dans sa transformation structurelle et a enregistré une augmentation rapide de l'emploi dans les services modernes, qui se traduit par une diminution des inégalités spatiales. En raison du niveau élevé de développement du Mexique et de leurs nombreux liens avec d'autres secteurs de l'économie, les services modernes s'étendent dans tout le pays, rendant le développement économique plus homogène (figure 3.11). Au Viet Nam, en revanche, le développement de l'industrie manufacturière est un phénomène plus récent qui se concentre à Ho Chi Minh Ville et ses environs, dans le sud du pays, et, dans une moindre mesure, à Hanoi et ses environs, dans le nord. Par conséquent, les inégalités spatiales sont plus prononcées, puisque les retombées de l'emploi manufacturier restent cantonnées dans une petite zone et ne s'étendent pas à l'ensemble du pays (figure 3.12).

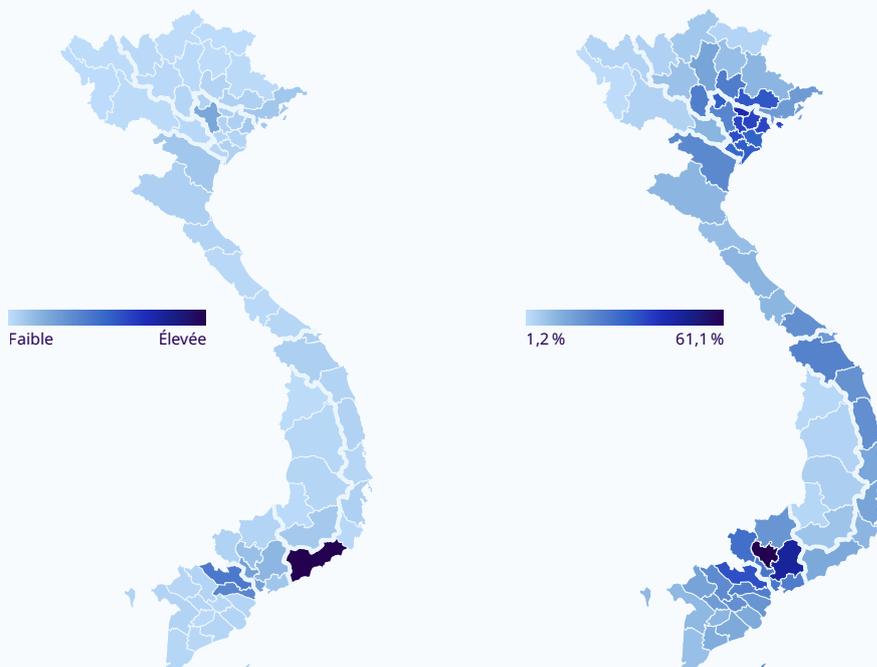
► **Figure 3.11. Mexique: la répartition assez homogène de la luminosité nocturne (carte de gauche) est spatialement corrélée à la répartition relativement homogène des activités de services modernes (carte de droite)**



**Clause de non-responsabilité:** les frontières indiquées n'impliquent pas leur approbation ou acceptation de la part de l'OIT (<https://www.ilo.org/fr/deni-de-responsabilite>).

**Source:** ILOSTAT, calculs des auteurs.

► **Figure 3.12. Viet Nam: la forte concentration spatiale de la luminosité nocturne (carte de gauche) est liée à la localisation des activités manufacturières (carte de droite)**



**Clause de non-responsabilité:** les frontières indiquées n'impliquent pas leur approbation ou acceptation de la part de l'OIT (<https://www.ilo.org/fr/deni-de-responsabilite>).

**Source:** ILOSTAT, calculs des auteurs.

## ► Retombées positives

**L'analyse de la section précédente permet une évaluation prudente des politiques qui ciblent des activités économiques spécifiques.** Étant donné que les inégalités spatiales semblent davantage liées à l'émergence de services modernes qu'aux seules activités manufacturières, les politiques industrielles qui ciblent spécifiquement ces services peuvent nettement creuser les inégalités. Cela peut être le cas par exemple dans des pays qui cherchent à investir dans les secteurs du numérique. Avec l'essor de l'IA, les politiques industrielles s'attachent de plus en plus à attirer et à développer des pôles locaux de développement numérique, par exemple dans les domaines de la production de puces ou de la recherche et du développement de modèles d'IA. Dans la même veine, de nombreux pays se concentrent sur l'expansion des industries vertes, comme les véhicules électriques ou la fabrication de panneaux solaires. Diverses politiques visent le développement et la croissance de ces secteurs. Cependant, les possibilités d'emploi dans ces derniers et les secteurs connexes se trouvent principalement dans les professions du secteur des services, et moins dans les activités de fabrication, de sorte que les politiques qui ciblent spécifiquement ces secteurs risquent d'aggraver les inégalités spatiales.

**Un défi majeur pour les politiques industrielles qui ciblent la transition numérique ou verte sera donc de s'attaquer aux inégalités spatiales en induisant des retombées positives au-delà du lieu d'intervention immédiat** (Pinheiro et coll., 2022). En outre, la réduction des inégalités spatiales ne doit pas être le seul objectif. Lorsque les politiques industrielles génèrent des agglomérations spatiales, des effets de saturation peuvent apparaître (Obeng-Odoom, 2023). Ces effets peuvent facilement l'emporter sur les avantages de l'agglomération pour la croissance de la productivité, en particulier dans les pays qui manquent de ressources pour construire les infrastructures matérielles et les services publics (écoles, hôpitaux, etc.) nécessaires face à l'afflux de travailleurs dans des zones urbaines.

**La saturation des zones urbaines peut faire obstacle à une croissance économique soutenue (et durable) et à l'emploi productif** (Gomez-Lievano et Patterson-Lomba, 2021). La complexité économique croissante a été identifiée comme un axe important de la politique industrielle (OMPI, 2024). Cette complexité implique d'encourager la

diversification économique dans de nombreux secteurs et métiers non liés entre eux, dans lesquels le pays a le potentiel d'acquérir un avantage comparatif et de devenir un acteur mondial assez puissant pour imposer les prix (Hidalgo, 2021 et 2023; Balland et coll., 2022). Cela nécessite de former la main-d'œuvre pour la doter d'un large éventail de compétences complémentaires qui se superposent et qui permettent aux travailleurs d'accéder rapidement à de nouveaux postes dans des professions proches. Les économies avancées disposent souvent d'une telle main-d'œuvre flexible, puisque plus de 50 pour cent des travailleurs peuvent exercer des métiers proches sans rencontrer de grands obstacles à la transition (del Rio-Chanona et coll., 2021). En revanche, dans les pays émergents et en développement qui présentent de multiples formes de segmentation du marché du travail, la complexité économique ne parvient pas à émerger parce que les travailleurs sont incapables d'accéder à de nouvelles possibilités d'emploi, en particulier en cas de chocs externes (OIT et OMC, 2009). Les politiques industrielles doivent donc s'accompagner d'interventions horizontales afin d'éviter que les coûts de saturation n'éclipsent les effets d'agglomération.

**Pour résoudre ces problèmes, il est nécessaire d'intégrer les politiques macroéconomiques et les politiques du marché du travail.** Les investissements publics dans les infrastructures matérielles et numériques peuvent contribuer à répartir les ressources de manière plus équitable dans un pays. Les centres d'enseignement locaux et les services publics de l'emploi peuvent soutenir le développement de nouveaux pôles d'activité qui contribueront à répartir les investissements sur un plus grand nombre de zones industrielles, favorisant ainsi le développement économique local. Des données récentes sur les trajectoires économiques à long terme des principales économies émergentes montrent que le développement du capital humain doit être vaste pour permettre à une plus grande proportion de la main-d'œuvre de profiter des changements structurels et du développement industriel (Bharti et Yang, 2024). Enfin, il est nécessaire de coordonner les politiques en matière de qualifications et d'innovation afin de fournir des profils de compétences et de formation conformes aux avantages comparatifs locaux. En ce sens, il faut veiller à un cadre plus étroit et à une plus grande cohérence entre les portefeuilles de politiques.

# Références

- ▶ Adler, Gustavo, Romain Duval, Davide Furceri, Sinem Kiliç Çelik, Ksenia Koloskova et Marcos Poplawski-Ribeiro. 2017. «Gone with the Headwinds: Global Productivity», IMF Staff Discussion Notes, SDN/17/04. Fonds monétaire international. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2017/04/03/Gone-with-the-Headwinds-Global-Productivity-44758>.
- ▶ Autor, David. 2019. «Work of the Past, Work of the Future», *American Economic Association Papers and Proceedings* 109: 1-32.
- ▶ Balland, Pierre-Alexandre, Tom Broekel, Dario Diodato, Elisa Giuliani, Ricardo Hausmann, Neave O'Clery et David Rigby. 2022. «The New Paradigm of Economic Complexity», *Research Policy* 51 (3): 104450. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0048733321002420>.
- ▶ Banque mondiale. 2024. *World Development Report: The Middle-Income Trap*. <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2024>. [Un abrégé en français est disponible sous le titre «Rapport sur le développement dans le monde: le piège du revenu intermédiaire» à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/07171984-cc15-4489-9a4e-a5350cad1da6/content>.]
- ▶ Bharti, Nitin Kumar, et Li Yang. 2024. «The Making of China and India in the 21st Century: Long-Run Human Capital Accumulation from 1900 to 2020», Working Paper No. 2024/24.
- ▶ Charpe, Matthieu. À paraître. «Night Lights, Spatial Inequalities and the Kuznets' Curve», document de travail de l'OIT.
- ▶ del Rio-Chanona, R. Maria, Ekkehard Ernst, Steve Feyer, Daniel Samaan et Shruti Trivedi. 2021. «Who Moves and Who Stays? Labour Market Transitions under Automation and Health-Related Restrictions», ILO brief, novembre 2021. <https://www.ilo.org/media/7926/download>.
- ▶ Département de la statistique de Singapour. 2021. «Singapore's Services Sector». <https://www.singstat.gov.sg/-/media/files/news/press30032023.ashx>.
- ▶ Dewan, Sabina, Mathangi Krishnamurthy et Devesh Taneja. 2022. *Digitalisation and the Indian Labour Market: Trends, Challenges, and Opportunities*. GIZ. [https://www.bmz-digital.global/wp-content/uploads/2022/09/GIZ\\_2022\\_Digitalisation-and-the-Indian-Labour-Market.pdf](https://www.bmz-digital.global/wp-content/uploads/2022/09/GIZ_2022_Digitalisation-and-the-Indian-Labour-Market.pdf).
- ▶ Diao, Xinshen, Margaret McMillan et Dani Rodrik. 2019. «The Recent Growth Boom in Developing Economies: A Structural-Change Perspective», dans *The Palgrave Handbook of Development Economics*, publié sous la dir. de Machiko Nissanké et José Antonio Ocampo, 281-334. Cham: Palgrave Macmillan.
- ▶ Dieppe, Alistair. 2021. *Global Productivity: Trends, Drivers, and Policies*. Washington: Banque mondiale.
- ▶ —, et Hideaki Matsuoka. 2024. «Sectoral Decomposition of Convergence in Labor Productivity: A Re-examination from a New Dataset», *Empirical Economics*, 3 décembre 2024.
- ▶ Evenett, Simon, Adam Jakubik, Fernando Martín et Michele Ruta. 2024. «The Return of Industrial Policy in Data», IMF Working Paper No. 2024/001. Fonds monétaire international. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/12/23/The-Return-of-Industrial-Policy-in-Data-542828>.
- ▶ Goldin, Ian, Pantelis Koutroumpis, François Lafond et Julian Winkler. 2024. «Why Is Productivity Slowing Down?», *Journal of Economic Literature* 62 (1): 196-268.
- ▶ Gomez-Lievano, Andres, et Oscar Patterson-Lomba. 2021. «Estimating the Drivers of Urban Economic Complexity and Their Connection to Economic Performance», *Royal Society Open Science* 8 (9). <https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rsos.210670>.
- ▶ Hausmann, Ricardo, Tim O'Brien, Andrés Fortunato, Alexia Lochmann, Kishan Shah, Lucila Venturi, Sheyla Enciso-Valdivia, Ekaterina Vashkinskaya, Ketan Ahuja, Bailey Klinger et coll. 2023. «Growth through Inclusion in South Africa», Center for International Development Faculty Working Paper No. 434. Université Harvard. <https://growthlab.hks.harvard.edu/sites/projects.iq.harvard.edu/files/growthlab/files/2023-11-cid-wp-434-south-africa-growth-through-inclusion.pdf>.

- ▶ Hidalgo, César A. 2021. «Economic Complexity Theory and Applications», *Nature Reviews Physics* 3 (2), 92-113.
- ▶ —. 2023. «The Policy Implications of Economic Complexity», *Research Policy* 52 (9): 104863.
- ▶ Juhász, Réka, Nathan J. Lane et Dani Rodrik. 2023. «The New Economics of Industrial Policy», NBER Working Paper No. 31538. <https://www.nber.org/papers/w31538>.
- ▶ Lindenlaub, Ilse, Ryungha Oh et Michael Peters. 2022. «Firm Sorting and Spatial Inequality», NBER Working Paper No. 30637. <https://www.nber.org/papers/w30637>.
- ▶ Moretti, Enrico. 2012. *The New Geography of Jobs*. Boston (États-Unis): Houghton Mifflin Harcourt.
- ▶ Na, Junho, Jeong-dong Lee et Chulwoo Baek. 2017. «Is the Service Sector Different in Size Heterogeneity?», *Journal of Economic Interaction and Coordination* 12 (1): 95-120.
- ▶ Obeng-Odoom, Franklin. 2023. «Spatial Political Economy: The Case of Metropolitan Industrial Policy», *Review of Evolutionary Political Economy* 4: 137-163.
- ▶ OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2024. «Diagnosis and Policy Action for Sustainable and Inclusive Productivity Growth», OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2024/07. <https://doi.org/10.1787/1668f250-en>.
- ▶ OIT. 2022. *Asia-Pacific Employment and Social Outlook 2022: Rethinking Sectoral Strategies for a Human-Centred Future of Work*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/major-publications/asia-pacific-employment-and-social-outlook-2022-rethinking-sectoral>.
- ▶ —. 2023. *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*. Genève: BIT. <https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/emploi-et-questions-sociales-dans-le-monde-tendances-2023>.
- ▶ —. 2024. «Productivity Measurement and Analysis: A Guidance Note». Genève: BIT. <https://www.ilo.org/publications/productivity-measurement-and-analysis-guidance-note>.
- ▶ — et OMC (Organisation mondiale du commerce). 2009. *Mondialisation et emploi informel dans les pays en développement*. Genève: BIT et OMC. [https://webapps.ilo.org/public/libdoc/ilo/2009/109B09\\_249\\_fren.pdf](https://webapps.ilo.org/public/libdoc/ilo/2009/109B09_249_fren.pdf).
- ▶ OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle). 2024. *World Intellectual Property Report: Making Innovation Policy Work for Development*. <https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo-pub-944-2024-en-world-intellectual-property-report-2024.pdf>.
- ▶ ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel). 2024. *Industrial Development Report 2024: Turning Challenges into Sustainable Solutions. The New Era of Industrial Policy*. <https://www.unido.org/sites/default/files/unido-publications/2024-06/Industrial%20Development%20Report%202024.pdf>. [Un aperçu en français est disponible sous le titre «Rapport sur le développement industriel 2024: transformer les défis en solutions durables. L'ère nouvelle de la politique industrielle» à l'adresse <https://www.unido.org/sites/default/files/unido-publications/2024-02/IDR24-Overview-FR.pdf>.]
- ▶ Özçelik, Emre, et Erdal Özmen. 2023. «Premature Deindustrialisation: The International Evidence», *Cambridge Journal of Economics* 47 (4): 725-746.
- ▶ Pinheiro, Flavio L., Pierre-Alexandre Balland, Ron Boschma et Dominik Hartmann. 2022. «The Dark Side of the Geography of Innovation: Relatedness, Complexity and Regional Inequality in Europe», *Regional Studies*, 7 septembre 2022. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00343404.2022.2106362#abstract>.
- ▶ Rodrik, Dani. 2016. «Premature Deindustrialization», *Journal of Economic Growth* 21: 1-33.
- ▶ Terzi, Alessio. 2022. *Growth for Good: Reshaping Capitalism to Save Humanity from Climate Catastrophe*. Harvard University Press.

## ► Annexe. Sources de données et méthodologie

Ce chapitre utilise des données provenant de sources multiples. Bien que l'objectif était d'étudier 13 pays répartis sur quatre continents, certaines analyses n'ont pas pu être réalisées pour tous les pays en raison du manque de données. Les pays pris en considération sont l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Inde, le Mexique, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Viet Nam.

### Composition du PIB

Les données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale servent à étudier la transformation structurelle de trois grands secteurs au fil du temps: l'agriculture, la sylviculture et la pêche; l'industrie manufacturière; et les services. Le secteur manufacturier est un sous-ensemble du secteur plus large de l'industrie et il n'inclut pas les secteurs tels que la construction, les activités extractives, l'électricité, l'eau et le gaz. Le PIB représente la somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs.

### Données sur la productivité du travail

La figure 3.4 fournit des données chronologiques sur la productivité du travail pour 90 pays dans huit secteurs. La productivité du travail est exprimée en milliers de dollars internationaux de 2017. L'analyse se concentre sur 12 pays car les données pour la Côte d'Ivoire n'étaient pas disponibles.

### Données sur l'emploi et la profession

Les données relatives à l'emploi et à la profession sont tirées d'ILOSTAT, un répertoire de données microéconomiques sur la main-d'œuvre. Le principal avantage de cette source est que les indicateurs clés de la main-d'œuvre sont normalisés pour permettre les comparaisons entre pays. Cependant, comme l'un des principaux objectifs de cette analyse est de comprendre le marché du travail au niveau infranational, les données utilisées ici sont limitées aux années pour lesquelles ces informations sont disponibles, ce qui varie d'un pays à l'autre.

### Données sur la luminosité nocturne et coefficient de Gini spatial

Les données sur la luminosité nocturne proviennent de l'initiative Black Marble de la NASA<sup>9</sup>. Nous avons utilisé le logiciel R «blackmarbler» pour trouver et extraire les données en fonction de nos domaines d'intérêt. Les fichiers de forme des pays au niveau infranational approprié proviennent de GADM<sup>10</sup>. Les données démographiques infranationales maillées proviennent du paquet de données de 2023 de Global Human Settlement Layer (GHSL) sur Google Earth Engine. Les coefficients de Gini spatiaux au niveau national, qui sont basés sur les valeurs de luminosité nocturne par habitant pour des régions infranationales spécifiées, sont calculés au moyen de ces données et des données de luminosité nocturne pour la période 2000-2018 du système OLS (Operational Line-Scan System) du programme de satellites météorologiques de la défense des États-Unis (Defense Meteorological Satellite Program – DMSP). L'ensemble de données sur les coefficients de Gini spatiaux a été fourni par Matthieu Charpe (Département des politiques de l'emploi du BIT).

Nous avons créé un ensemble de données unique sur 85 pays du monde en fusionnant le coefficient de Gini spatial avec les données sur l'emploi de Dieppe et Matsuoka (2024). Il nous a permis d'examiner les inégalités spatiales de la luminosité nocturne par habitant par rapport aux activités économiques et aux changements structurels dans chaque pays.

Pour estimer la relation entre l'évolution des inégalités spatiales et l'évolution structurelle des activités économiques dans diverses régions infranationales, nous avons créé un modèle de convergence simple dans lequel nous avons estimé la spécification suivante:

$$\ln(gr) = \alpha + \beta_1 \ln(pop) + \beta_2 \ln(NTL\_PC\_Initial) + \Omega X_1 + \pi X_2 + \varepsilon$$

où  $\ln(gr)$  est le logarithme naturel des taux de croissance annuels moyens de la luminosité nocturne par habitant sur deux périodes,  $\ln(pop)$  est le logarithme naturel de la population au cours de l'année de référence,  $\ln(NTL\_PC\_Initial)$  est le niveau de luminosité nocturne par habitant au cours de l'année de référence,  $X_1$  est le vecteur de la part relative des activités économiques dans les différents secteurs,  $X_2$  est l'effet fixe par pays, et  $\varepsilon$  est un terme d'erreur indépendant et distribué de manière identique.

9 <https://blackmarble.gsfc.nasa.gov/>.

10 <https://gadm.org/>.



## Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent

L'Organisation internationale du Travail est l'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. Elle rassemble gouvernements, employeurs et travailleurs autour d'une approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, en soutenant la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

### *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2025*

La solidité des principaux indicateurs de l'emploi masque des faiblesses structurelles persistantes sur les marchés du travail mondiaux. Bien que le chômage se soit stabilisé à un niveau historiquement bas, l'emploi informel, les disparités entre hommes et femmes et la pauvreté au travail n'ont guère évolué, voire pas du tout, après le retour aux tendances antérieures à la pandémie. La croissance ternie de la productivité sur les principaux marchés économiques en Europe et en Asie, dans un contexte de ralentissement de la transformation structurelle vers l'industrie manufacturière et les services à forte valeur ajoutée, empêche également les revenus réels disponibles de regagner les pertes subies lors de la dernière période inflationniste. Le secteur manufacturier, autrefois moteur de la croissance économique et de l'emploi productif, s'est installé dans une longue période de stagnation qui a aggravé les inégalités spatiales au sein des pays et entre eux. Si les tendances actuelles se maintiennent, aucune amélioration en matière de travail décent par rapport à 2015 ne devrait être observée d'ici à 2030.

Cette année, le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances* évalue de manière exhaustive les déséquilibres structurels sur les marchés du travail par rapport à la transformation en cours de l'économie mondiale. Il analyse les évolutions internationales, les différences régionales et les résultats des divers groupes de travailleurs sur le marché du travail. Pour la première fois, il propose une analyse des tendances infranationales dans certains pays. Le rapport fournit également des projections du marché du travail pour 2025 et 2026. Enfin, il présente les tendances en matière d'activité, de croissance de l'emploi et d'informalité, et analyse leur contribution aux déficits structurels du marché du travail.

[ilo.org](https://ilo.org)

---

Organisation internationale du Travail  
Route des Morillons 4  
1211 Genève 22  
Suisse